

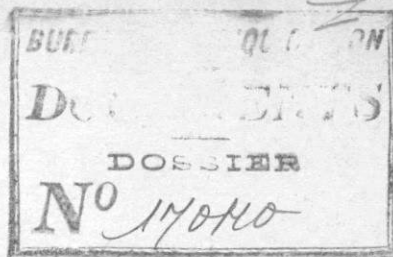
17040

28/2/41

Ville de M. Rogliano

S<sup>e</sup> Interieur

S<sup>e</sup> de la D<sup>m</sup> g<sup>h</sup> Tel. 293



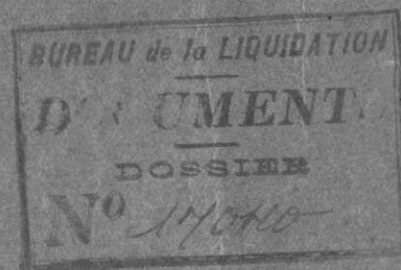
au sujet de la demande formulée p. le Comité Général de Transports  
tendant à la prise en charge p. SNCF des frais de réparation d'un  
appareil duplicateur -

*Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée*

---

*Service de la Comptabilité Générale et des Finances*

---



*Mobilier*

*Du*

*Conseil Supérieur des Chemins de fer.*

---



Location de mobilier au Conseil Supérieur des Transports

Redevance annuelle de 7.382,-

Débit

4<sup>e</sup> 1939

Credit

Compte 4.502 - Communications.

(Travaux et Transports).

Chapitre 1<sup>er</sup>.

Article 16 § 2 du  
Compte d'Expl<sup>e</sup>. - Dépenses

Venient d'of Bureau C<sup>ty</sup> Courants n<sup>o</sup>. 9320

Mois Comptable Septembre.

Archives 46.451.

11 NOV 1942

Règlement de la Cession d'objets mobiliers

( Février 1942 )

73.096

Loyer d'objets mobiliers

Année 1941 - réglée en Février 1942

7.382

Année 1940 - en juin 1942

7.382

Année 1939 - en Septembre 1942

7.382

Toutes ces sommes ont été imputées

au crédit du Chap. 1<sup>er</sup>. Art. 16 § 2 par op du Secrétaire général



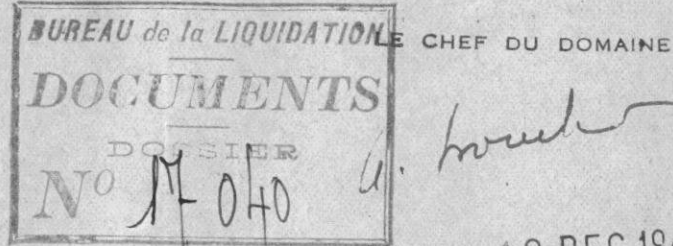
D.S

19 DEC 1941

COPIE transmise à M. le Chef de la Division Centrale  
de la Comptabilité Générale

comme suite à ma transmission en date du 21 mars 1941  
en le priant de vouloir bien m'aviser, dès encaisse-  
ment des sommes dues.

Domaine



1939 Sept 42 V<sup>+</sup> 9220  
1940 Juin V<sup>+</sup> 6075  
1941 Février  
1942

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre  
en date du 27 novembre 1941 par laquelle vous avez bien  
voulu me donner votre accord sur la reprise, pour leur  
valeur d'inventaire, des objets mobiliers loués par le  
Conseil Général des Transports, sauf en ce qui concerne  
une table sapin 250 x 100 et un porte copie pour machine  
à écrire dont vous n'avez pas l'utilisation.

Ainsi que vous le demandez, je vous adresse ci-joint,  
en triple exemplaire (dont un sur timbre), un mémoire com-  
portant la liste et la valeur des objets cédés s'élevant  
à la somme de 73.096<sup>fr</sup>50.

En ce qui concerne la location du mobilier le prix  
fixé d'un commun accord à 10 % de la valeur d'inventaire  
s'élève pour les années 1939 - 1940 - 1941 à 7.382<sup>fr</sup>10 x 3 =  
22.146 fr,30 (mémoires également joints).

En conséquence, je vous serais obligé de vouloir  
bien faire virer, au compte de M. le Chef des Services  
Financiers de la Société Nationale, la somme de 73.096<sup>fr</sup>50 +  
22.146<sup>fr</sup>30 = 95.242 fr,80 et de m'informer de la date de  
versement.

Quant aux deux pièces que vous ne désirez pas con-  
server, leur restitution pourra s'effectuer après accord  
entre vos Services et notre Service Intérieur que j'infor-  
me de votre décision.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général,  
l'assurance de ma considération distinguée.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT,

SIGNE: ANTONINI

Monsieur le Secrétaire Général  
du Conseil Général des Transports  
2bis, rue de Solférino, 2bis  
PARIS (7ème)

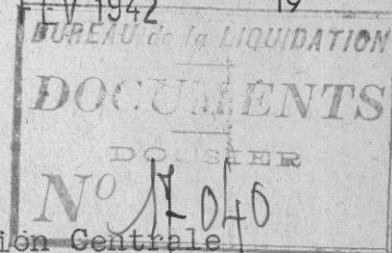
# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



Le -4 FEV 1942 19



Monsieur le Chef de la Division Centrale  
de la Comptabilité Générale.

Comme suite à ma transmission, en date du 19 décembre 1941, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joints, aux fins de recouvrement :

1° - un avis d'ordonnance de paiement n° 2146/1, du Conseil Général des Transports, d'une somme de 73.096 frs, due pour la cession d'objets mobiliers, qui lui a été consentie par la S.N.C.F.

2° - un avis d'ordonnance de paiement n° 2146/2 du Conseil Général des Transports, d'une somme de 7.382 frs représentant le loyer de ce mobilier pour l'année 1941.

Il y a lieu d'imputer ces recettes au compte d'exploitation, en atténuation des dépenses du chapitre I, article 16 § 2.

Le loyer du mobilier, pour les années 1939-1940 fera l'objet d'un versement ultérieur, le Conseil Général des Transports n'étant pas encore en possession des mandats de paiement.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

LE CHEF DU DOMAINE

*L. Roux*





SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITE 73-00

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Le 26 MAI 1942 19

93 D/

Monsieur le Chef de la Division Centrale  
de la Comptabilité Générale.

Comme suite à ma lettre en date du  
4 février 1942, j'ai l'honneur de vous faire  
parvenir ci-joint, aux fins de recouvrement,  
un avis d'ordonnance de paiement n° 570/2  
du Conseil Général des Transports, d'une  
somme de 7.382 frs, due pour location de  
mobilier pour l'année 1940.

Vous voudrez bien imputer cette recette  
au compte d'Exploitation en atténuation des  
dépenses du chapitre I, article 16, § 2.

Le Conseil Général des Transports ne  
reste plus redevable que du loyer de l'année  
1939, dont le règlement demande un certain  
délai en raison des formalités d'ordonnance-  
ment.

LE CHEF DU DOMAINE

74204

G. Bouché

603 M. R.

1  
pièces  
jointes

lettre du 4/2/42  
du At gal à M<sup>r</sup> Chef  
D<sup>r</sup> de l'Ét. Cyl

(imputation au chef 1<sup>er</sup>  
art. 16 § 2 - en attestation  
depuis - des sommes  
dues par le Conseil g<sup>al</sup>  
des Transports pour la  
reprise et la location  
d'objets mobiliers consentis  
par le SNCF

---

remise à M<sup>r</sup> Chessaiguons  
le 13/11/42



Démarche auprès de  
M. Audrien qui invite le Service  
ou Domaine à réclamer au C.S.I.  
le montant des loyers dus à SM C<sup>5</sup>  
pour 1939 et 1940.

Une copie de la lettre adressée  
au C.S.I. sera envoyée à M. Mettad  
à titre d'information.

17-3-41

†

Les négociations ont été  
menées avec M. Valensi

---

Le Conseil Supérieur n'a payé

n° 1939 n° 1940

Il demande qu'en leur courir  
avec un tableau servant de pièce  
justificative. Ils sont disposés à payer

7-3-41

M



# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SECRETARIAT GÉNÉRAL

M. Mauvaisin,

Comme suite à notre communication  
téléphonique, vous voudrez bien trouver  
ci-joint copie de la lettre adressée le  
13 décembre 1938 au Conseil Supérieur des  
Transports.

Le CST m'a fait savoir qu'il avait  
versé la somme de 7996<sup>\*</sup>, montant du  
loyer de mobilité, le 27 déc. 1938.

Très bien, de vous.

Gaudin

19/5/39

à classer

h<sup>o</sup> Mauvaisin

235/39  
X

Remise d'ordre  
20/1/36  
Janvier 39 -

13 décembre 1938

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme suite à votre lettre du 14 Novembre et à nos accords des 4 janvier et 7 juin 1938, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la valeur du mobilier donné en location par la Société Nationale au Conseil Supérieur des Transports s'élève à la somme de 79.963 frs 80, se décomposant comme suit :

- mobilier provenant du Réseau P.L.M. ....63.161 frs 75
- mobilier provenant du réseau A.L. ....16.802 frs 05  
(voir tableau ci-joint)

79.963 frs 80

En conséquence le prix de location, fixé d'un commun accord à 10 % de cette valeur, s'élève donc à la somme de 7.996 frs 40, que je vous serais obligé de vouloir bien faire ordonnancer au profit de la Société Nationale des Chemins de fer français.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

signé : Filippi

Monsieur le Secrétaire Général  
du Conseil Supérieur des Transports  
2 bis rue de Solférino  
PARIS

## Conseil Supérieur des Transports

Paris, le 14 novembre 1938

*Invalides 42-94*

COPIE

Le Secrétaire Général du Conseil Supérieur  
des Transportsà Monsieur le Secrétaire Général de la Société Nationale  
des Chemins de fer français.

Conformément au désir que vous avez exprimé, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint l'inventaire du mobilier que la S.N.C.F. veut bien louer au Conseil Supérieur des Transports.

Cet inventaire est divisé en 2 chapitres :

Le 1er est consacré aux objets que le C.S.T. tient du Conseil Supérieur des Chemins de fer auquel la Cie P.L.M. voulait bien le louer aux mêmes conditions; la valeur de ces objets est celle qui figurait sur l'inventaire contradictoirement accepté par le P.L.M. et le Chef des Services Administratifs du Conseil Supérieur des Chemins de fer.

Le 2ème chapitre récapitule les objets que les Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine avaient donnés en location au Conseil Supérieur des Transports avec l'immeuble 5 rue de Florence et qui ont été conservés dans l'immeuble 2 bis rue de Solférino. Ci-joint également l'inventaire des objets meubles et immeubles se trouvant 5 rue de Florence pendant la période du 1er janvier au 15 octobre 1938; les objets soulignés en rouge ont été conservés 2 bis rue de Solférino et sont récapitulés dans le chapitre 2. La valeur d'inventaire de ces objets n'a pas encore été arrêtée; il convient de se référer à cet effet à l'ancien inventaire des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine.

Le Secrétaire Général

.....



L4 novembre 1938

COPIE

CHAPITRE II

Mobilier provenant de l'immeuble des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, 5 rue de Florence, et conservé par le Conseil Supérieur des Transports, 2 bis rue de Solférino.

1 table ronde acajou,	provenant de la salle d'attente du
	ler étage du 5 rue de Florence,
32 chaises bureau dessus moleskine	} provenant salle du Conseil
1 fauteuil d'o	
	) de réseau 5 rue de Florence
1 porte-manteaux cuivre 4 têtes	} provenant du cabinet de toi-
1 porte-parapluie cuivre 8 places	
	) lette 2ème étage du 5 rue de
	) Florence.
1 table chêne 1,30 x 0,80	} provenant de la salle d'attente
4 fauteuils visiteurs	
2 chaises moleskine	
	) du 2ème étage du 5 rue de Florence

La valeur de ces meubles n'a pas encore été arrêtée, il conviendrait, à cet effet, de se référer à l'ancien inventaire des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine.

Le Secrétaire Général

.....



7 Juin 1938

COPIE

Le Secrétaire Général

à Monsieur le Secrétaire Général du Conseil  
Supérieur des Transports

En réponse à votre lettre du 27 mai 1938, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis d'accord sur les termes de la convention concernant l'occupation par le Conseil Supérieur des Transports de l'immeuble, 5 rue de Florence, dans lequel étaient précédemment installés les Chemins de Fer d'Alsace et de Lorraine.

Dès que cette convention aura reçu l'approbation de M. le Ministre des Travaux Publics, je vous serais obligé de vouloir bien faire effectuer le versement des loyers échus.

Par ailleurs, en ce qui concerne les meubles appartenant au domaine public, que le Conseil Supérieur des Chemins de fer louait précédemment à la Compagnie P.L.M. et les meubles provenant du Réseau d'Alsace et de Lorraine qui ont été conservés par le Conseil Supérieur des Transports et qui doivent faire l'objet d'une location ou d'un rachat, il interviendra ultérieurement, selon votre désir, une convention distincte fixant le montant des sommes dues à la Société Nationale pour la location ou l'acquisition de ce mobilier.

Signé: FILIPPI.

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Service de la Comptabilité Générale et des Finances

Frais d'installation

et inventaire

du mobilier du

Conseil supérieur des Chemins de fer.



Mois	Dreco	Detail des objets mobiliers	Factures de l'Economat		Dépenses en principal (Sommes parcellles)	Frais généraux 5% (Sommes parcellles)	Ensemble (col 4 + col 5)	Montant des factures de l'Economat	Factures de liquidation				
			N°	Dates					N°	Date	Montant de la liquidation	Frais Ensemble (col 4 + col 5)	
Exercice						1922							
1922	Novembre	8 <sup>e</sup> 1170	1	Appareil Ronco	1700	30 Novem.	1725, "	86,25	1811,25	1811,25	reversé en Juin 1931		
	Décembre	8 <sup>e</sup> 1270	1	Machine n° 10. Chariot de 24 <sup>cm</sup> type Oliver	1701	15 Decem.	1200, "	60, "	1260, "	2772, "	reversé en Mars 1928		
			21 <sup>e</sup> 57277										
			1 Machine n° 10. Chariot de 15 <sup>cm</sup> type Oliver										
			21 <sup>e</sup> 57109		- 1 <sup>e</sup> -	"	1410, "	72, "	1512, "	320,25	reversé en Mars 1928		
	"	"	1 Machine à agrafes pour relier les brochures	1702	31 Decem.	250, "		12,50	262,50		2014	31.3.1928	910,- 45,50 955,50
			10 Chazgenoz 1 <sup>re</sup> machine à agrafes	1 <sup>e</sup>	"	55, "		2,75	57,75				
			Total à fin 1927				4670, "	233,50	4903,50	4903,50			
			(no lettre n° 289 EB du 23 Juillet 1922 au Cons. Sup. des ch. de f.)										
1928	Mars		Reversement par le Conseil Supérieur :				1200, "	60, "	1260, "	1550,25	2014	31.3.1928	910,- 45,50 955,50
			1 Machine type Oliver n° 57277				250, "	12,50	262,50				
			1 Machine à agrafes pour relier les brochures				55, "	2,75	57,75				
			10 Chazgenoz 1 <sup>re</sup> machine à agrafes										300,25 15,01 315,26
			Total à fin 1928				3165, "	158,25	3323,25	3323,25			
1929	Fevrier	1 <sup>e</sup> 59 <sup>e</sup>	Reversement par le Conseil Supérieur :							2002	28.2.1929	1212,- 60,60 1272,60	
			1 Machine type Oliver n° 57109 (la machine reverse, pièce n° 57392 mais l'Economat l'a acceptée à la place de celle n° 57109)		3002	28 Fevrier	1410, "	72, "	1512, "				
			Total à fin 1929				1725, "	86,25	1811,25				1811,25
1931	Juin	1 <sup>e</sup> 59 <sup>e</sup>	Reversement par le Conseil Supérieur :				1725, "	86,25	1811,25	1811,25	2090	30-6-1931	1806,25 90,31 1896,56
			1 Appareil Ronco										
							"	"	"				

Mois	Pièces	Détail des objets mobiliers	Factures de l'Economat		Dépenses en principal (sommes partielles)	Frais généraux 5% (sommes partielles)	Ensemble (col 4 + col 5) c	Montant des factures de l'Economat y	Factures de liquidation			
			no	Date					no	Date	Montant de la liquidation	Frais mensuels
						Exercice		1923				
Fevrier	1 <sup>re</sup> 270	Ponçonnage et pose de tapis moquette dans le bureau : 25m,25 x 26,50 : Zibande pose et couture 2 Tapis de pieds bordés (5' 15"). 2 Tapis de table drap vert avec franges (salle des communes) 2 Tapis de table drap vert avec franges 1 Tapis de table (antichambre) 1 Lampe électrique nickelée - pièce n° 1 1 " " " n° 2 2 " " " n° 3 2 " " " n° 5 6 Griffes pr les lampes ci-dessus 2 Candélabres électriques nickelés - pièce n° 2 6 Coupes Eclairon vert 6 Douilles 1 <sup>re</sup> bague à clef 6 Lampes 25 <sup>es</sup> verre clair	1700	28 Fevrier	6 737,60 762,75 71,60 801,70 536,40 201,05 92, " 88, " 176, " 176, " 2,65 260,50 110,50 10,20 12,60	336,88 38,14 3,58 110,08 26,82 10,05 4,60 4,40 8,80 8,80 0,13 13,03 2,03 0,46 0,63	7 074,48 800,89 75,18 911,78 563,22 211,10 96,60 92,40 184,80 184,80 278 273,53 42,53 20,16 13,23	508	10 177,48	Reverse en Mai 1931 Reverse en Mai 1931 Reverse en Juin 1931 Reverse en Juin 1931 Tapis reverse en Mars 1928 et 1 tapis reverse en Juin 1931		
Avril	1 <sup>re</sup> 170	1 Tapis brasse uni 115 x 50 Dépose du passage linoléum de l'antichambre Remise à neuf des rideaux de vitrage (tulle et toile mélio) 11 Réparation de rideaux et fourniture de 16 pignons Dépose et repose de 23 portes pr passage de tapis Répose 8 arêtes de porte et remplacement de vis	1701	30 Avril	50,75 4,75 115,80 25,75 79,50 6, "	2,54 0,40 5,70 1,29 3,97 0,30	53,29 10,24 121,59 27,04 83,47 6,30	301,93	Reverse en Mai 1931 Reverse en Mai 1931 Reverse en Juin 1931 Reverse en Juin 1931 Reverse en Mai 1931 Reverse en Mai 1931			
Mai	1 <sup>re</sup> 570	1 Bureau Ministre acajou ciré, 200x100, 2 tiroirs à coulisse, garni maroquin havane 1 Fauteuil tournant acajou ciré, siège, tampe et accoudoirs garnis maroquin havane 1 Fauteuil Stallesley garni maroquin havane 1 Bibliothèque tournante 3 rayons acajou ciré 1 Bibliothèque acajou ciré 2 <sup>m</sup> x 1 <sup>m</sup> x 0,40 portes pleines 1 Table acajou ciré 110 x 65 1 Canapé Stallesley maroquin havane 2 places 2 Chaises acajou ciré, garnies velours havane	1702	31 Mai	2 674, " 600, " 890, " 896, " 1 080, " 300, " 1 470, " 1 470, "	133,70 30, " 44,50 44,80 54, " 15, " 73,50 23,50	2 807,70 630, " 934,50 940,80 1 134, " 315, " 1 543,50 1 493,50	8 799, "	Reverse en Octobre 1931 Reverse au Conseil 9 avril 1934 au titre de Décembre 1933 do do do do pièce n° 1 do do			
Mai	1 <sup>re</sup> 570	1 Bureau Ministre acajou ciré 200x100, 2 tiroirs à coulisse, garni maroquin havane 1 Fauteuil tournant acajou ciré, siège tampe, accoudoirs garnis maroquin havane 1 Bibliothèque tournante 3 rayons, acajou ciré 1 Fauteuil Stallesley garni maroquin havane 8 Chaises acajou ciré, garnies velours havane 1 Bureau Ministre 150x80 chêne ciré, tiroir de milieu fermant sous les autres, 2 tiroirs à coulisse, etc	1703	31 Mai	2 674, " 600, " 896, " 890, " 1 880, " 1 035, "	133,70 30, " 44,80 44,50 94, " 51,75	2 807,70 630, " 940,80 934,50 1 974, " 1 086,75	8 373,75	Reverse au Conseil 9 avril 1934 au titre de Décembre 1933 do do do do do do			
a' Reporter						26 621,10	1 331,06	27 952,16	27 952,16			

Mois	Diées	Détail des objets mobiliers	Factures de l'Economat		Dépenses en principal (Sommes partielles)	Frais généraux 5% (Sommes partielles)	Ensemble (col 4 + col 5)	Montant des factures de l'Economat	Factures de dépense		
			nr°	Date					nr°	Date	Montant de la dépense
			2	3							Frais Ensemble (col 4 + col 5)
					<b>Exercice</b>		<b>1923</b>				
		Reporte . . .			26 621, 10		1 331, 06	27.952, 16			27.952, 16
Mai	18 <sup>et</sup> 570	1 Fauteuil tournant Chêne ciré, siège tampe et accoudoirs garnis péjamois.	1704	31 Mai	175, "	23, 75	198, 75	5 111, 10			
		6 Chaises Chêne ciré, siège cannelé . . . . .			348 "	17, 40	365, 40				
		1 Cartonnier Chêne ciré 11 cases en colonne, fermant à rideau bois . . . . .			275, "	13, 75	288, 75				
		1 Table Chêne ciré 100 x 60 1 tiroir . . . . .			110 "	7, "	117, "				
		1 Bureau Ministre Chêne 160 x 90 garni péjamois vert avec tiroir caisse. 2 tiroirs à coulisse . . . . .			1 085, "	54, 25	1 139, 25				
		1 Fauteuil tournant Chêne ciré, tampe, siège et accoudoirs garnis péjamois vert . . . . .			175, "	23, 75	198, 75				
		1 Cartonnier 22 cases à rideau Chêne ciré . . . . .			130 "	21, 50	151, 50				
		1 Table Chêne ciré 100 x 60 1 tiroir . . . . .			110 "	7, "	117, "				
		1 Bibliothèque 170 x 160 x 113 Chêne ciré avec coffret fort intérieur 30 x 40 x 35 et tablettes . . . . .			1 500, "	75, "	1 575, "				
											Reversé en Juin 1931
Mai	18 <sup>et</sup> 570	2 Tables sapin 350 x 100 démontables, pieds tournés . . . . .	1705	31 Mai	820 "	11, "	831, "	6 340, 95			
		2 Tables sapin 200 x 100, sans tiroir et non démontables . . . . .			1100, "	22, "	1122, "				
		12 Chaises Chêne ciré, siège cannelé . . . . .			646, "	31, 80	730, 80				
		2 Bibliothèques ouvertes, Chêne ciré démontables, 2.30 x 2, x 0,40 . . . . .			1 740 "	87, "	1 827, "				
		2 Tables Chêne ciré 180 x 80 2 tiroirs . . . . .			620 "	31, "	651, "				
		2 Tables Chêne ciré pour machine à écrire : 1 tiroir à poignée, tablette à coulisse. 80 x 115 . . . . .			550, "	27, 50	577, 50				
		6 Chaises Chêne ciré, siège cannelé . . . . .			348, "	17, 40	365, 40				
		1 Bibliothèque portes vitrées, Chêne ciré 2.05 x 1.15 x 0.110 avec 6 tablettes et rideaux latérale verte . . . . .			825, "	41, 25	866, 25				
											1 table reversé en Juin 1931 (231,5)
Mai	18 <sup>et</sup> 570	1 Armoire Sapin 200 x 100 x 110 porte 2 vantaux 3 tablettes . . . . .	1706	31 Mai	307, "	15, 35	322, 35	2 163, 30			
		2 Tables sapin 130 x 80 pieds gainés . . . . .			220 "	11, "	231, "				
		4 Chaises ordinaires pailles . . . . .			104, "	5, 20	109, 20				
		1 Table Chêne ciré, 2 tiroirs 150 x 80 . . . . .			275, "	13, 75	288, 75				
		5 Chaises Chêne ciré siège cannelé . . . . .			290, "	14, 50	304, 50				
		1 Porte-manteau et porte-parapluie mural, hêtre verni . . . . .			370, "	18, 50	388, 50				
		2 Porte-manteaux et porte-parapluies, hêtre verni . . . . .			740, "	37, "	777, "				
		1 Escabeau hêtre . . . . .			110, "	2, "	112, "				
											Reversé en mars 1936
											Reversé en Juin 1931
Jun	18 <sup>et</sup> 670	1 Pendule boiserie anglaise, acajou glacé à sonnerie sur gond, nr° 29.680 . . . . .	1707	Jun	150, "	22, 50	172, 50	1 138, 50			
		1 Pendule garde-meuble en Skyes légèrement veiné 0.33 haut. à sonnerie, nr° 29.943 . . . . .			390, "	19, 50	409, 50				
		1 Pendule garde-meuble en Skyes légèrement veiné à sonnerie nr° 13845 . . . . .			390, "	19, 50	409, 50				
		1 paire coupes d'accompagnement . . . . .			110, "	7, "	117, "				
		a' Reporter . . . . .			11 244, 10	2 062, 21	13 306, 31	13 306, 31			



Mois	Frais	Detail des objets mobiliers	Factures de l'Economat		Dépenses en principal (sommes partielles)	Frais généraux 5% (sommes partielles)	Ensemble (col 4 + col 5)	Montant des factures de l'Economat	Factures de dépréciation				
			nr°	Date					nr°	Date	Montant de la dépréciation	Frais annuels	(col 4 + col 5)
Exercice						1923							
1923	juin	1 <sup>er</sup> 670	1	Report	11.211, 10	2.062, 21	13.306, 31	13.306, 31					
			1	Tendule garde-meuble Skyzos légèrement vernie h <sup>2</sup> 0,33 x 1,10 mètre 21 <sup>er</sup> 29925	390, -	19, 50	409, 50	466, -					
			1	Tavie coupes d'accompagnement	140, -	7, -	147, -						
			1	Tendule garde-meuble Skyzos légèrement vernie h <sup>2</sup> 0,33 x 1,10 mètre 21 <sup>er</sup> 29942	390, -	19, 50	409, 50						
	août	1 <sup>er</sup> 870	2	Cartonniers chêne ciré 10 tablettes chaque en 105 de large	1.066, 92	53, 34	1.120, 26	5.187, 18	Lett. au Conseil en mars 1933 au titre décembre 1932.				
			1	Cartonniers 14 tablettes 0,92 de large	616, 13	30, 80	646, 93		do	do	do		
			1	Cartonniers chêne 39 cartons	884, 14	44, 21	928, 35		do	do	do		
			2	Cartonniers chêne 26 cartons chaque	1.227, 18	61, 36	1.288, 54		do	do	do		
			91	Cartons de Bureau	796, 25	39, 81	836, 06		do	do	do		
				Installation des cartonniers, zepose de la corniche et plinthe en chêne	349, 56	17, 48	367, 04		do	do	do pour 244, 59 - reste à compte 132, 35 (116, 52 + 5, 83)		
				Total à fin 1927	47.104, 28	2.355, 21	49.459, 49	49.459, 49					
1928	Mars		1	Reversement par le Conseil Supérieur :				712, 11					
			1	Table sapin 3,50 x 1,00 démontable, pieds tournés	110, -	20, 50	130, 50		2014	31.3.1928	230, 50	11, 53	242, 03
			1	Tapis de table d'azap vert et franges	268, 20	13, 41	281, 61			131, 61	6, 58	138, 19	
				Total à fin 1928	46.426, 08	2.321, 30	48.747, 38	48.747, 38					
1931	Mai	1 <sup>er</sup> 10537 54 <sup>er</sup>	3025	Reversement par le Conseil Supérieur et annulations : Fourniture et pose de tapis moquette dans les bureaux : 254 <sup>er</sup> 25 x 26 50	6.737, 60	336, 88	7.074, 48	8.028, 67					
				Travaux pose et couture	762, 75	38, 14	800, 89		2.035	31.5.1931	6.658, 67	332, 94	6.991, 61
				1 Tapis grosse uni 115 x 50	50, 75	2, 54	53, 29						
				Dépose du passage linoléum de l'antichambre	9, 75	0, 49	10, 24						
				Dépose et zepose de 23 portes 1 <sup>er</sup> passage de tapis	79, 50	3, 97	83, 47						
				Repose 8 arêtes de portes et rempl <sup>ts</sup> de vis	6, -	0, 30	6, 30						
1931	juin	1 <sup>er</sup> 10.637 54 <sup>er</sup>	3048	2 Tapis de pieds bordés	71, 60	3, 58	75, 18	2.113, 70 La dépréciation est faite en bloc sur ex. 1924					
				1 Tapis de table d'azap vert avec franges	268, 20	13, 41	281, 61		2.090	30.6.1931	73, 48	3, 66	76, 84
				2 - - - - -	801, 70	40, 08	841, 78				181, 61	9, 08	190, 69
				Remise à neuf des rideaux de vitrage	115, 80	5, 79	121, 59				541, 78	27, 09	568, 87
				Réparation de rideaux et fourniture de 11 triangles	25, 75	1, 29	27, 04						
				1 Table chêne ciré 100 x 60 - 1 tiroir	140, -	7, -	147, -				47, -	2, 35	49, 35
				1 Table sapin 200 x 100 sans tiroir	220, -	11, -	231, -				181, -	9, 05	190, 05
				1 porte, manteau et porte-parapluie mural, hêtre verni	370, -	18, 50	388, 50				238, 50	11, 93	250, 43
Octobre	1 <sup>er</sup> 11038 54 <sup>er</sup>	3057	31 Octobre 1931	1 Bibliothèque acajou ciré 2 <sup>m</sup> x 1 <sup>m</sup> x 0,40	1.080, -	54, -	1.134, -	1.134, -	2127	31.10.31	434, -	21, 70	455, 70
				Total à fin 1931 (à zeposés)	35.686, 68	1.784, 33	37.471, 01	37.471, 01					

Mois	N <sup>o</sup>	Détail des objets mobiliers	Factures de l'Economal		Dépenses en principal (sommes partielles)	Frais généraux 5% (sommes partielles)	Ensemble (col 4 + col 5)	Montant des factures de l'Economal	Factures de liquidation		
			N <sup>o</sup>	Date					N <sup>o</sup>	Date	Montant de la liquidation
Exercice						1923					
mars	N <sup>o</sup> 380	Reporte Crédit au conseil supérieur des bl. fer (titre de décembre 1932) 1 cartonnier, 14 tablettes 2, 92 de large 1 cartonnier chine 39 cartons + 5 cartons 2 cartonniers chine Frais d'installation	1709	31-8-23	35.686 68 616 13 834 14 496 25 1.224 18 233 04	1.784 33 30 80 44 21 39 81 61 36 11 65	37.471 01 646 93 928 35 836 06 1.288 54 244 69	37.471 01			
Total à fin 1932					31.929,74	1.596,50	33.526,44	33.526,44			
avril	N <sup>o</sup> 464	Crédit au conseil supérieur des bl. fer (titre de décembre 1933) 1 bureau ministère acajou ciré 2m x 1m 1 fauteuil tournant acajou 1 fauteuil Wellesley garni maroquin 1 bibliothèque tournante acajou ciré 1 table acajou ciré 110 x 65 1 canapé Wellesley, 2 places 2 chaises acajou ciré 1 bureau ministère acajou ciré 2m x 1m 1 fauteuil tournant acajou 1 fauteuil Wellesley garni maroquin 1 bibliothèque tournante acajou ciré	1702	31-5-23	2.674,. 600,. 890,. 896,. 300,. 1.470,. 470,. 2.674,. 600,. 890,. 896,.	133,70 30,. 44,50 44,80 15,. 73,50 23,50 133,70 30,. 44,50 44,80	2.807,70 630,. 934,50 940,80 315,. 1.543,50 493,50 2.807,70 630,. 934,50 940,80		12.978,.		
Total à fin 1933					19.569,74	978,50	20.548,44	20.548,44			
1736 mars	N <sup>o</sup> 35455	Reporte pour le conseil supérieur 1 chaises ordinaires peintes			104,.	5,20	109,20	109,20			
Total à fin 1936					19.465,74	973,20	20.439,24	20.439,24			

Mois	Décès	Détail des objets mobiliers	Factures de l'Economat		Dépenses en principal (sommes partielles)	Frais généraux 5% (sommes partielles)	Ensemble (col 4 + col 5)	Montant des factures de l'Economat	Factures de dépréciation				
			nr°	Dates					nr°	Dates	Montant de la dépréciation	Frais ensemble	
Exercice 1924.													
Avril	8 <sup>e</sup> 1170	Fourniture et pose de rideau double face en 2 parties. 1 de 1 <sup>m</sup> x 3,20 - 1 de 2 <sup>m</sup> x 3,20 fourni 22,50 de reps.. Confection et pose de rideau .. Capitonnage d'une bonie cintrée fourniture et pose de porte battante double de 0,05 d'épaisseur ..	1700	30 avril	281, 25 309, 60 1 290, ..	14, 07 15, 48 64, 50	295, 32 325, 08 1 354, 50	1 974, 90				Reverse en Juin 1931 Reverse en Juin 1931 } - 0 01 Reverse en Décembre 1931	
Avril	8 <sup>e</sup> 870	1 Bibliothèque plate. Haut. 1 <sup>m</sup> 70, larg. 1,60 prof. 0,43 tablettes 2 crémaillères, acajou ciré .. 2 Classeurs à rideaux, 11 cases, acajou ciré .. 1 Fauteuil Bellesley fond tendu, marroquin havane .. 2 Servantes porte-téléphone avec tablettes acajou ciré .. 1 Classeur à rideaux, 22 cases en 2 colonnes Chêne ciré intérieur bois tendre .. 1 Classeur à rideaux 33 cases 3 colonnes Chêne ciré .. 2 Tables 1 <sup>m</sup> 50 x 0,80, 2 tiroirs, Chêne ciré .. 1 Bureau dactylo, 0,88 x 0,45, 1 tiroir, 1 caisson à droite, tablettes à gauche .. 4 Fauteuils tournants non basculants, Chêne ciré .. 2 Servantes porte-téléphone, avec tablettes chêne ciré ..	1701	31 Août	1 295, .. 650, .. 800, .. 430, .. 400, .. 550, .. 500, .. 225, .. 740, .. 360, ..	64, 75 32, 50 40, .. 21, 50 20, .. 27, 50 25, .. 11, 25 37, .. 18, ..	1 359, 75 682, 50 840, .. 451, 50 420, .. 577, 50 525, .. 236, 25 777, .. 378, ..	6 247, 50				Reverse en Octobre 1931 bédies au conseil en avril 1936 au titre décembre 1935 bédies au conseil en avril 1936 au titre décembre 1935 bédies au conseil en avril 1936 au titre décembre 1935	
Avril	8 <sup>e</sup> 870	1 Classeur à rideaux, 11 cases en 1 colonne, Chêne ciré .. 1 Table 1 tiroir à serrure, sans faux fonds 1 <sup>m</sup> x 0,60 Chêne ciré .. 2 Consoles dessus marbre rouge de Flandre .. 1 Armoire Sapin teinté au brun, 0 <sup>m</sup> x 1 <sup>m</sup> x 0,40. fermée par 1 porte à 2 vantaux à l'intérieur 2 tablettes 2 crémaillères .. 1 Escabeau échelle, hauteur 1 <sup>m</sup> 60 ..	1702	31 Août	225, .. 155, .. 1 170, .. 440, .. 55, ..	11, 25 7, 75 58, 50 24, 50 2, 75	236, 25 162, 75 1 228, 50 514, 50 57, 75	2 199, 75				Reverse en Juin 1931	
Total à fin 1927 ..					9 925, 85	146, 30	10 122, 15	10 122, 15					
Juin	1 <sup>er</sup> 10632 59 <sup>e</sup>	Reversement par le Conseil Supérieur: Fourniture et pose de rideaux doubles 1 <sup>m</sup> x 3,20 - 2 <sup>m</sup> x 3,20 Confection et pose de rideau .. 1 table chêne ciré, 1 tiroir à serrure 1 <sup>m</sup> x 0,60 ..	30118	30 Juin	281, 25 309, 60 155, ..	14, 07 15, 48 7, 75	295, 32 325, 08 162, 75	783, 15	2090	30 6 1924	719, 02 62, 75	35, 95 3, 14	754, 97 65, 89
Octobre	1 <sup>er</sup> 11038 29 <sup>e</sup>	2 classeurs à rideaux, 11 cases, acajou ciré ..	3052	31 Octobre	650, ..	32, 50	682, 50	682, 50	2127	31.10.31	482, 50	24, 13	506, 63
Décemb.	1 <sup>er</sup> 11237	Porte battante double drap havane de 0,05 d'épaisseur ..	3112	31 Decemb	1 290, ..	64 50	1 354, 50	1 354, 50	2205	31 12-31	1 154, 50	57, 73	1 212, 23
Total à fin 1931 (-a' reports)					7 240, ..	362, ..	7 602, ..	7 602, ..					





Mois	Dreos	Détail des objets mobiliers	Factures de l'Economat		Dépenses en principal (sommes partielles)	Frais généraux 5% (sommes partielles)	Ensemble (col 4 + col 5)	Montant des factures de l'Economat	Factures de dépenses diverses		
			nr°	Dates					nr°	Dates	Montant de la dépense
			2	3							
					<u>Exercice</u>		<u>1926.</u>				
Sept	3 <sup>e</sup> 870	1 Bureau dactylo, 1 carrosse, chêne ciré a Zideau	-1700	31 Août	300, ,	15, ,	315, ,	315, ,			

Mois	Dreces	Detail des objets mobiliers	Factures de l'Economal		Dépenses en principal (sommes partielles)	Frais généraux 5% (sommes partielles)	Ensemble (col 4 + col 5)	Montant des factures de l'Economal	Factures de dépréciation				
			nr° 2	Dates 3					nr° 1	Dates 2	Montant de la dépréciation 3	Frais d'annuité 5% col 4 + col 5 4	
Exercice						1928.							
1928	Mars	1 <sup>er</sup> f. g. 1 Tapis moquette unic bois en 70 <sup>cm</sup> 657/102 couture pose et thubande	2010	31 Mars	2.843,80	142,19	2.985,99	11.219,74	Reverse en Mai 1931				
	"	1 Tenteuil Stalleslay chêne circ' mazonquin havane			1.175, "	58,75	1.233,75						
Jun	1 <sup>er</sup> f. g. 1 <sup>er</sup> 1 <sup>er</sup> 50	1 classeur chêne a volets a trois rangées de 11 cases	2024	30 Jun	840, "	42, "	882, "	882, "					
Novembre	1 <sup>er</sup> f. g.	1 porte-copie nr° 1 Relitho	2077	20 Novemb.	250, "	11, "	261, "	261, "					
Total a fin 1928					5.138,80	250,94	5.395,74	5.395,74					
1931	Mai	1 <sup>er</sup> 10532 54 <sup>er</sup> Reversement par le Conseil Supérieur : 1 Tapis moquette unic bois en 70 <sup>cm</sup> 657/102 couture pose et thubande			2.843,80	142,19	2.985,99	2.985,99	2038	31.5 1931	2.535,99	126,80	2.662,79
Total a fin 1931					2.295, "	114,75	2.409,75	2.409,75					

Mois	Pièces	Détail des objets mobiliers	Factures de l'Economat		Dépenses en principal (sommes partielles)	Frais généraux 5% (sommes partielles)	Ensemble (col 4 + col 5) 6	Montant des factures de l'Economat 7	Factures de décaissement		
			nr°	Dates					1°	2°	3°
			2	3							
					Exercice		1931				
1931	Mars	1 Appareil duplicateur Minicograph modèle 25 <sup>FB</sup> à marche électrique	2013	31 Mars 1931	11.500.-	575.-	12.075.-	12.075.-			
X	Jun	1 lampe for forcé abat-jour, baigroze gros vert	2067	30 Jun 1931	205.-	10.25	215.25	1130.50			
X	Novembre	1 Bibliothèque acajou massif 2 <sup>m</sup> x 2 <sup>m</sup> x 1 <sup>m</sup> 3 portes pleines		30 Novemb 1931	5.800.-	290.-	6.090.-		bide au conseil en avril 1936 au titre décembre 1935		
X		1		"	5.800.-	290	6.090.-		- de - - -		
		1 Bahut acajou massif 2 <sup>m</sup> x 1 x 0,10 3 portes 3 tiroirs	2148	"	2.650.-	132.50	2.782.50	19.582.50			
		1 Bureau chêne 1 <sup>m</sup> 30 x 1 <sup>m</sup> 70 dessus bois			500.-	25.-	525.-		bide au conseil en avril 1936 au titre décembre 1935		
		Table de conseil acajou 250 x 150			3.900.-	195.-	4.095.-		de - - -		
		1 fauteuil recouvert velours de laine			1.700.-	85.-	1.785.-				
		1			1.700.-	85.-	1.785.-				
		1			1.700.-	85.-	1.785.-				
X		Boîte aux lettres chêne verni			395.-	19.75	414.75		bide au conseil en avril 1936 au titre décembre 1935		
		2 décors de fenêtres	2119	30 novemb	650.-	34.-	714.-	8.394.75			
		1			100.-	20.-	120.-				
		1			665.-	33.25	698.25				
		11 parois rideaux vitrage			755.-	37.75	792.75		Reversé en juin 1936		
Décembre		1 porte double capitonnée	2255	31 Decemb	1.050.-	52.50	1.102.50	3.165.-			
		1 machine à écrire MAL n° 1411-37 avec housse			2.250.-	112.50	2.362.50				
		Total à fin 1931			111.855.-	2.092.75	113.947.75	113.947.75			
		Revenant par le conseil supérieur			755.-	37.75	792.75	792.75			
1936	Jun 1934	11 parois rideaux vitrage			41.100.-	2.055.-	43.155.-	43.155.-			
		Total à fin 1934									
		bide au conseil supérieur au titre de décembre 1935									
		1 Bibliothèque acajou massif 2,3 x 2 x 0,40 3 portes pleines	2148	30-11-	5.800.-	290.-	6.090.-				
		1	"	"	5.800.-	290.-	6.090.-				
		1 Bureau chêne 1,30 x 1,70 - dessus bois	"	"	500.-	25.-	525.-	17.214.75			
		1 table conseil acajou 250 x 150			3.900.-	195.-	4.095.-				
		1 boîte aux lettres chêne verni	2119	30-11-	395.-	19.75	414.75				
		Total à fin 1936			24.705.-	1.235.25	25.940.25	25.940.25			

Mois	Fiches	Détail des objets mobiliers	Factures de l'Economat		Dépenses en principal (sommes partielles)	Frais généraux 5% (sommes partielles)	Ensemble (col 6 + col 7)	Montant des factures de l'Economat	Factures de dépenses diverses			
			nr°	Dates					Montant de la dépense	Frais divers	Montant de la dépense	Frais divers
			2	3			6	7	8	9	10	11
Exercice						1934						
Mars	N° 10337 Sg.	1 autolip (encarteur) pour minigraphie "Edison Dick" 78 B n° 4500	2042	31 mars	2.500,-	250,-	2.750,-	5.225,-				
	do	1 machine à écrire M.A.P. n° 179544, caractères Lit. clavier U.F. chariot de 300/m, avec accessoires	2042	do	2.250,-	225,-	2.475,-					
Décembre	N° 11237 Sg.	1 aspirateur Orel, 115 volts n° 5101	2157	31 dec	450,-	45,-	495,-	495,-				
Total à fin 1934					5.200,-	520,-	5.720,-	5.720,-				
Exercice						1935						
Mars	N° 2534 Sg.	1 machine à écrire M.A.P. n° 5 - N° 179398 caractères Lit. clavier U.F. chariot de 300	2014	31 mars	1.900,-	190,-	2.090,-	2.090,-				



# Montant du loyer à la charge du Conseil Supérieur

Année dans laquelle a eu lieu la dépense d'acquisition 1	Dépenses en principal 2	Frais généraux d'Administration Centrale 3	Charges de 1 <sup>re</sup> année 4	Ensemble (col 2 + 3 + 4) 5	Montant du loyer réclamé au Conseil Supérieur (10% de col. 5) 6
Année 1927.					
1922	4.903,50	17,64	191,40	5.112,54	
1923	49.454,49	185,31	1.887,98	51.532,78	
1924	10.422,15	33,21	426,59	10.881,95	
1926	315, "	1,29	18,76	335,05	
	65.100,14	237,45	2.524,73	67.862,32	6.786,23
Année 1928.					
1922	3.323,25	11,95	129,72	3.464,92	
1923	48.747,38	182,65	1.860,79	50.790,82	
1924	10.422,15	33,21	426,59	10.881,95	
1926	315, "	1,29	18,76	335,05	
1928	5.345,74	21,89	220,43	5.638,06	
	68.203,52	250,99	2.656,29	71.110,80	7.111,08
Année 1929.					
1922	1.811,25	6,51	70,70	1.888,46	
1923	48.747,38	182,65	1.860,79	50.790,82	
1924	10.422,15	33,21	426,59	10.881,95	
1926	315, "	1,29	18,76	335,05	
1928	5.345,74	21,89	220,43	5.638,06	
	66.691,52	245,55	2.597,27	69.534,34	6.953,43
Année 1930.					
1922	1.811,25	6,51	70,70	1.888,46	
1923	48.747,38	182,65	1.860,79	50.790,82	
1924	10.422,15	33,21	426,59	10.881,95	
1926	315, "	1,29	18,76	335,05	
1928	5.345,74	21,89	220,43	5.638,06	
	66.691,52	245,55	2.597,27	69.534,34	6.953,43
Année 1931 (Frais du CB de 1930. Tabl 20.)					
1923	37.471,01	140,40	1.419,91	39.031,32	
1924	7.602, "	24,22	307,23	7.933,45	
1926	315, "	1,29	20,41	336,70	
1928	2.409,75	11,59	98,52	2.519,86	
1931	43.947,75	232,50	828,77	45.009,02	
	91.745,51	410,00	2.674,84	94.830,35	9.483,03

Année dans laquelle a eu lieu la dépense d'acquisition 1	Dépenses en principal 2	Frais généraux d'Administration Centrale 3	Charges de 1 <sup>re</sup> année 4	Ensemble (col 2 + 3 + 4) 5	Montant du loyer réclamé au Conseil Supérieur (10% de col. 5) 6
Année 1932.					
1923	37.471,01	140,40	1.419,91	39.031,32	
1924	7.602, "	24,22	307,23	7.933,45	
1926	315, "	1,29	20,41	336,70	
1928	2.409,75	11,59	98,52	2.519,86	
1931	43.947,75	232,50	828,77	45.009,02	
	91.745,51	410, "	2.674,84	94.830,35	9.483,03

Année 1933.					
1923	37.471,01	140,40	1.419,91	39.031,32	
1924	7.602, "	24,22	307,23	7.933,45	
1926	315, "	1,29	20,41	336,70	
1928	2.409,75	11,59	98,52	2.519,86	
1931	43.947,75	232,50	828,77	45.009,02	
	87.800,94	395,22	2.525,36	90.721,52	9.072,15

Année 1934.					
1923	20.548,44	76,99	778,65	21.404,08	
1924	7.602, "	24,22	307,23	7.933,45	
1926	315, "	1,29	20,41	336,70	
1928	2.409,75	11,59	98,52	2.519,86	
1931	43.155, "	228,31	813,82	44.197,13	
1934	5.720, "	41,18	197,55	5.958,73	
	77.750,19	383,58	2.216,18	82.349,95	8.234,97

1934 - Frais gér. d'AC. 0.719.889.432 8% - Charges de 1<sup>re</sup> année : 3.429 %

Année 1935.					
1923	20.548,44	76,99	778,65	21.404,08	
1924	7.602, "	24,22	307,23	7.933,45	
1926	315, "	1,29	20,41	336,70	
1928	2.409,75	11,59	98,52	2.519,86	
1931	43.155, "	228,31	813,82	44.197,13	
1934	5.720, "	41,18	197,55	5.958,73	
1935	2090, "	13,07	68,96	2.172,03	
	81.840,19	396,65	2.285,14	84.521,98	8.452,19

1935. Frais gér. d'AC. 0.625.150.562 6% - Charges de 1<sup>re</sup> année 3.279 %

A fin Octobre 1935. aucune dépense n'avait été appliquée au l'exercice

1934

Frais généraux d'A.C.

0,719.889.432.8 %

Charges de 1<sup>re</sup> année

3,429 %

5-7-27

1935

NUMÉRO DU BULLETIN

L'ION ET LA MÉDITERRANÉE

Frais généraux d'A.C.

0,625.150.562.6 %

Charges de 1<sup>re</sup> année

~~4,327~~ %

Année dans laquelle a eu lieu la dépense d'acquisition 1	Dépense en principal 2	Frais généraux d'Administration centrale 3	Charges de 1 <sup>re</sup> année 4	Ensemble col. 2 + 3 + 4 5	Montant du loyer réclame au Comité Supérieur 10% de col. 5 6
<u>Année 1936</u>					
1933	20.439,24	76,58	774,51	21.290,33	CB 1930
1934	6.247,50	19,91	252,49	6.519,90	
1936	315, -	1,29	20,41	336,70	
1938	2.409,75	11,59	98,52	2.519,86	
1931	25.940,25	137,23	489,18	26.566,66	
1934	5.720, -	41,18	197,55	5.958,73	
1935	2.090, -	13,07	68,96	2.172,03	
	<u>63.161,74</u>	<u>300,85</u>	<u>1.901,62</u>	<u>65.364,21</u>	<u>6.536,42</u>

<u>Année 1937</u>					
1933	20.439,24	76,58	774,51	21.290,33	6.536,42
1934	6.247,50	19,91	252,49	6.519,90	
1936	315, -	1,29	20,41	336,70	
1938	2.409,75	11,59	98,52	2.519,86	
1931	25.940,25	137,23	489,18	26.566,66	
1934	5.720, -	41,18	197,55	5.958,73	
1935	2.090, -	13,07	68,96	2.172,03	
	<u>63.161,74</u>	<u>300,85</u>	<u>1.901,62</u>	<u>65.364,21</u>	

## Récapitulation.

Valeur du mobilier à fin 1927 ..	65 100, 14
Entrées en 1928 ..	5.395, 74
	<hr/> 70.495, 88
Sorties en 1928 ..	2.292, 36
	<hr/> 68 203, 52
Valeur du mobilier à fin 1928 ..	68 203, 52
Sorties en 1929 ..	1 512, 4
	<hr/> 66 691, 52
Valeur du mobilier à fin 1929 ..	66 691, 52
Mouvement en 1930 ..	"
	<hr/> 66 691, 52
Valeur du mobilier à fin 1930 ..	66 691, 52
Mouvement en 1931 { Entrées ..	43.417, 75
{ Sorties ..	18 893, 76
	<hr/> 41 797, 76
Valeur du mobilier à fin 1931 ..	41 797, 76
Mouvement en 1932 ..	"
	<hr/> 41 797, 76
Valeur du mobilier à fin 1932 ..	41 797, 76
Mouvement en 1933 au titre 1932 ..	3 944, 57
	<hr/> 45 742, 33
Valeur du mobilier à fin 1933 ..	45 742, 33
Mouvement en 1934 au titre de 1933 ..	12.978, -
Sorties en 1934 ..	792, 75
	<hr/> 44.949, 58
Entrées en 1934 ..	5.750, 19
	<hr/> 50.700, 19
Valeur du mobilier à fin 1934 ..	50.700, 19
Entrées en 1935 ..	2.090, -
	<hr/> 52.790, 19
Valeur du mobilier à fin 1935 ..	52.790, 19
Sorties en 1935 au titre de 1935 ..	18.569, 25
Sorties en 1936 ..	109, 20
	<hr/> 63 161, 74



Amueusement

Conseil Sup<sup>r</sup> des Ch<sup>ins</sup> de fer

N <sup>os</sup> des Fiches	Désignation	Prix
13499.	Tapis de table.	211. 11
13505.	Fauteuil tournant acajou, garni maroquin.	630 " 0
13506.	— d <sup>o</sup> — Wellesley garni maroq. havane.	934. 50 0
13508.	Bibliothèque tournante acajou eue	940. 80 0
13509.	Table acajou eue 110 x 0.65.	315 " 0
13510.	Canapé Wellesley maroq. havane, 2 places.	1543. 50 0
13511.	Chaises acajou eue garnies velours havane. (2)	493. 50 0
13512.	Beau ministre acajou eue 2 <sup>m</sup> x 1 <sup>m</sup> garni maroq. havane.	2807. 70 0
13513.	Fauteuil tournant acajou garni — d <sup>o</sup> —	630 " 0
13514.	Bibliothèque tournante 3 rayons acajou.	940. 80 0
13515.	Fauteuil Wellesley garni maroq. havane.	934. 50 0
13516.	Chaises acajou garnies velours havane. (8)	1974. "
13517.	Beau ministre 150 x 0.80 chêne eue, garni pigamoïd	1086. 75.
13518.	Fauteuil tournant chêne eue garni — d <sup>o</sup> —	498. 75.
13519.	Chaises chêne eue siège canne. (6)	365. 40.
13520.	Cartonnier chêne eue 11 cases, à rideau bois.	288. 75.
13522.	Beau ministre chêne 160 x 0.90. 21 tablettes, garni pigamoïd	1139. 25.
13523.	Fauteuil tournant chêne eue	498. 75.
13524.	Cartonnier 22 cases, à rideau, chêne eue	451. 50.
13525.	Table chêne eue 100 x 0.60 - 1 tiroir	147. "
13526.	Bibliothèque 170 x 160 x 43 chêne eue avec coffre fort intérieur et tablettes.	1575 " "
13527.	Table sapin. 3 <sup>m</sup> .50 x 1 <sup>m</sup> démontable pieds tournis.	430. 50.
13528.	— d <sup>o</sup> — 2 <sup>m</sup> x 1 <sup>m</sup> sans tiroir.	231 " "
13529.	Chaises chêne eue siège canne (12)	730. 80.
13530.	Bibliothèques ouvertes chêne eue. 2 <sup>m</sup> .30 x 2 x 0.40. (2)	1827 " "
13531.	Tables chêne eue 180 x 0.80. 2 tiroirs. (2)	651 " "
		22276.86

N <sup>os</sup> des Fiches.	Désignation.	Prix
	Report	22276. 86
13532.	Tables pour machines à écrire 0.80 x 0.45. (2)	577. 50
13533.	Bhaises chêne eue, sièges cannés. (6)	365. 40.
13534.	Bibliothèque, portes vitrées, chêne eue 2.05 x 1.15 x 0.40.	866. 25.
13535.	Armoire sapin 2 <sup>m</sup> x 1 <sup>m</sup> x 0.40. porte 2, vantaux.	322. 35.
13536.	Tables sapin 130 x 0.80 pieds gainés. (2)	231 " "
13537.	Bhaises ordinaires paillées. (4)	109. 20. x
13538.	Table chêne eue 2 tiroirs. 150 x 0.80.	288. 75.
13500.	Lampes électriques nickelées avec coupe céladon (6)	637. 30.
13501.	Candélabres électriques. vieil or. (2)	273. 53.
13504.	Bureau ministre acajou eue 2 <sup>m</sup> x 1 <sup>m</sup>	2807. 70 0
13540.	Bhaises chêne eue, sièges cannés. (5)	304. 50.
13541.	porte-manteaux et porte parapluies hêtre. (2)	777 " "
13542.	Escabeau hêtre	42 " "
13543.	pendule borne Anglaise, acajou, à souche n <sup>o</sup> 29680.	472. 50.
13544.	pendule garde-muble en shyros, à souche n <sup>o</sup> 29943.	409. 50.
13545.	— d <sup>o</sup> — n <sup>o</sup> 13845.	409. 50.
13546.	paire coupes d'accompagnement.	147 " "
13547.	pendule garde-muble en shyros, à souche n <sup>o</sup> 29925.	409. 50.
13548.	paire coupes d'accompagnement.	147. " " x
13549.	pendule garde-muble en shyros à souche n <sup>o</sup> 29942.	409. 50.
13550.	Cartonniers chêne eue 10 tablettes. (2)	1242. 61.
13551.	Cartonnier 14 tablettes. 0 <sup>m</sup> 92. de large.	708. 10. x
13552.	— d <sup>o</sup> — chêne 39 cartons.	1347. 83. x
13553.	— d <sup>o</sup> — 26 cartons chaque 2.	1888. 64. x
13554.	Bureau dactylo 0 <sup>m</sup> .88 x 0.45, 1 tiroir, 1 caisson.	236. 25.
13555.	Fauteuils tournants chêne eue. (4)	777 " "
		38484.27

N <sup>os</sup> des Fiches.	Désignation	Prise
	Report:	38 484.27
13556.	Servantes porte téléphone, chêne eue. (2)	378 " -
13557.	Classeur à rideau 11 cases, chêne eue	236.25 -
13559.	Consoles dessus marbre rouge (2)	1 228.50 -
13560.	Armoire papier teinté 2 <sup>m</sup> x 0.40. 5 tablettes.	514.50 -
13561.	Escabeau échelle. H <sup>e</sup> 1 <sup>m</sup> 60.	57.75 -
13562.	Bibliothèque plate 1 <sup>m</sup> 70 x 1.60 x 0.43. acajou eue.	1 359.75 -
13564.	Fauteuil Wellesley fond tendu mauve qui bavane	840. " -
13565.	Servantes porte téléphones. acajou. (2)	451.50 -
13566.	Classeur à rideau 22 cases. chêne eue.	420 " -
13567.	_____ d° _____ 33 d°	577.50 -
13568.	Tables 1 <sup>m</sup> 50 x 0.80. 2 tiroirs. chêne eue. (2)	525 " -
13569.	Bureau dactylo. 1 caisson. chêne eue	315 " -
13702.	Fauteuil Wellesley. chêne eue	1 233.75 -
13738.	Classeur chêne à volet. 11 cases. h <sup>e</sup> 1 <sup>m</sup> 50	882 " -
13954.	porte. copie n°1 Rolitho.	294 " -
14940.	Appareil Duplicateur Micrograph. marche élect <sup>re</sup>	12 075 " -
15163.	Lampe fer forgé abat-jour baignoire.	215.25 -
15164.	_____ d° _____	215.25 -
15603.	Bibliothèque acajou massif long 2 <sup>m</sup> 20 x h <sup>e</sup> 2 <sup>m</sup> x prof 0.40 3 portes pleines. 12 séparations.	6 090 " -
15604.	_____ d° _____	6 090 " -
15605.	Bahut massif, acajou. 2 <sup>m</sup> x 1 <sup>m</sup> x 0.40. 3 portes. 3 tiroirs.	2 782.50 -
15606.	Bureau chêne 1 <sup>m</sup> 30 x 1 <sup>m</sup> 70	525 " -
15607.	Cable de conseil, acajou 2.50 x 1.50.	4 095 " -
15608.	Fauteuil recouvert velours de laine	1 785 " -
15609.	_____ d° _____	1 785 " -
15610.	_____ d° _____	1 785 " -
		85 240.77

N <sup>os</sup> des Fiches	Désignation	Prise
	Report	85 240.77
15611.	Boîte aux lettres chêne verni.	414.75 -
15612.	décor de fenêtres. (2)	714 " -
15613.	_____ d° _____	420 " -
15614.	_____ d° _____	698.25 -
15615.	panes de rideaux vitrage. (11)	792.75 -
16038.	porte double capitonnée	1 102.50 -
16039.	Machine à écrire M. A. P. n° 174137.	2 362.50 -
		91 745.52

26 Décembre 1932.

Le Chef de l'Économat

Eluol

Paris, 4 Janvier 1938

D 9852/110

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 17 Décembre 1937 relative à la location de l'immeuble, 5 rue de Florence, ainsi conçue :

"Comme suite aux pourparlers poursuivis par nos Services au sujet de l'installation du Conseil Supérieur des Transports dans l'immeuble de la rue de Florence de la S.N.C.F., j'ai l'honneur de vous préciser les conditions dans lesquelles cet immeuble pourrait être mis à votre disposition .

"La S.N.C.F. en consentirait l'occupation à titre précaire moyennant une redevance forfaitaire annuelle de 95.000 francs en principal et de 10 % pour les charges comprenant notamment le salaire de la concierge :  
"Madame FLECKSTEIN .

"L'occupation de l'immeuble serait consentie aux conditions de droit commun :

"La S.N.C.F. supporterait tous les impôts, taxes et charges incombant au propriétaire ainsi que les grosses réparations de l'article 606 du Code Civil .

"Le Conseil Supérieur des Transports supporterait

Monsieur le Président  
de la Société Nationale des Chemins de fer



"tous les impôts , charges et taxes locatives incombant  
"au locataire ainsi que les réparations d'entretien et  
"les aménagements intérieurs, les installations fixes  
"actuelles et généralement tous les immeubles par desti-  
"nation (tapis cloué, téléphone, éclairage fixe, etc...)   
"restant en l'état .

"Je vous serais obligé de vouloir bien me donner  
"votre accord sur ces conditions .

"Cet accord serait ensuite relaté dans une conven-  
"tion à soumettre, par le Conseil Supérieur des Transports  
"à M. le Ministre des Travaux Publics .

"En ce qui concerne les meubles, appartenant au  
"Domaine Public, que le Conseil Supérieur des Chemins de  
"fer loue actuellement de la Compagnie P.L.M., la loca-  
"tion par la S.N.C.F. continuerait au profit du Conseil  
"Supérieur des Transports aux mêmes conditions (10 % de  
"la valeur d'inventaire) . C'est ce même taux de location  
"que je vous proposerais pour les meubles provenant du  
"Réseau d'Alsace et de Lorraine que, d'accord avec mes  
"Services, vous auriez décidé de conserver " .

M. le Ministre des Travaux Publics m'a fait connai-  
tre le 27 Décembre son adhésion de principe à cet accord  
sous réserve du vote par le Parlement des crédits prévus

pour le budget du Conseil Supérieur des Transports .  
Le vote de ces crédits étant intervenu, je vous confirme mon accord sur les termes de votre lettre précitée .

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération .

Le Secrétaire Général  
du Conseil Supérieur des Transports

(s) ... *Séguin*

# CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANÉE

Téléphone :  
TRINITÉ : 04-80 A 85

## SERVICES FINANCIERS

88, RUE SAINT-LAZARE — PARIS-IX<sup>e</sup>

REGISTRE DU COMMERCE  
SEINE N° 79.649

**Copie conforme transmise  
à MM. GRELAT, GRUSON, BOUTELOUP, BREAUD,  
LEDOIGT, LASSERRE, THOMAS, PERNOT, METTAS,  
NAUDY, LAGNACE, BARTH  
12 mai 1936**

PARIS, LE

12 mai 1936

19

A RAPPELER EN CAS DE RÉPONSE

Le Chef des Services Financiers  
Signé : BROCHU

Mon Cher Président,

Ainsi que vous le savez, les frais de mobilier des organismes communs aux Grands Réseaux sont, en principe, imputés dans les dépenses budgétaires de chacun de ces organismes, d'où il résulte que ces frais sont normalement amortis dans l'année même de leur engagement.

Toutefois, le Conseil Supérieur des Chemins de fer se trouve dans une situation particulière. Le mobilier de cet organisme appartient à la Compagnie P.L.M. et celle-ci en retire un loyer fixé à 10 % de la valeur à l'inventaire du dit mobilier, en contre partie de quoi elle assure à ses frais le remplacement des objets mis hors de service. Depuis 1933, le Conseil Supérieur a entrepris de racheter à notre Compagnie le mobilier en cause en utilisant les excédents de crédit disponibles en fin d'exercice. Par lettre du 12 mars 1936, cet organisme nous a, en outre, demandé d'affecter au dit rachat le produit des prélèvements de 10 % effectués, pendant l'exercice

Monsieur GIRARD,  
Président de la Conférence des Services Financiers.

1935, sur ses dépenses, en application du décret-loi du 16 juillet 1935, produit qui s'élève à 13.000 frs environ.

Si le Conseil Supérieur des Chemins de fer était un Organisme Commun au même titre que ceux qui émanent directement des Réseaux, tels que le Comité de Direction, l'O.C.E.M., etc., la réponse à la demande faite ne serait pas douteuse; elle devrait être négative, le produit du prélèvement bénéficiant à chaque Réseau à proportion de sa participation dans l'Organisme.

La situation particulière du Conseil Supérieur à cet égard apparaît bien dans le fait qu'à partir de l'exercice 1936, les dépenses de personnel de cet Organisme, de même que celles de la Commission des marchés, ont été incorporées, pour ordre, dans le budget de l'Etat. Les Réseaux ont toutefois soutenu que ce processus comptable ne devait pas les priver de l'économie résultant du prélèvement opéré sur des dépenses dont ils ont, en définitive, la charge. C'est dans ce sens qu'il a été répondu par le Comité de Direction à la dépêche du 25 janvier 1936 de M. le Ministre des Travaux Publics. Ce dernier n'a pas encore fait connaître s'il était d'accord sur cette manière de voir et nul ordre de versement afférent aux dépenses en question ne nous est encore parvenu.

Etant donné la position ainsi prise par les Réseaux, je serais d'avis de répondre au Secrétaire Général du Conseil Supérieur des Chemins de fer qu'il ne peut être



donné suite à sa demande, pour la raison que le produit des prélèvements de 1935 n'est pas disponible et qu'il doit bénéficier aux Réseaux.

La question intéressant tous les Réseaux, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien la mettre à l'ordre du jour de la prochaine réunion de notre Conférence.

Je donne copie à nos Collègues.

Votre tout dévoué,  
Le Chef des Services Financiers  
*Signé : BROCHU*

PARIS, LE 8 avril 1936

42, RUE DE CHATEAUDUN (9<sup>e</sup>)

TÉL. : TRINITÉ 51-00

P.L.M.  
SERVICES FINANCIERS  
Secrétariat

10 AVR 1936

1276

Monsieur le Chef des Services Financiers,

En réponse à la lettre N° 331 E.B. - Comptabilité Générale - 1<sup>er</sup> Bureau - du 6 Avril 1936, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis d'accord avec votre manière d'évaluer le prix de cession des objets mobiliers qui pourront être amortis sur les crédits du Conseil Supérieur des chemins de fer disponibles à la fin de l'Exercice 1935.

Toutefois, ce mode de calcul amène une augmentation des dépenses qui entraînerait le dépassement des crédits disponibles.

En conséquence, il y a lieu de retirer de la liste des objets dont le Conseil Supérieur fait acquisition, un bureau de dactylo acheté en 1926 au prix de base de 315 frs.

Dans ces conditions, le prix de cession est ramené à 18.796 frs 63, conformément au tableau rectifié ci-joint.

Pour le paiement de cette somme, je vous serais obligé de bien vouloir procéder à un virement de crédit dans les formes habituelles de 11.632 frs 29. Le solde sera payé par un versement en espèces à votre Caisse de 7.164 frs 34, soit au total : 18.796 frs 63.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des Services Financiers, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS,



Bonéttaury

Monsieur le Chef des Services Financiers de la Cie P.L.M.

Cession au Conseil Supérieur des chemins de fer de divers objets mobiliers

(sa<sup>nt</sup> lettres du 11 Mars <sup>d-8 avril</sup> 1936)

Entrée : à l'inven- taire.	Nature des objets	Dépense en : principal et frais d'Economat	Frais : généraux : d'A.C.	Charges : de 1ère année	Ensemble	Amortisse- ment réalisé	Prix de cession
1924	2 servantes porte-télé- phone avec tablettes chêne ciré.....	378,00					
	2 d° acajou ciré..	451,50					
	2 tables chêne ciré, 2 tiroirs, 1m50 x 0m80.	525,00					
		<u>1.354,50</u>	4,32	54,74	1.413,56	54,87	1.358,69
1931	1 bibliothèque acajou massif 2,20 x 2 x 0,40 3 portes pleines.....	6.090,00					
	1 d° d° d° .....	6.090,00					
	1 bureau chêne 1,30 x 1,70, dessus bois.....	525,00					
	1 table de conseil acajou 250 x 150.....	4.095,00					
	1 boîte aux lettres chêne verni.....	414,75					
		<u>17.214,75</u>	91,07	324,64	17.630,46	192,52	17.437,94
		<u>18.569,25</u>	95,39	379,38			
			19.044,02		19.044,02	247,39	18.796,63

COPIE

ler

6 avril

36

331 E.B.-

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre du 11 mars dernier, vous avez bien voulu me proposer d'affecter le solde disponible sur les crédits du Conseil Supérieur des Chemins de fer de l'exercice 1935 à l'amortissement d'une partie du mobilier que cet organisme tient en location de la Compagnie P.L.M.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je n'ai pas d'objection à la réalisation de l'opération projetée. Toutefois, en conformité avec les précédents, le prix de cession des objets mobiliers en cause ne saurait être le prix d'inventaire net de toutes charges, mais ce prix majoré des frais d'Economat, frais généraux d'Administration Centrale et charges de première année et diminué des amortissements financiers réalisés depuis l'entrée des dits objets à l'inventaire. Le prix de cession de l'ensemble des objets désignés dans votre lettre précitée ressortirait ainsi à fr. 19.123,41 conformément à l'état ci-joint.

Je vous serais obligé de vouloir bien me donner votre accord sur ce montant.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Chef des Services Financiers  
Signé : BROCHU

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil Supérieur des Chemins de fer, 42, rue de Chateaudun, à PARIS.-



Cession au Conseil Supérieur des Chemins de fer de divers objets mobiliers  
(ses lettres des 11 mars et 8 avril 1936)

Entrée à l'inven- taire	Nature des objets	Dépense en principal et frais d'Economat	Frais généraux d'A.C.	Charges de 1ère année	Ensemble	Amortisse- ment réalisé	Prix de cession
1924	2 servantes porte-téléphone avec tablettes chêne ciré.....	378,--					
	2 d° acajou ciré.....	451,50					
	2 tablettes chêne ciré, 2 tiroirs 1,50 x 0,80 .....	525,--					
		<u>1.354,50</u>	4,32	54,74	1.413,56	54,87	1.358,69
1931	1 bibliothèque acajou massif 2,20 x 2 x 0,40 - 3 portes pleines.....	6.090,--					
	1 d° d° d° .....	6.090,--					
	1 bureau chêne - 1,30 x 1,70 - dessus bois.....	525,--					
	1 table de conseil acajou 250 x 150 .....	4.095,--					
	1 boîte aux lettres chêne verni..	414,75					
		<u>17.214,75</u>	91,07	324,64	17.630,46	192,52	17.437,94
		<u>18.569,25</u>	95,39	379,38			
			19.044,02		19.044,02	247,39	18.796,63

*J. LCH d'avril 1936*

Cession, au Conseil Supérieur des Chemins de fer, de divers objets mobiliers  
( sa lettre du 11 mars 1936 )

Entrée à l'inven- taire	Nature des Objets	Dépense en principal et frais d'Economat	Frais généraux d' A.C.	Charges de lère année	Ensemble	Amortisse- ment réalisé	Prix de cession
1924	2 servantes porte téléphone avec tablettes chêne ciré...	378,--					
	2 d° acajou ciré..	451,50					
	2 tables chêne ciré, 2 titoirs 1m50 x 0,80 .....	525,--					
		<u>1.354,50</u>	4,32	54,74	1.413,56	54,87	1.358,69
1926	1 bureau dactylo, 1 caisson chêne ciré, à rideau.....	<u>315,--</u>	1,29	20,41	336,70	9,92	326,78
1931	1 bibliothèque acajou massif, 2,20 x 2 x 0,40 - 3 portes pleines.....	6.090,--					
	1 d° d° d°	6.090,--					
	1 bureau chêne 1,30 x 1,70 - dessus bois.....	525,--					
	1 table de conseil acajou - 250 x 150 .....	4.095,--					
	1 boîte aux lettres chêne verni.....	414,75					
		<u>17.214,75</u>	91,07	324,64	17.630,46	192,52	17.437,94
		18.884,25	96,68	399,79			
			19.380,72		19.380,72	257,31	19.123,41

- 32678  
1879 C.C.

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER  
—  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

PARIS, LE 11 mars 1936

42, RUE DE CHATEAUDUN (9<sup>e</sup>)

TÉL. : TRINITÉ 51-00



Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous proposer d'affecter le solde disponible sur les crédits du Conseil supérieur des Chemins de fer de l'exercice 1935, à l'amortissement d'une partie du mobilier que la Compagnie P.L.M. veut bien louer au Conseil supérieur des Chemins de fer. L'opération se ferait sous forme d'achat à la Cie P.L.M. par le Conseil supérieur des Chemins de fer du mobilier dont vous trouverez la spécification ci-annexée. Le prix d'achat serait, comme précédemment, celui d'inventaire, net de toutes charges.

Je vous demanderai de bien vouloir scinder le paiement en

un virement dans les formes ordinaires de..	11.719 <sup>f</sup> ,91
et un reversement en espèces à votre	
caisse de .....	7.164,34
soit au total .....	18.884,25

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.



DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS,

C. Bonéttaury

M. le Chef des Services Financiers de la Compagnie P.L.M.

MOBILIER DONT LE CONSEIL SUPERIEUR DES CHEMINS DE FER  
PROPOSE L'ACHAT A LA COMPAGNIE P.L.M.

	N° de facture	Prix
Bibliothèque acajou massif 2 x 2,2 x 0,4 3 portes pleines .....	15.603	6.090 frs
id. ....	15.604	6.090 -
Table de conseil acajou 2,5 x 1,5.....	15.607	4.095 -
Bureau chêne 1,3 x 1,7 .....	15.606	525 -
Boite aux lettres chêne .....	15.611	414,75
2 tables chêne ciré deux tiroirs 1,50 x 0,8 ...	13.568	525, -
Bureau dactylo chêne ciré .....	13.569	315 -
2 Servantes, porte téléphone chêne ciré .....	13.556	378 -
id .....	13.565	451,50
		18.884,25



M. le Secrétaire Général du Conseil Supérieur des Chemins de fer.  
42 Rue de Clugny, Paris

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre du 11 mars dernier, vous avez bien voulu me  
proposer d'affecter le solde disponible sur les crédits du Conseil Supérieur  
des chemins de fer de l'exercice 1935 à l'amortissement d'une partie  
du mobilier que cet organisme tient en location de la compagnie PLM.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je n'ai pas d'objection  
à la réalisation de l'opération projetée. Toutefois, en comparaison avec  
les précédents, le prix de <sup>cession</sup> ~~achat~~ des objets mobiliers en cause ne saurait  
être le prix d'inventaire ~~et~~ net de toutes charges, mais ce prix ~~et~~ majoré des  
frais d'Emballage, frais généraux d'Administration Centrale et charges  
de première année et de minime des amortissements financiers réalisés  
après ~~le~~ <sup>des</sup> ~~entrée~~ <sup>objets</sup> à l'inventaire. Le prix de cession ~~serait~~ de  
~~l'ensemble~~ ~~des~~ l'ensemble des objets désignés ~~par~~ dans votre lettre  
précitée <sup>19 123. 41</sup> ~~serait~~ <sup>17.420,87</sup> conformément à l'état ci-joint

Je vous serais obligé de vouloir bien me donner votre accord  
sur ce montant.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général,  
l'assurance de mes sentiments distingués

*Cession, au Conseil Supérieur des Lh. de fer, de divers objets mobiliers (sa lettre du 11 mars 1936)*

<i>Entrée à l'inventaire</i>	<i>Nature des objets</i>	<i>Profondeur en principal et frais d'entretien</i>	<i>Frais généraux d'a.c.</i>	<i>Charges de 1<sup>re</sup> année</i>	<i>Ensemble</i>	<i>Amortissement réalisé</i>	<i>Price de cession</i>
1924	2 servantes forte téléphone, avec tablettes chêne ciré - - - - -	x 378, -					
1924	2 - - - - - acajou ciré - - - - -	x 451,50	4,32	54,74	1.413,56	54,87	1.358,69
1924	2 tables chêne ciré; 2 tiroirs - 1 <sup>m</sup> 50 x 0,80 - - - - -	x 525, -					
1926	1 bureau dactyle, 1 caisson chêne ciré; à rideau - - - - -	x 315, -	1,29	20,41	336,70	9,92	326,78
1931	1 bibliothèque acajou massif 2,50 x 2 x 0,40. 3 portes pleines - - - - -	x 6.090, -					
1931	1 - - - - - - - - - - -	x 6.090, -					
1931	1 bureau chêne 1,30 x 1,75 - dessus bois - - - - -	x 525, -	91,07	324,64	17.630,46	192,52	17.437,94
1931	1 table de conseil acajou 250 x 150 - - - - -	x 4.095, -					
1931	1 boîte aux lettres chêne verni - - - - -	x 414,75					
		17.214,95					
		18.884,25	96,68	399,79			
					19.380,72	257,31	19.123,41

# Mobilier du conseil Supérieur de CF

Amortissement d'une somme de 1.000<sup>+</sup> à 7% en 50 ans

Rang des années	Amortissements successifs	Amortissements cumulés
1	2,46	2,46
2	2,63	5,09
3	2,82	7,91
4	3,01	10,92
5	3,22	14,14
6	3,45	17,59
7	3,69	21,28
8	3,95	25,23
9	4,23	29,46
10	4,52	33,98
11	4,84	38,82

Achat envisagé : objets entrés à l'inventaire en 1931, donc : 2 années d'amortissement  
par le C.S.

Principal	13.025	
log <sup>x</sup> et charges	315	(2,4% environ)
ensemble	13.340	

à déduire :

amortissement réalisé	$13,340 \times 5,09 =$	67,90	121 05
Net		13.272.10	679
			122,95

Achat proposé à la place ou précédemment :

Objets entrés à l'inventaire en 1923, donc 10 années d'amortissement

Principal	12.978	
log <sup>x</sup> et charges	519	(4% environ)
ensemble	13.497	

à déduire :

amortissement réalisé	$13,497 \times 33,98 =$	459	
Net		13.038	

Achat réalisé en 1933 :

Objets entrés à l'inventaire en 1923, avec 9 années d'amortissement

Principal	3.945	
proportions	164	(4% environ)
ensemble	<u>4.109</u>	

à se déduire :

amortissement réalisé $4,109 \times 29,46 =$	<u>121,05</u>
Net	3.987 95



Capital amorti, après la (amortissement en 50 ans)  
1<sup>re</sup> année à 70%

1	2,46	2,46
2	2,63	5,09
3	2,82	7,91
4	3,01	10,92
5	3,22	14,14
6	3,45	17,59
7	3,69	21,28
8	3,95	25,23
9	4,23	29,46
10	4,52	33,98
11	4,84	38,82
12		

1	0,0024.5985
2	√ x 2,07
3	3,2149
4	4,4399 43
5	5,7507 3901
6	7,1532 9074
7	8,6540 2109
8	10,2598 0257
9	11,9779 8875
10	13,8164 4796 = 0,033986
11	15,7835 9432

13.340 { Dep. d'acquisition y compris frais d'enregistrement 13.025 -  
frais gr. d'AC et change de 1<sup>re</sup> année 315 -

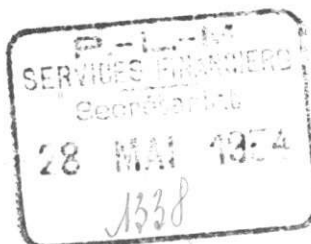
$$\text{mai 23 } r^L 570 - 8.799 - 1.134 = 7.665$$

$$\begin{array}{l} \text{mai 23 } r^L 570 \end{array} \left\{ \begin{array}{l} 2.807,70 \\ 630 \\ 940,80 \\ 934,50 \\ \hline 12.978, - \end{array} \right. \begin{array}{l} \text{FS 5<sup>e</sup> AC} \\ \text{de CR de 1<sup>re</sup> année} \\ \text{Taux:} \\ \text{carré 4\%} \\ \hline 519 - \end{array} \begin{array}{l} 540,41 \\ \downarrow \\ 13.518,41 \end{array}$$

avoir amortissement financier  
13.497 x 0,03398 -

$$\begin{array}{r} 459 \\ \hline 13.038 \\ \hline \end{array} \quad \begin{array}{r} - 459,44 \\ \hline 13.058,97 \end{array}$$

	Solde au début de l'exercice	Provision versée à fin de l'exercice	Dépréciation imputée à l'exercice	Ensemble (1) + (2) + (3)	Intérêts à 7% sur (4)	Ensemble (4) + (5)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1923	-	28,63	-	28,63	2 -	30,63
1924	30,63	- 61,94	-	- 31,31	- 2,19	- 33,50
1925	- 33,50	- 44,27	-	- 77,77	- 5,44	- 83,21
1926	- 83,21	- 44,27	-	- 127,48	- 8,92	- 136,40
1927	- 136,40	1.868,94	-	1.732,54	121,28	1.853,82
1928	1.853,82	2.193,79	- 1.572,36	2.475,25	173,27	2.648,52
1929	2.648,52	1.800,76	- 1.212	3.237,28	226,61	3.463,89
1930	3.463,89	1.914,99	-	5.378,88	376,52	5.755,40
1931	5.755,40	4.444,59	- 15.116,75	- 4.916,76	- 344,17	- 5.260,93
		2.611,63		- 2.649,30	- 185,45	- 2.834,75
1932	- 5.260,93	2.474,79	-	- 2.786,14	- 195,03	- 2.981,17
	- 2.834,75	2.498,42	-	- 336,33	- 23,54	- 359,87
1933	- 2.981,17	2.361,63	-	- 619,54	- 43,37	- 663,11
	- 359,82					
1934	- 663,11					



PARIS. LE 28 Mai 1934

75, RUE D'AMSTERDAM (9<sup>e</sup>)

TELEX 6096 GLORE

42, RUE DE CHATEAUDUN

TÉL.: TRINITÉ 51-00

Monsieur le Directeur,

En réponse à votre communication n° 721 - E.B. du 18 Mai 1934, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je me rallie à la formule que vous avez bien voulu me proposer pour l'évaluation du mobilier actuellement en location que le Conseil Supérieur des Chemins de fer achètera progressivement à la Compagnie P.L.M.

En conséquence, le prix de cession de ce matériel sera celui de l'acquisition initiale, majoré des frais d'économat, des frais généraux d'administration centrale, et des charges de première année, mais diminué des amortissements financiers réalisés depuis l'entrée du matériel à l'inventaire. Par mesure de simplification ces amortissements seront décomptés forfaitairement, sur la base d'une durée de 50 ans et d'un taux moyen uniforme de 7 %.

J'approuve la cession des objets, entrés à l'inventaire en 1923, dont le détail figure sur la facture 270 oc. qui était jointe à votre lettre, au prix de 13.518frs,41, qui, par suite d'amortissement, se trouve ramené à un prix net de Frs : 13.058frs,97.

à Monsieur le Directeur des Services Financiers de la Cie P.L.M.

Le récépissé de cette facture est directement retourné  
par M. C. BONET-MAURY aux services financiers.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance  
de ma considération très distinguée.

LE SECRETAIRE GENERAL,

*Christian Balcus*



Services Financiers  
Comptabilité Générale

Division  
Bureau

Nota ! Le destinataire doit dater, signer, détacher et retourner de suite ce récépissé aux Services Financiers de la C<sup>ie</sup> P. L. M.  
Cette facture doit, dans tous les cas être acceptée telle quelle.  
En cas de contestation, on établit le mois suivant, s'il y a lieu, une facture rectificative.

Conseil Supérieur des Chemins de fer

Je soussigné, déclare reconnaître exacte la Facture  
de Débit N<sup>o</sup> 94<sup>06</sup> s'élevant à la somme de treize mille  
cinquante huit francs 94 ch  
pour achat d'objets mobiliers Exercice 1933



Paris le 30 Avril 1934.  
Le Chef des Services Administratifs  
du Conseil Supérieur des Chemins de fer :

C. Bonettaury

Chemins de fer  
P.L.M.  
SERVICES FINANCIERS  
82, Rue Saint-Lazare, PARIS

*Copie*

18 Mai

34

*721 E.B.*

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme suite à votre lettre du 26 avril et à mon récent entretien avec M. BONET-MAURY sur la question de la cession au Conseil Supérieur des Chemins de fer d'objets mobiliers loués actuellement à cet organisme par la Compagnie P.L.M., j'ai l'honneur de vous faire la nouvelle proposition suivante.

Ainsi que je vous le disais dans ma dernière lettre il ne m'est pas possible de réduire le prix de facturation des dits objets en en éliminant la majoration pour frais généraux d'administration centrale et charges de première année. Mais il est équitable par contre d'en déduire le montant des amortissements financiers réalisés depuis leur entrée à l'inventaire jusqu'au jour de l'achat, amortissements implicitement compris dans le montant du loyer que vous nous versez annuellement.

Le calcul exact de ces amortissements conduirait à des opérations compliquées que la modicité des sommes en jeu ne justifierait pas. Aussi vous proposerai-je de les décompter sur la base de 50 années (durée moyenne de nos emprunts) et à un taux moyen de 7 %.

.....

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil Supérieur  
des Chemins de fer.

Suivant accord officieux avec M. BONET MAURY nous avons envisagé la cession, dans les conditions exposées ci-dessus, d'objets entrés à l'inventaire en 1923 pour un montant de Frs ..... 13.518,41 (y compris frais généraux d'Administration Centrale et charges de 1<sup>re</sup> année).

Le prix de cession serait obtenu en déduisant de la somme ci-dessus l'amortissement afférent à une période de 10 ans, soit ..... 459,44  
Montant net ..... 13.058,97  
pour lequel a été établie la facture ci-jointe. =====

Je vous serais obligé de me faire connaître si vous êtes d'accord sur la présente proposition et sur le montant de la facture sus-visée.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Le Chef des Services Financiers  
Signé : BROCHU



Chemins de fer  
P.L.M.  
SERVICES FINANCIERS  
88, Rue Saint-Lazare, PARIS

*Copie*

18 Mai

34

721 E. B.

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme suite à votre lettre du 26 avril et à mon récent entretien avec M. BONET-MAURY sur la question de la cession au Conseil Supérieur des Chemins de fer d'objets mobiliers loués actuellement à cet organisme par la Compagnie P.L.M., j'ai l'honneur de vous faire la nouvelle proposition suivante.

Ainsi que je vous le disais dans ma dernière lettre il ne m'est pas possible de réduire le prix de facturation des dits objets en en éliminant la majoration pour frais généraux d'administration centrale et charges de première année. Mais il est équitable par contre d'en déduire le montant des amortissements financiers réalisés depuis leur entrée à l'inventaire jusqu'au jour de l'achat, amortissements implicitement compris dans le montant du loyer que vous nous versez annuellement.

Le calcul exact de ces amortissements conduirait à des opérations compliquées que la modicité des sommes en jeu ne justifierait pas. Aussi vous proposerai-je de les décompter sur la base de 50 années (durée moyenne de nos emprunts) et du taux moyen de 7 %.

.....

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil Supérieur  
des Chemins de fer.



Suivant accord officieux avec M. BONET MAURY nous avons envisagé la cession, dans les conditions exposées ci-dessus, d'objets entrés à l'inventaire en 1923 pour un montant de Frs ..... 13.518,41 (y compris frais généraux d'Administration Centrale et charges de 1<sup>re</sup> année).

Le prix de cession serait obtenu en déduisant de la somme ci-dessus l'amortissement afférent à une période de 10 ans, soit ..... 459,44

Montant net ..... 13.058,97

pour lequel a été établie la facture ci-jointe.                     

Je vous serais obligé de me faire connaître si vous êtes d'accord sur la présente proposition et sur le montant de la facture sus-visée.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Le Chef des Services Financiers  
Signé : BROCHU

MOBILIER DU CONSEIL SUPERIEUR DES CHEMINS DE FER

---

Lors de la création des organismes communs aux Grands Réseaux, il fut décidé que les opérations de Trésorerie et de Comptabilité y relatives seraient confiées au P.L.M. Notre Compagnie ouvrit en conséquence au nom de chacun de ces organismes un compte courant sans intérêt destiné à recevoir :

- au crédit, les provisions semestrielles à demander aux Réseaux;
- au débit, les dépenses, savoir :
  - 1<sup>re</sup> - les frais généraux, devant être liquidés annuellement,
  - 2<sup>re</sup> - les frais d'installation et de mobilier.

En ce qui concerne les objets mobiliers, le Conseil Supérieur des Chemins de fer se trouve toutefois dans une situation particulière. Alors que, pour les autres organismes communs, les dépenses de même nature ont été complètement amorties dès la 1<sup>re</sup> année, le P.L.M. a fait, de 1922 à 1926, l'avance de ces dépenses au Conseil Supérieur qui, dans le même temps, en a supporté la charge d'intérêt et d'amortissement.

Nous avons fait remarquer au Secrétaire Général du Conseil Supérieur, par lettre du 25 mars 1927, que la méthode susdite, outre sa complication, était préjudiciable à notre Compagnie en ce qu'elle ne lui permettait pas de couvrir la dépréciation des objets mis hors d'usage. Nous lui proposons, soit de se rallier à la méthode acceptée par les autres organismes, soit de faire entrer le mobilier du Conseil Supérieur dans l'inventaire du P.L.M. et de demander au Conseil Supérieur un loyer pour l'usage de ce mobilier.

C'est cette seconde proposition qui a été acceptée par le Conseil Supérieur. Le loyer a été fixé à 10 % de la valeur du mobilier porté à l'inventaire de notre Compagnie, celle-ci devant assurer à ses frais le remplacement des objets mis hors de service.

Au début de 1933, le Conseil Supérieur nous a demandé officieusement à quelles conditions pourrait être réalisée la reprise par lui de l'ensemble du mobilier à l'inventaire du P.L.M. . Il lui a été répondu qu'une telle reprise ne pouvait être envisagée à d'autres conditions qu'aux prix pour lesquels ce mobilier figurait à l'inventaire, c'est-à-dire prix d'achat majoré des frais généraux d'Administration Centrale et charges de première année. Plusieurs objets, pour un montant de 4.261,94 ont été ainsi rachetés en avril 1933. Mais, <sup>dans</sup> sa lettre du 19 de ce même mois, M. BONET-MAURY, Chef des Services Administratifs du Conseil Supérieur, nous déclarait que "cette opération ne saurait constituer un précédent et "qu'il se réservait d'étudier, d'accord avec nous, pour "l'avenir, d'autres conditions d'amortissement".

Faisant suite à l'opération de rachat effectuée en 1933, mais sans s'être mis d'accord avec nous au préalable, M. BONET-MAURY nous a écrit le 29 mars 1934 pour nous proposer la cession au Conseil Supérieur de quelques autres objets mobiliers. Nous lui avons aussitôt envoyé la facture correspondante, donnant le prix des dits objets majoré de frais d'Administration Centrale et charges de première année. M. BONET-MAURY nous a retourné cette facture en nous demandant d'envisager la possibilité d'en exclure la majoration susdite.

Le 21 avril, nous répondions à M. le Secrétaire Général du Conseil Supérieur qu'il ne nous était pas possible d'accéder à la demande formulée par M. BONET-MAURY, d'autant que la formule de location en usage ne nous avait permis de constituer aucune provision d'amortissement des objets demeurés à l'inventaire (voir état ci-joint).

Par lettre du 26 avril le Secrétaire Général du Conseil Supérieur nous informe qu'il lui est impossible de procéder à l'achat du mobilier loué au Conseil Supérieur aux conditions indiquées par nous. En conséquence, il nous prie de faire reprendre les objets dont la cession avait été envisagée et de les rayer de l'inventaire à compter du 1er janvier 1934. Il nous demande en outre de vouloir viser et faire payer un mandat de 13.025 Fr 25 au moyen des crédits de l'exercice 1933 du Conseil Supérieur qui ont été engagés par notre facture du 30 mars désormais sans objet.



11 mai 1934.MOBILIER DU CONSEIL SUPERIEUR DES CHEMINS DE FER

Lors de la création des organismes communs aux Grands Réseaux, il fut décidé que les opérations de Trésorerie et de Comptabilité y relatives seraient confiées au P.L.M. Notre Compagnie ouvrit en conséquence au nom de chacun de ces organismes un compte courant sans intérêt destiné à recevoir :

- au crédit, les provisions semestrielles à demander aux Réseaux;
- au débit, les dépenses, savoir :
  - 1<sup>re</sup> - les frais généraux, devant être liquidés annuellement,
  - 2<sup>de</sup> - les frais d'installation et de mobilier.

En ce qui concerne les objets mobiliers, le Conseil Supérieur des Chemins de fer se trouve toutefois dans une situation particulière. Alors que, pour les autres organismes communs, les dépenses de même nature ont été complètement amorties dès la 1<sup>re</sup> année, le P.L.M. a fait, de 1922 à 1926, l'avance de ces dépenses au Conseil Supérieur qui, dans le même temps, en a supporté la charge d'intérêt et d'amortissement.

Nous avons fait remarquer au Secrétaire Général du Conseil Supérieur, par lettre du 25 mars 1927, que la méthode susdite, outre sa complication, était préjudiciable à notre Compagnie en ce qu'elle ne lui permettait pas de couvrir la dépréciation des objets mis hors d'usage. Nous lui proposons, soit de se rallier à la méthode acceptée par les autres organismes, soit de faire entrer le mobilier du Conseil Supérieur dans l'inventaire du P.L.M. et de demander au Conseil Supérieur un loyer pour l'usage de ce mobilier.

C'est cette seconde proposition qui a été acceptée par le Conseil Supérieur. Le loyer a été fixé à 10 % de la valeur du mobilier porté à l'inventaire de notre Compagnie, celle-ci devant assurer à ses frais le remplacement des objets mis hors de service.

Au début de 1933, le Conseil Supérieur nous a demandé officieusement à quelles conditions pourrait être réalisée la reprise par lui de l'ensemble du mobilier à l'inventaire du P.L.M. . Il lui a été répondu qu'une telle reprise ne pouvait être envisagée à d'autres conditions qu'aux prix pour lesquels ce mobilier figurait à l'inventaire, c'est-à-dire prix d'achat majoré des frais généraux d'Administration Centrale et charges de première année. Plusieurs objets, pour un montant de 4.261,94 ont été ainsi rachetés en avril 1933. Mais, <sup>dans</sup> sa lettre du 19 de ce même mois, M. BONET-MAURY, Chef des Services Administratifs du Conseil Supérieur, nous déclarait que "cette opération ne saurait constituer un précédent et "qu'il se réservait d'étudier, d'accord avec nous, pour "l'avenir, d'autres conditions d'amortissement".

Faisant suite à l'opération de rachat effectuée en 1933, mais sans s'être mis d'accord avec nous au préalable, M. BONET-MAURY nous a écrit le 29 mars 1934 pour nous proposer la cession au Conseil Supérieur de quelques autres objets mobiliers. Nous lui avons aussitôt envoyé la facture correspondante, donnant le prix des dits objets majoré de frais d'Administration Centrale et charges de première année. M. BONET MAURY nous a retourné cette facture en nous demandant d'envisager la possibilité d'en exclure la majoration susdite.



Le 21 avril, nous répondions à M. le Secrétaire Général du Conseil Supérieur qu'il ne nous était pas possible d'accéder à la demande formulée par M. BONET-MAURY, d'autant que la formule de location en usage ne nous avait permis de constituer aucune provision d'amortissement des objets demeurés à l'inventaire (voir état ci-joint).

Par lettre du 26 avril le Secrétaire Général du Conseil Supérieur nous informe qu'il lui est impossible de procéder à l'achat du mobilier loué au Conseil Supérieur aux conditions indiquées par nous. En conséquence, il nous prie de faire reprendre les objets dont la cession avait été envisagée et de les rayer de l'inventaire à compter du 1er janvier 1934. Il nous demande en outre de vouloir viser et faire payer un mandat de 13.025 Fr 25 au moyen des crédits de l'exercice 1933 du Conseil Supérieur qui ont été engagés par notre facture du 30 mars désormais sans objet.

MOBILIER DU CONSEIL SUPERIEUR DES CHEMINS DE FER

Exercices	Charges pour la C <sup>ie</sup> P.L.M.		Loyer perçu
	Charges financières (I+A+FA sur montant en principal majoré de frais d'Adminis. Centie et charges de 1 <sup>ère</sup> année).	Dépréciations sur reversements	A - Charges I+A+FA sur montant en principal B - 10% du montant des dépenses en principal majorées de frais d'A. C. et Charges de 1 <sup>ère</sup> année.
1923	434,57		A - 399,08
1924	4.381,98		4.042,57
1925	5.280,83		4.848,74
1926	5.280,83		4.848,74
1927	5.320,67		B - 6.786,23
1928	5.320,67	1.572,36	7.111,08
1929	5.590,06	1.212,00	6.953,43
1930	5.456,06		6.953,43
1931	5.456,06	15.116,75	9.483,03
1932	6.580,56		9.483,03
1933	6.265,82		9.072,15
	55.368,11	17.901,11	69.981,51
	73.269,22		



11 mai 1934

Mobilier du Conseil Supérieur des Chemins de Fer

3 ex imp  
Lors de la création des organismes communs aux grands Réseaux, il fut décidé que les opérations de Trésorerie et de Comptabilité y relatives seraient confiées au PLM. Notre Compagnie ouvrit en conséquence au nom de chacun de ces organismes un compte courant sans intérêt de lui à recevoir :

- au crédit, les provisions semestrielles à demander aux Réseaux
- au débit, les dépenses, savoir :

- 1° les frais généraux, devant être liquidés annuellement,
- 2° les frais d'installation et de mobilier.

En ce qui concerne les objets mobiliers, le Conseil Supérieur des CF se trouva troublé dans une situation particulière. Alors que, pour les autres organismes communs, les dépenses de même nature ont été complètement amorties dès la 1<sup>re</sup> année, pour le C.S. de PLM à <sup>titre</sup> <sup>(annuelle dépense)</sup> avance, de 1922 à 1926 inclus, ~~durant tout~~ de ces dépenses et, pour ces années, l'intérêt et l'amortissement des dites dépenses ont été supportés par le CS, le PLM a fait, de 1922 à 1926, l'avance de ces dépenses au Conseil Supérieur qui, dans le même temps, en a supporté la charge d'intérêt et d'amortissement -

Nous avons fait remarquer au Secrétaire Général du CS, par lettre du 25 mars 1927, que la méthode susvite, outre sa complication, ~~est~~ était préjudiciable à notre Compagnie en ce qu'elle ne lui permettait pas de couvrir la dépréciation des objets mis hors d'usage - Nous lui proposons, soit de se rallier à la méthode acceptée par les autres organismes, soit de faire entrer le mobilier du CS dans l'inventaire du PLM et de demander au CS un loyer pour l'usage de ce mobilier -

C'est cette seconde proposition qui a été acceptée par le CS - le loyer a été fixé à 10% de la valeur du mobilier porté à l'inventaire de notre Compagnie, celle-ci devant assurer à ses frais le remplacement des objets mis hors de service -

Au début de 1933, le C.S. nous a demandé officiellement à quelles conditions pourrait être réalisée la reprise par lui de l'ensemble du mobilier à l'inventaire du PLM - Il lui a été répondu qu'une telle

reprise ne pouvait être envisagée à d'autres conditions qu'aux prix pour  
lesquels ce mobilier figurait à l'inventaire, c'est à dire prix d'achat  
majoré des frais généraux d'Administration centrale et charges de  
1<sup>re</sup> année. Plusieurs objets, pour un montant de 4.261,94 ont été  
ainsi rachetés <sup>en avril 1933</sup>. Mais dans sa lettre du 19 ~~avril~~ de ce même mois, M<sup>r</sup>  
Bout Maury, chef des services administratifs du CS, nous déclarait que  
"cette opération ne saurait constituer un précédent et qu'il se réserverait  
d'étudier, d'accord avec nous, pour l'avenir, d'autres conditions d'acquisition."  
"huit de suite."

<sup>à l'opération de rachat effectuée en 1933, mais sans s'être mis d'accord avec nous  
auparavant</sup>  
Faisant suite à cette lettre, M<sup>r</sup> Bout Maury nous a écrit le 29  
mars 1934 pour nous proposer la Cession au CS de quelques autres objets  
mobiliers. Nous <sup>lui</sup> avons aussitôt envoyé la facture correspondante, donnant  
le prix des dits objets majorés de frais d'Administration centrale et charges de premier  
année. M<sup>r</sup> Bout Maury nous a <sup>retourne</sup> ~~de nouveau écrit~~, au ~~reçu~~ de cette facture  
~~pour~~ nous demandant d'envisager la possibilité d'exclure de la négociation  
~~les frais généraux d'Ad. C. et charges~~ susdite.

Le 21 avril, nous répondions à M<sup>r</sup> Bout Maury qu'il ne nous  
était pas possible d'accéder à sa demande, la demande formulée par  
M<sup>r</sup> Bout Maury, d'autant que la prudence de l'Etat en nous avait permis de  
constituer ~~une~~ <sup>une</sup> provision d'approvisionnement des objets devenus à l'inventaire (voir état ci-joint).  
~~Elle nous fut~~. Par lettre du 26 avril le S<sup>g</sup> du CS nous ~~fait~~ <sup>informe</sup>  
qu'il lui est impossible de procéder à l'achat du mobilier loué au CS  
aux conditions indiquées par nous. En conséquence, il nous prie de  
faire remettre les objets dont la cession avait été envisagée et de les rayonner  
de l'inventaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934. Il nous demande en outre  
de vouloir bien faire payer un mandat de 13.025 frs 25 au moyen  
des crédits de l'exercice 1933 du CS qui ont été engagés par notre facture  
du 30 mars désormais sans objet.

# Mobilier ou Course de chemin de fer

Exercices	Charges pour la C <sup>ie</sup> PLM		Coûts p <sup>er</sup> son
	Charges financières (I+A+FA sur montant en principal majoré de frais d'AC et ch. de 1 <sup>er</sup> ann <sup>ée</sup> )	Dépréciation amortissements	A- charges I+A+FA sur montant en principal B- 10% du montant des dépenses en principal majoré de frais d'AC et ch. de 1 <sup>er</sup> ann <sup>ée</sup>
1923	434,57		A- 399,08
1924	4.381,98		4.042,57
1925	5.280,83		4.848,74
1926	5.280,83		4.848,74
1927	5.320,67		B- 6.786,23
1928	5.320,67	1.572,36	7.111,08
1929	5.590,06	1.212	6.953,43
1930	5.456,06		6.953,43
1931	5.456,06	15.116,75	9.483,03
1932	6.580,56		9.483,03
1933	6.265,82		9.072,15
	55.368,11	17.901,11	69.981,51
	73.269,22		

PARIS. LE 26 Avril 1934.

70 BIS, RUE D'AMSTERDAM (9<sup>e</sup>)  
TÉL. LOUVRE 61-09  
42, RUE DE CHATEAUBRIANT  
TÉL. : TRINITÉ 51-00

Monsieur le Directeur,

A la suite de votre communication N° 598 E.B. du 21 Avril 1934, j'ai examiné à nouveau les conditions d'amortissement du mobilier que la Compagnie P.L.M. loue actuellement au Conseil Supérieur des chemins de fer. J'ai relevé notamment que mon prédécesseur avait accepté, en 1927, l'augmentation du loyer de ce mobilier au taux de 10 %, en vue d'éviter les complications du calcul des intérêts et amortissement de la formule de location antérieurement en vigueur. Celle-ci aboutissait à un loyer de 7 % environ. Ce sacrifice substantiel de 3 % à la charge du budget du Conseil Supérieur des chemins de fer ne semble pas avoir apporté les simplifications et facilités d'amortissement escomptées.

Quoiqu'il en soit, je ne puis procéder à l'achat du mobilier loué au Conseil Supérieur aux conditions que vous voulez bien indiquer dans votre lettre susvisée. L'opération paraît, en effet, d'autant plus onéreuse pour le Conseil Supérieur qu'il a la possibilité de remettre purement et simplement à votre disposition un matériel en service depuis

Monsieur le Chef des Services Financiers de la Compagnie P.L.M.

plus de dix ans en moyenne et à le remplacer par achat direct dans le commerce, à l'état de neuf et à des prix en baisse très sensible. Je ne verrais même pas d'objection à racheter ce mobilier à l'Economat, au cas où vous n'en auriez pas l'emploi et où vous décideriez de vous en défaire, mais bien entendu au prix des objets usagés. Les majorations pour frais généraux et charges de première année auxquelles vous subordonnez l'achat du mobilier usagé m'obligent à recourir à regret à cette seconde solution.

Je vous prierai, en conséquence, de bien vouloir faire reprendre les objets dont la liste est ci-jointe et les rayer de l'inventaire à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1934.

Je vous serais également obligé de bien vouloir viser et faire payer le mandat ci-joint de 13.025 frs 25 au moyen des crédits de l'Exercice 1933 du Conseil Supérieur des chemins de fer qui ont été engagés par votre facture O.C. N. 249 du 30 Mars 1934 désormais sans objet.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

LE SECRETAIRE GENERAL,

*Christian Valenti*

*retourne au Conseil  
Supérieur le 31 Mai 1934*



# MOBILIER

à reprendre par la Compagnie P.L.M. et à  
 rayer de l'inventaire du mobilier loué au  
 Conseil Supérieur des chemins de fer à  
 compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1934

<u>Entrée</u>	<u>Envoi</u>			<u>N° de fiche</u>	<u>Prix</u>
21.885	2.148	30 Nov. 1931	Bibliothèque acajou massif 2,20 x 2 x 0,40, trois portes pleines.	15.603	6.090
			- d° -	15.604	6.090
21.767	2.067	30 Juin 1930	Lampe fer forgé, abat-jour gros vert.	15.163	215,25
			- d° -	15.164	215,25
22.119	2.149	1931	Boîte à lettres, chêne verni.	15.611	414,75
					13.025 <sup>f</sup> ,25
7.527	2.077	1928	Porte-copie Rolitho pour machine à écrire.	13.954	294,00
1.406	2.072	1927	4 chaises pailées.	13.537	109,20
					13.428,25

*Liste devenue  
 objet Lours*

Chemins de fer  
P.L.M.  
**SERVICES FINANCIERS**

88, Rue Saint-Lazare, PARIS

*Copie*

20 avril

34

598 E. B.

Monsieur le Secrétaire Général,

Faisant suite à une opération analogue effectuée l'an dernier, M. BONET-MAURY m'a, par lettre du 29 écoulé, proposé la cession au Conseil Supérieur des Chemins de fer de certains objets mobiliers actuellement loués à cet organisme par la Compagnie P.L.M.

A cet effet, j'ai fait établir et je vous ai adressé, à la date du 30 mars, une facture dont le montant correspond au pris de revient des dits objets pour notre Compagnie.

Par une nouvelle lettre, en date du 4 courant, M. BONET-MAURY me demande d'envisager la possibilité de réduire le prix de facturation en éliminant la majoration pour frais généraux d'Administration Centrale et charges de 1<sup>re</sup> année.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, pour les raisons mêmes exposées l'an dernier à M. BONET-MAURY, il ne m'est pas possible d'accéder à cette demande. Contrairement à ce que pense M. BONET-MAURY, les frais généraux d'Administration Centrale, d'ailleurs très peu élevés, ne font nullement double emploi avec les frais généraux de l'Economat. Quant aux charges de première année, il est de règle constante

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil Supérieur des Chemins de fer.

(et l'article 21 de la Convention du 28 juin 1921 en donne la confirmation), de les ajouter au principal de la dépense.

Sans doute, M. BONET-MAURY objecte-t-il que le Conseil Supérieur est amené à payer, au prix du neuf, des objets usagés dont il pourrait, suivant nos accords, demander le remplacement. Je ne me dissimule pas ce qu'une telle remarque peut avoir de fondé, mais elle me paraît plutôt de nature à remettre en discussion la formule de loyer en vigueur qu'à justifier l'exclusion des frais généraux et charges de première année dans la détermination des prix de cession des objets en cause.

En réalité, le loyer forfaitaire de 10 % est insuffisant pour couvrir à la fois l'intérêt et l'amortissement des objets mobiliers dont le Conseil Supérieur a la jouissance, ce qui fait que, par ses acquisitions sur la base du prix de revient, le Conseil Supérieur ne fait qu'atténuer la perte qui résulte pour notre Compagnie de la formule de location en vigueur.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Le Chef des Services Financiers  
Signé : BROCHU



CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 4 avril 1934



Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir examiner, à nouveau, la facture ci-jointe O.C. n° 249 du 30 Mars 1934 de Frs:13.339,80 que vous m'avez adressée en réponse à mes lettres du 29 Mars 1934 relatives à l'achat de différents objets mobiliers actuellement loués par la Cie P.L.M. au Conseil Supérieur des Chemins de fer.

Cette facture comporte 314frs,50 de plus que mes propositions susvisées. Cette différence provient de la majoration pour frais généraux d'administration centrale et charges de première année que vous avez cru devoir faire subir à toutes les valeurs d'inventaires des objets en cause. Ces valeurs d'inventaires comprennent déjà une majoration sur le prix du neuf pour frais généraux (de 5 % le plus souvent). Sans vouloir revenir sur les échanges de vues qui ont eu lieu, à la même époque, les années précédentes, sur le même sujet, je vous signale que cette solution aboutirait à faire payer au Conseil Supérieur des Chemins de fer des objets usagés, pour lequel il a payé un loyer de 10 % pendant plusieurs années, au prix du neuf, majoré deux fois de frais généraux, alors qu'en vertu de nos accords, le Conseil a la

à Monsieur le Directeur des Services Financiers de la Cie P.L.M.



faculté de rendre purement et simplement au prix d'inventaire  
ces objets à la Cie P.L.M.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander d'envisager  
la possibilité de vous en tenir aux prix de ma proposition du  
29 Mars 1934, qui comportent déjà une majoration initiale des prix  
de neuf de 5 %, soit au total 13.025frs,25.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma  
considération distinguée.



Le Chef des Services Administratifs,

*C. Bonet-Laurie*

Services Financiers  
Comptabilité Générale

Division  
1<sup>er</sup> Bureau

Exercice 1933  
Mois de Décembre

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Facture des opérations imputées

au Débit Du compte:

Conseil Supérieur des Chemins de fer

Facture n° 249

Montant:

12.339 fr 80 c.

Dates	Detail des opérations				Sommes	
	n° de fiches	Désignation	Depenses primatives d'acquisition y compris frais d'entretien	Majoration pour frais généraux d'Administration centrale et charges de 1 <sup>er</sup> annuité		
Cession au conseil Supérieur des Chemins de fer d'objets mobiliers loués antérieurement par la C <sup>ie</sup> P.L.M., à cet organisme, savoir:						
1931	15.603	1 bibliothèque acier massif 2,20 x 2 x 0,40 - 3 portes pleines	6.090,--	147,07	6.237	07
1931	15.604	1 " " " " " " " "	6.090,--	147,07	6.237	07
1931	15.163	1 lampe fer forge, abat-jour baignoire gros vert	215,25	5,20	220	45
1931	15.164	1 " " " " " " " "	215,25	5,20	220	45
1931	15.611	1 boîte à lettres, chêne verni	414,75	10,01	424	76
(suite à la lettre du 29 mars 1934 du conseil Supérieur des Ch. de fer) à valoir - Intéressement financier 1924 à 1933					Total	
					12.339	80

Vérifié:

Reçu

Dressé par le Chef de Bureau soussigné  
A Paris, le 30 mars 1934

Forquet

Total

12.339 80

Du et arrêté:

Le Chef des Services Financiers,  
Le Chef de Division

Mant

Mois dans lequel la facture a été portée en compte par P.L.M.

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Services Financiers  
Comptabilité Générale

Division  
1<sup>er</sup> Bureau

Conseil Supérieur des Chemins de fer

Je soussigné, déclare reconnaître exacte la Facture  
de Débit N° s'élevant à la somme de  
pour

A le 19

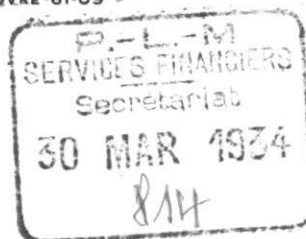
Nota. Le destinataire doit dater, signer, détacher et retourner  
de suite ce récépissé aux Services Financiers de la C<sup>ie</sup> P.L.M.  
Cette facture doit, dans tous les cas être acceptée telle quelle.  
En cas de contestation, on établit le mois suivant, s'il y a lieu,  
une facture rectificative.

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

PARIS, LE

29 MARS 1934

79, RUE DE CHATEAUDUN  
42, RUE D'AMSTERDAM (9)  
TEL. L'ŒUVRE 61-09 51-00



Monsieur le Directeur,

Comme suite aux échanges de vues qui ont eu lieu l'an dernier, en vue d'amortir progressivement le mobilier que le P.L.M. loue actuellement au Conseil supérieur des chemins de fer, j'ai l'honneur de vous proposer de céder au Conseil supérieur les objets ci-après qui lui sont actuellement loués par la Compagnie P.L.M.

<u>Entrée</u>	<u>Envoi</u>			<u>N° de Fiche</u>	<u>Prix</u>
21.885	2.148	30 nov. 1931	Bibliothèque acajou massif 2,20 x 2 x 0,40 trois portes pleines	15.603	6.090
			do	15.604	6.090
21.767	2.067	30 juin 1931	Lampe fer forgé, abat-jour gros vert	15.163	215,25
			do	15.164	215,25
22.II9	2.I49	1931	Boite à lettre, chêne verni	15.611	414,75
					13.025,25

Cette cession se fera contre paiement à la Compagnie P.L.M. par le Conseil supérieur des chemins de fer de la valeur d'inventaire de ces objets, tous frais accessoires compris, telle qu'elle est détaillée ci-dessus, soit au total TREIZE MILLE VINGT CINQ FRANCS VINGT CINQ CENTIMES

Ces objets seront rayés de l'inventaire des objets confiés au Conseil supérieur des chemins de fer; et la valeur d'inventaire totale servant de base au calcul du loyer annuel à la fin de l'année 1934 et des années suivantes, sera diminuée de cette même somme de 13.025,25.

A raison de la clôture prochaine des comptes de l'exercice 1933 du Conseil supérieur des chemins de fer sur lequel les crédits correspondants à ces achats doivent figurer, il serait désirable que l'ensemble de l'opération soit faite avant le 31 mars 1934.

En conséquence, sous réserve de votre assentiment, je donne les

M. le Chef des Services Financiers de la Compagnie P.L.M.

indications nécessaires pour faire virer au crédit du P.L.M. par prélèvements sur les crédits de 1933 du Conseil supérieur des chemins de fer, la somme ci-dessus.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Chef des Services Administratifs  
du Conseil Supérieur des Chemins de fer :

C. Bonettaury



CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

PARIS, LE 29 MARS 1934

70 BIS, RUE DE CHATEAUDUN  
42, RUE D'AMSTERDAM (9)  
TEL. LOUVRE 51-09



Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir virer au crédit de la Compagnie P.L.M. la somme de TREIZE MILLE VINGT CINQ FRANCS VINGT CINQ CENTIMES (13.025,25) par prélèvement sur les crédits du Secrétariat général du Conseil supérieur des chemins de fer de l'exercice 1933, pour cession au Conseil supérieur des chemins de fer des objets figurant sur les avis d'engagements d'objets de l'économat n° 2.148 du 30 novembre 1931, 2.067 du 30 juin 1931, 2.49 de 1931.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma  
parfaite considération.

Le Chef des Services Administratifs  
du Conseil Supérieur des Chemins de fer :

C. Bonet-Laur

M. le Chef des Services financiers de la Compagnie P.L.M.

État au 31 décembre 1933  
des objets dont le Conseil Supérieur demande la cession par lettre du 29 mars 1934

N° de fiche.	Designation	Dépenses primitives d'acquisition (y compris frais d'économie)	Majoration pour		Prix de cession
			frais généraux d'A.C.	charges de 1 <sup>re</sup> année	
15.603	1 bibliothèque acajou, massif 220x220,40 trois fortes planches - - - - -	6.090, -	32, 22,	114, 85,	6.237, 07
15.604	1 ——— do ———	6.090, -	32, 22,	114, 85	6.237, 07
15.163	1 lampe fer forgé, abat-jour, baignoire gratuit - - - - -	215, 25	1, 14	4, 06	220, 45
15.164	1 ——— do ———	215, 25	1, 14	4, 06	220, 45
15.611	1 boîte à lettres, chine verni - - -	414, 75	2 19,	7 82	424, 76
		13.025, 25	68, 91	245, 64	
			13.339, 80		13.339, 80

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE



PARIS, LE 19 AVR 1933

Monsieur le Directeur,

J'ai bien reçu votre lettre N° 80 C.B/14 du 12 Avril 1933, relative à la cession d'un certain nombre d'objets mobiliers actuellement loués par la Cie P.L.M. au Conseil Supérieur des chemins de fer. Vous voulez bien proposer que les prix de cession indiqués dans ma lettre du 24 Mars, et qui comportaient déjà une majoration pour frais généraux, soient encore majorés de frais d'administration centrale, dont vous donnez le détail pour 170<sup>f</sup>, 37.

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à raison de la date avancée à laquelle les pourparlers entre nos services nous ont amenés, j'accepte votre manière de voir. Cependant, comme cette nouvelle majoration excéderait les crédits de matériel que l'Exercice 1932 laisse disponibles, je supprime de l'achat une paire de coupes de cheminée. Il y a donc lieu de prévoir la cession des objets suivants aux prix ci-après :

Monsieur le Chef des Services Financiers.

.....

Fiche	Objets	Prix d'achat	Frais	Majoration	Prix de cession au Conseil Supérieur des C.F.
13.551	Cartonnier, 14 tablettes, 0,92 de large...	674,39	33,71	29,48	737,58
13.552	Cartonnier chêne, 39 cartons.....	1.283,65	64,18	56,12	1.403,95
13.553	2 cartonniers chêne, 52 cartons.....	1.798,70	89,94	78,65	1.967,29
		3 756,74	187,83		
		3944,57	164,25		4.108,82

Soit au total QUATRE MILLE CENT HUIT francs quatre vingt-deux centimes dont vous voudrez bien faire virement au crédit de la Cie P.L.M., par imputation sur les crédits du Conseil Supérieur des chemins de fer de l'Exercice 1932. Cette somme viendra en déduction sur le capital qui servira de base au calcul du loyer du mobilier à la fin de 1933.

J'ajoute que cette opération ne saurait constituer aucun précédent et que je me réserve d'étudier, d'accord avec vous, pour l'avenir, d'autres conditions d'amortissement du mobilier que la Cie P.L.M. loue actuellement au Conseil Supérieur des chemins de fer.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Le Chef des Services Administratifs  
du Conseil Supérieur des Chemins de fer :

C. Bonettaur



M. Proux

Expédir de toute urgence

R.V

13-4

*no 1 Grandis*  
*11/4/33*  
*LB*

M<sup>r</sup> le Secrétaire général du Conseil Supérieur des Chemins de Fer

Monsieur le Secrétaire général

Comme suite à la visite récente de M<sup>r</sup> Bonet Maury à mes  
 (concernant le matériel du Conseil Supérieur),  
 séries et à l'accent qui en est résulté, vous avez bien voulu m'en venir,  
 à la date du 24 mars, afin de me proposer ~~la cession à cet organisme~~  
~~de certains objets~~ <sup>ou au matériel</sup> qui lui ont actuellement été <sup>notre</sup> par la compagnie. ~~et~~

J'ai l'honneur de vous ~~faire savoir que je ne puis pas~~ <sup>Confirmer mon accord sur le principe de</sup>  
 votre proposition - ~~Mais, les prix~~ <sup>de cession</sup> indiqués  
 indiqués pour ces objets en votre lettre ne correspondent pas à ceux  
 dans votre lettre ne comprenant pas, contrairement à l'accord intervenu,  
 le montant de votre accord ~~des décaissements devant compenser en plus le montant~~  
~~ou principal un supplément pour frais généraux d'administration centrale~~  
~~et charges de première année - le matériel du Conseil Supérieur~~  
~~d'après les versements de votre compagnie~~ ~~et décaissements pour~~  
 qui sont ~~c'est à dire ceux de l'inventaire de votre compagnie qui, selon~~  
~~nossements, comprennent, les plus du matériel en principal en~~  
~~la majoration~~  
~~supplément pour frais généraux d'administration centrale et charges de~~  
 première année qui ~~ont~~ a entraîné pour votre Compagnie l'acquisition  
 primitive des objets en cause -

C'est en définitive qu'aux conditions suivantes que je consentais à  
 7 vous faire offrir, en conséquence, de vouloir bien ~~faire~~ <sup>soumettre</sup>  
 ces au Conseil Supérieur les objets cités dans votre lettre et il en sera  
 la question à un nouvel examen et me faire connaître si vous ~~avez~~ <sup>avez</sup>  
 la même ~~paraitrait~~ <sup>disposés</sup> autres cessions ultérieures.  
~~adhésion~~ à donner suite à la cession ~~proposée~~ <sup>projetée</sup> aux prix ~~mentionnés~~ <sup>ci-dessus</sup>

à la colonne 3 du  
 tableau ci-après :

1 Cartonnier, 14 Laitelles  
 0,92 de large  
 1 Cartonnier chim, 39 cartons  
 2 Cartonniers chim, 52 cartons  
 1 paire de copeaux de cheminée

Totaux

Dépenses <del>de</del> <sup>primatives</sup> d'acquisition (compensé 5% de majoration) (pour frais d'expédition) (pour frais d'entretien)	Matériel pour Frais d'adm <sup>n</sup> de et charges de 1 <sup>re</sup> année	Prix éventuel <del>de</del> cession au Conseil Supérieur
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)
708,10	29,48	737,58
1.347,83	56,12	1.403,95
1.888,64	78,65	1.967,29
147	6,12	153,12
4.091,57	170,37	4.261,94



12 avril

33

80.6.13/14

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme suite à la visite récente de M. BOUET-MAURY à mes Services et à l'accord qui en est résulté concernant le mobilier du Conseil Supérieur, vous avez bien voulu m'écrire, à la date du 24 mars, afin de me proposer la cession à cet organisme de certains objet du dit mobilier qui lui sont actuellement loués par notre Compagnie.

J'ai l'honneur de vous confirmer mon accord sur le principe de votre proposition. Mais, je constate que les prix de cession indiqués dans votre lettre ne comprennent pas, contrairement à l'accord intervenu, la majoration pour frais généraux d'administration centrale et charges de première année qu'a entraînée, pour notre Compagnie, l'acquisition primitive des objets en cause.

Je vous serais obligé, en conséquence, de vouloir bien soumettre la question à un nouvel examen et me faire connaître si vous seriez disposé à donner suite à la cession

Monsieur le Secrétaire Général  
du Conseil Supérieur des Chemins de fer.

RECEVU  
LE 17 AVRIL 1914  
PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



projetée aux prix mentionnés à la colonne 3 du tableau ci-après :

	Dépenses primitives d'acquisition (Y compris frais d'économat) 1	Majoration pour frais généraux d'Administration Centrale et charges de première année 2	Prix éventuel de cession au Conseil Supérieur 3 = 1 + 2
1 cartonnier, 14 tablettes, 0,92 de large.....	708,10	29,48	737,58
1 cartonnier chêne 39 cartons .....	1.347,83	56,12	1.403,95
2 cartonniers chêne 52 cartons.....	1.888,64	78,65	1.967,29
1 paire de coupes de cheminée.....	147,00	6,12	153,12
Totaux...	4.091,57	170,37	4.261,94

Au cas où cette proposition aurait votre agrément, je pourrais, suivant votre désir, établir le virement d'écritures utile au titre du mois comptable de mars 1933 et le loyer à supporter par le Conseil Supérieur à fin 1933 serait établi sur un prix de base réduit de la somme de 4.261 frs 94 susvisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Le Chef des Services Financiers

Signé : BROUILLÉ

(Brouillé)

RUE 231111-1933-22

RECEVÉ

DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

1933

12 avril

33

80.6.14/14

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme suite à la visite récente de M. BOUET-MAURY à mes Services et à l'accord qui en est résulté concernant le mobilier du Conseil Supérieur, vous avez bien voulu m'écrire, à la date du 24 mars, afin de me proposer la cession à cet organisme de certains objet du dit mobilier qui lui sont actuellement loués par notre Compagnie.

J'ai l'honneur de vous confirmer mon accord sur le principe de votre proposition. Mais, je constate que les prix de cession indiqués dans votre lettre ne comprennent pas, contrairement à l'accord intervenu, la majoration pour frais généraux d'administration centrale et charges de première année qu'a entraînée, pour notre Compagnie, l'acquisition primitive des objets en cause.

Je vous serais obligé, en conséquence, de vouloir bien soumettre la question à un nouvel examen et me faire connaître si vous seriez disposé à donner suite à la cession

Monsieur le Secrétaire Général  
du Conseil Supérieur des Chemins de fer.

RECEVU  
LE 12 AVRIL 1914  
A 10 H 15



projetée aux prix mentionnés à la colonne 3 du tableau ci-après :

	Dépenses primitives d'acquisition (Y compris frais d'économat) 1	Majoration pour frais généraux d'Administration Centrale et charges de première année 2	Prix éventuel de cession au Conseil Supérieur 3 = 1 + 2
1 cartonnier, 14 tablettes, 0,92 de large.....	708,10	29,48	737,58
1 cartonnier chêne 39 cartons .....	1.347,83	56,12	1.403,95
2 cartonniers chêne 52 cartons.....	1.888,64	78,65	1.967,29
1 paire de coupes de cheminée.....	147,00	6,12	153,12
Totaux...	4.091,57	170,37	4.261,94

Au cas où cette proposition aurait votre agrément, je pourrais, suivant votre désir, établir le virement d'écritures utile au titre du mois comptable de mars 1933 et le loyer à supporter par le Conseil Supérieur à fin 1933 serait établi sur un prix de base réduit de la somme de 4.261 frs 94 susvisée.

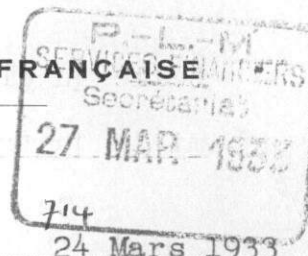
Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Le Chef des Services Financiers  
Signé : BROCHU

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



PARIS, LE 24 Mars 1933

M. Brandin

Monsieur le Directeur,

Comme suite aux échanges de vues qui ont eu lieu entre les Services Financiers (M.M. BERNARD et BRANDIN), l'Economat (M. LEGROS) et le Chef des Services Administratifs du Conseil Supérieur des Chemins de fer, j'ai l'honneur de vous proposer de céder au Conseil Supérieur les objets ci-après qui lui sont actuellement loués par la Cie P.L.M.

Ces objets figurent sur l'avis d'envoi d'objets n° 2074 de l'Economat P.L.M. du 31 octobre 1927 :

	Fiche	Prix	Frais	Somme
Cartonniers, 14 tablettes 0,92 de large.....	13.551	674,39	33,71	708,10
Cartonniers chêne 39 car- tons.....	13.552	1.283,65	64,18	1.347,83
2 cartonniers chêne 26 cartons chaque.....	13.553	1.798,79	89,94	1.888,64
Paire de coupes de cheminée.....	13.548	140,00	7,00	147
				4.091,57

Cette cession se fera contre paiement à la Compagnie P.L.M. par le Conseil Supérieur des Chemins de fer de la valeur d'inventaire de ces objets, tous frais accessoires compris,

à Monsieur le Directeur des Services Financiers de la Cie P.L.M.



telle qu'elle est détaillée ci-dessus, soit au total : quatre mille quatre vingt onze francs cinquante sept centimes.

Ces objets seront rayés de l'inventaire des objets confiés au Conseil Supérieur des Chemins de fer et la valeur d'inventaire totale servirait de base au calcul du loyer annuel à la fin de l'année 1933 et des années suivantes et sera diminuée de cette même somme de 4.091,57.

Par lettre de ce même jour, je donne les indications nécessaires pour ce virement qui doit être imputé sur les crédits du Conseil Supérieur pour l'exercice 1932, chapitre I, article 4 " Matériel". Il serait donc désirable que l'ensemble de l'opération intérieure soit faite avant le 31 Mars 1933.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

LE SECRETAIRE GENERAL,

*J. G. Goussier*

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE

FRANÇAISE

Secrétariat

27 MAR 1933

PARIS, LE

22 Mars 1933.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir virer au credit de la Compagnie P.L.M. la somme de QUATRE MILLE QUATRE VINGT ONZE FRANCS cinquante sept cents). (4.091 frs 57), par prélèvement sur les crédits du Secrétariat Général du Conseil Supérieur des chemins de fer, Chapitre I, Article 4 "Matériel" de l'Exercice 1932, pour cession au Conseil Supérieur des chemins de fer, selon accord verbal entre les Services financiers (M.M. BERNARD et BRANDIN), l'Economat (M. LEGROS) et le Secrétariat général du Conseil Supérieur des chemins de fer, des objets figurant sur l'avis d'envoi d'objets de l'Economat N° 2074 du 31 Octobre 1927.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma parfaite considération.

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS,

C. Bonettaury

Monsieur le Chef des Services Financiers de la <sup>1</sup>ie P.L.M.

Valeur de rachat à la Compagnie P.L.M.  
par le Conseil Supérieur des Chemins de fer,  
au 31 Décembre 1932,  
du Mobilier de cet organisme.

---

Montant à l'inventaire à fin 1932 .....	94.830,35
Excédent des charges réelles sur les loyers perçus de 1923 à 1932 .....	6.094,04
	<hr/>
	100.924,39

à déduire :

Amortissement financier compris dans les charges, de 1923 à 1932, du capital afférent au mobilier inventorié.....	2.015,82
	<hr/>
Net .....	<u>98.908,57</u>

(à la C<sup>u</sup> PLM par le Conseil Supérieur de CF.)  
Valeur de rachat, au 31 décembre 1932,  
du Mobilier ~~du Conseil Supérieur de CF~~  
de cet organisme.

Montant à l'inventaire à fin 1932 94.830,35

Excédent des ~~dépenses~~ charges réelles sur  
les loyers perçus de 1923 à 1932

6.094,04

---

100.924,39

à déduire :

Amortissement financier compris  
(de 1923 à 1932, de capital  
dans les charges, ~~les supposant amorti-~~  
afférent au mobilier inventorié -  
~~à 50 ans à un taux minimum de 7%~~)

2.015,82

Net

---

98.908,57

---

Copie remise, au Conseil supérieur  
le 16/3/33, au nom de M. Bonst-Mauray,  
comme suite au renseignement  
demandé à M. Vauvois.

---



M<sup>r</sup> Vainois

Proposer au Comité supérieur la solution  
suivante, qui sous entend le paiement normal  
de la location à 10% à fin 1932 =

Montants à l'inventaire à fin 1932 (94850<sup>+</sup>)

Exclusion des dépenses sur les loyers  
perçus à 1922 à 1932 (6000)

à déduire :

Amortissement financier compris dans les  
charges (on suppose l'amortissement en 10 ans  
à un taux effectif de 7% inférieure) (4000)  
sur état des mouvements annuels  
l'inventaire

Net à payer

28/2/33



$$a_7^{\sqrt{0}} = 0,072.459.85$$

$$1^{\text{er}} \text{ amortissement: } m_1 = \frac{1}{v_7^{\sqrt{0}}} = \frac{1}{406,528.929.47} = 0,002.459.849.5$$

p	amort <sup>t</sup> m <sub>p</sub>
1	0,002.459.849.5
2	0,002.632.039.0
3	0,002.816.281.7
4	0,003.013.421.4
5	0,003.224.360.9
6	0,003.450.066.2
7	0,003.691.570.8
8	0,003.949.980.8
9	0,004.226.479.5
10	0,004.522.333.1
" 0,0048 38'896	

	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	Ensemble
	fin 1922: 5.112,54 fin 1928: 3.464,92 fin 1929: 1.888,46	fin 1923: 51.532,78 fin 1928: 50.790,82 fin 1931: 39.031,32 fin 1932: 34.922,49	fin 1924: 10.881,95 fin 1931: 7.933,45	fin 1925: 335,05 fin 1931: 336,70	fin 1926: 5.638,06 fin 1931: 2.519,86	fin 1927: 5.638,06 fin 1931: 2.519,86	fin 1928: 5.638,06 fin 1931: 2.519,86	fin 1929: 5.638,06 fin 1931: 2.519,86	fin 1930: 5.638,06 fin 1931: 2.519,86	fin 1931: 45.009,02	Amortissement financier compris dans les charges annuelles (calculé à 7%).
1923	amort: 370,454 12,576	amort: -	amort: -	amort: -	amort: -	amort: -	amort: -	amort: -	amort: -	amort: -	12,576
1924	13,456	3.734,058 126,763	-	-	-	-	-	-	-	-	140,219
1925	14,398	135,636	788,504 26,768	-	-	-	-	-	-	-	176,802
1926	15,406	145,131	28,642	-	-	-	-	-	-	-	189,179
1927	16,485	155,290	30,647	24,278 0,824	-	-	-	-	-	-	203,246
1928	17,639	166,160	32,792	0,882	-	-	-	-	-	-	217,473
1929	251,068 12,791	3.680,295 175,232	35,087	0,944	408,533 13,869	-	-	-	-	-	237,923
1930	136,838 7,459	187,498	37,543	1,010	14,840	-	-	-	-	-	248,350
1931	7,982	200,623	40,171	1,080	15,878	-	-	-	-	-	265,734
1932	8,540	2.828,204 164,965	574,857 31,337	24,397 1,162	182,589 7,593	3.261,347 110,715	118,465	324,312	249,015	337,433	2.015,814
1933	9,138	2.530,478 142,868	33,531 262,987	1,243 5,902	52,180	110,715	-	-	-	-	-
	126,732	157,981 1.457,298									



Dépenses en Principales  
+ F. g. AC et Ch. d'Année  
I+A+FA =

	1922	1923	1924	1926	1928	1931
à fin 1922	5112,54					
	434,57					
à fin 1923	5112,54	51.532,78				
	434,57	3.947,41				
à fin 1924	5112,54	51.532,78	10.881,95			
	434,57	3.947,41	898,85			
à fin 1925	5112,54	51.532,78	10.881,95			
	434,57	3.947,41	898,85			
à fin 1926	5.112,54	51.532,78	10.881,95	335,05		
	434,57	3.947,41	898,85	39,84		
à fin 1927	5112,54	51.532,78	10.881,95	335,05		
	434,57	3.947,41	898,85	39,84		
à fin 1928	3.464,92	50.790,82	10.881,95	335,05	5638,06	
	294,52	3.890,58	898,85	39,84	466,27	
à fin 1929	1.888,46	50.790,82	10.881,95	335,05	5638,06	
	160,52	3.890,58	898,85	39,84	466,27	
à fin 1930	1.888,46	50.790,82	10.881,95	335,05	5.638,06	
	160,52	3.890,58	898,85	39,84	466,27	
à fin 1931	"	39.031,32	7.933,45	336,70	2.519,86	
	"	2.989,80	655,30	40,03	208,39	
à fin 1932	"	34.922,49	7.933,45	336,70	2.519,86	
	"	2.628,06	-	-	-	

Dépréciation sur objets reversés

année d'entrée	1922	1923	1924	1928	Ensemble
1928	1.210,25	362,11	"	"	1.572,36
1929	1.212	"	"	"	1.212
1931	1.806,25	8.355,74	2.418,77	2.535,99	15.116,75
					17.901,11

Charges annuelles  
I+A+FA

Loyer pignon

1923	434,57	399,08
1924	4.381,98	4.042,57
1925	5.280,83	4.848,74
1926	5.280,83	4.848,74
1927	5.320,67	6.786,23
1928	5.320,67	7.111,08
1929	5.590,06	6.953,43
1930	5.458,06	6.953,43
1931	5.456,06	9.483,03
1932	6.580,56	9.483,03
	6.265,82	9.072,18
	49.102,29	51.426,33
		60.909,36

Charges I+A+FA sur  
montant des dépenses en principal  
non majorés du pair d'AC et charges  
de l'année -

10% du montant des dépenses  
en principal augmenté de  
pair d'AC et charges de l'année

Charges annuelles	49.102,29
dépréciation	17.901,11
	67.003,40
Loyers pignon	- 60.909,36
	6.094,04

\* Détermination par année d'inscription et d'inventaire et détermination de la valeur au

31-12-1932 en adoptant la répartition de 1/40 par année

Année d'entrée	Valeur d'entrée	Nombre d'années jusqu'au 31-12-32	Valeur résiduelle (coefficient de réduc. - 1/40)	Valeur résiduelle (coefficient de réduc. - 1/20)
1923	39.031,32	9	30.249,27	2.1467,23
1924	7.933,45	8	6.346,76	2.4760,07
1926	336,70	6	286,20	2.235,69
1928	2.519,86	4	2.267,87	2.015,89
1931	45.009,02	1	43.883,79	42.758,57
	94.830,35		83.033,89	71.237,45

M<sup>r</sup> Bernard

Mobilier du Conseil Supérieur des C.F.

M<sup>r</sup> Bonet-Maury a fait demander officiellement  
à quel prix le PLM consentirait à céder au Conseil  
Supérieur le mobilier qu'<sup>il</sup> utilise d'qui est, actuellement  
à l'inventaire PLM -

Le présent exposé a pour objet de fixer les bases d'une  
évaluation

11-2-33

RV



Mobilien des Conseil Supérieur des Chemins de fer (C.S.)

~~Par note en date du 19-VI-1922, M<sup>r</sup> le Conseil d'Etat, Directeur  
général de C.F., commissaire du gouvernement, nous faisait connaître  
qu'il acceptait les -~~

Lors de la création de organismes communs aux grands Réseaux, il fut décidé que les opérations de Trésorerie et de Comptabilité y relatives seraient confiées à la Cie PLM. ~~Cette Cie~~ ~~Il fut donc~~ ~~les~~ ~~propositions correspondantes~~ Le PLM ouvrirait en conséquence au nom de chacun d'eux de ces organismes un compte courant sans intérêt destiné à recevoir :

au crédit : la provision trimestrielle à demander aux grands Réseaux

au de l'it : les dépenses à savoir :

- 1° - les frais généraux, devant être liquidés annuellement et à motifs -  
2° - les frais d'installation, devant figurer à l'inventaire et donner lieu à des charges annuelles en intérêt, amortissement et frais accessoires

En ce qui concerne les objets mobiliers inscrits à l'inventaire, le CS de <sup>travaux</sup> ~~travaux~~ dans une situation particulière. Alors que, pour les autres organismes communs, les dépenses de même nature ont été complètement amorties de la 1<sup>re</sup> année, ~~suivant les dispositions ci dessus rappelées~~, pour le C.S. le PLM a avancé, de 1922 à 1926 inclus, la totalité <sup>le</sup> du montant de ces dépenses et ~~ce n'est~~, pour ces années, <sup>seuls</sup> ~~que~~ l'intérêt et l'amortissement <sup>des des dépenses ont été</sup> qui ont figuré <sup>supportés</sup> par le C.S. - dans les comptes -

nous avons fait remarquer au Secrétaire G<sup>r</sup> du CS, par lettre du 25 mars 1927,  
 que cette méthode était compliquée et qu'en outre, étant donné les taxes  
 pratiquées à l'époque sur nos obligations, l'amortissement ne figurait  
 dans le annuité payée que pour une somme infime, et  
 même pas la dépréciation des objets mis hors d'usage - nous lui proposons  
 soit de se rallier à la manière de faire la méthode acceptée par les autres organes nos  
 délégués, de soit que nous <sup>de faire</sup> ~~soient~~ <sup>entrent</sup> le mobilier du CS dans l'immeuble  
 PLM et que <sup>et de</sup> ~~nous~~ demandons au CS un loyer pour l'usage de ce mobilier.

C'est cette seconde proposition qui a été acceptée p. le C.S. ~~tel que~~  
~~exposée~~ le dernier à accepter qui le ~~second~~ <sup>salon</sup> fut fixé à 10%  
de la valeur du mobilier porté à l'inventaire du résan PLM, ce dernier  
devant assurer ~~à son~~ à ses frais le remplacement des objets mis  
hors de service.

C'est ainsi que le loyer afférent à l'exercice 1931 s'élève à 9.483,03 -  
le C.S. a fait observer que ce montant lui paraissait élevé et,  
récemment, a demandé officiellement à quelle conditions pourrait  
être réalisé la reprise par lui de l'ensemble du mobilier actuellement  
à l'inventaire PLM.

Le tableau ci joint a pour objet de fixer la situation actuelle ainsi que  
les bases d'un décompte à proposer au C.S.

On voit que le compte d'exploitation PLM a, depuis

l'origine, supporté les charges suivantes

Charges annuelles de capital (E+A+FA) .....	49.102,29
Dépréciation des objets renversés .....	17.901,11
Ensemble .....	67.003,40
Donc il y a lieu de déduire le montant des loyers encaissés .....	51.426,33
Reste .....	15.577,07

D'autre part, le montant à l'inventaire du mobilier du  
C.S. versé à fin 1931 à ..... 94.830,35

Ce montant peut être réparti en tenant compte des dates  
d'entrée et en comptant la dépréciation annuelle de

1/40 à .....	83.033,89
1/20 à .....	71.237,45

La somme à demander au C.S. serait de :

dans le premier cas	$15.577,07 + 83.033,89 = 98.610,96$
dans le second cas	$15.577,07 + 71.237,45 = 86.814,52$

Il semble qu'on pourrait adopter ce dernier chiffre comme ordre de  
grandeur et proposer au C.S. la somme de 85.000 f.

Cette valeur s'entend au 31 décembre 1932 -

A mon avis, il  
faut adopter soit la  
solution purement  
comptable, soit la  
solution industrielle,  
mais pas un mélange  
des deux solutions.  
La solution comptable  
donnerait comme  
valeur à fin  
 $94.830,35 + 15.577,07$

$110.407,42$   
La solution industrielle  
consisterait en une  
valorisation des objets  
aux fins actuels, suivie  
d'une dépréciation, aux 1/40  
par exemple - pour les  
calculs dans cette solution  
comme il a été fait pour  
la zone plaquée au  
1<sup>er</sup> janvier

20/2/33



Amortissement des Dépenses

D'Établissement et D'Installation

---

# Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Service de la Comptabilité Générale et des Finances

1<sup>ère</sup> Division - 2<sup>ème</sup> Bureau

Motif de l'écriture: Montant du loyer pour l'exercice 1931 du mobilier du Conseil  
Supérieur des Chemins de fer, Soit : 94 830.35 x 0,10 =

(Lettre du 5 sept embre 1927 du Conseil Suéprieur des Chemins de fer )-

94 830.03

Application

Débit

Conseil Supérieur des Chemins de fer

94 830.03
-----------

Vérifié:  
Seyrard

Le  
Le Chef de Division

Mun

Crédit

Opérations à régler de G. & L. Divon  
SS services généraux

94 830.03

Réglé par Virement N° 1280  
du mois de décembre 1931  
Paris, le 14 mars 1932

Le Chef de Bureau

E. Jarry



a jointe

au verso

du Conseil Supérieur

des Chemins de fer

72622

Lumière Korea

~~6~~

629202962

1981

A

5510 745 44

B

78128 4,18

Prais gen<sup>x</sup> d a.c. = 0.529041 719.8

haus de cp. 0,018.7588044  
de l'erie année

Conseil Supérieur des Chemins de fer

Entrées ——— 43.947<sup>f</sup> 75

Sorties ——— 18.893<sup>f</sup> 75

————— 25.054<sup>f</sup> „

Reprise Solde débiteur au 31 Décembre 1930 — 66.691<sup>f</sup> 52

Solde débiteur au 31 Décembre 1931. 91.745<sup>f</sup> 52

43155

	Entrées	Sorties
1922		1 811 25
1923		11 276 37
1924		2 820 15
1925		2985 99
1926	43 947 75	

Année 1929

Compte Mobilier du Conseil Supérieur des Ch. de fer.

Reprise du Solde débiteur  
au 31 Décembre 1928. — 68.203,52

Crédit, facture 16°  
3002 de février 1929  
(Virement 16° 10.234) — 1.512,52

Solde débiteur  
au 31 Décembre 1929 — 66.691,52



- 1928 -

Eaux de frais gén. \* d' A C = 0,405.623.799.6%

Eaux de charges de 1<sup>re</sup> année : 4,068.826.235 %

Services Généraux

Opérations effectuées en 1928  
au Compte "Mobilier"  
pour le C<sup>te</sup> du Conseil Supérieur des Chemins de Fer

(Sommes comprises dans le Compte "Mobilier" de l'Adm C<sup>le</sup>).

Année	Mois	Débit		Crédit	
1928	Mars	4.219	74	2.292	36
"	Juin	882	"	"	"
"	Nov <sup>bre</sup>	294	"	"	"
Totaux :		5.395	74	2.292	36

M. J. J. de 12<sup>es</sup> Cl.

208.40  
1894 30  
420 01  

---

2522 71

au Titulaire

O à R + 48438.30 x

Cours Supérieur 2522,71 x

---

50961 01

Charges à approuver 14139,13 x

M. 890 Août 1927

Frais généraux 2<sup>es</sup> Cl. a  
Charges de 1<sup>er</sup> année de Maternelle

à S. L. N. 207.45

Ch. A. ap. 2522,71

65 100 14

+

2762 18

628 62 32

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme suit à votre lettre du 7 juillet courant  
j'ai l'honneur de vous indiquer ~~la somme~~  
~~la somme forfaitaire location forfaitaire~~ du mobilier du  
Conseil Supérieur du Chemin de fer soit été déterminée  
insistant que le montant exact de la location du  
Mobilier du Conseil Supérieur du Chemin de fer est  
de frs 6.986,23. étant entendu que cette somme  
serait majorée dans le cas d'augmentation du mobilier  
actuellement en service.

Je vous confirme que le Comptable P. L. assure  
à son frais le remplacement des objets d'inventaire  
non hors de service.

Le montant actuel de la location a été déterminé  
Comme suit :

Année dans laquelle a eu lieu la dépense d'acquisition	Dépense en principal	Frais généraux d'Administration Cent.		Charges de 1 <sup>re</sup> année		Ensemble (Col. 2 + 4 + 6)
		Taux %	Montant	Taux % (Obligations)	Montant (Col. 2 + 4 + 6)	
1	2	3	4	5	6	7
1922	4.903,50	0,359.661.28	17,64	3,889.436.47	191,40	5.112,54
1923	49.459,49	0,374.679.33	185,31	3,802.969.17	1.887,98	51.532,78
1924	10.422,15	0,318.607.88	33,21	4,080.148.78	426,59	10.881,95
1926	315 -	0,408.653.85	1,29	5,932.655.21	18,16	335,05
						41.862,32
1928	5.395,74	0,405.623.80	21,89	4.065.826.24	220,43	
1931	113.947,75 1.811,25		651		9.010	



## Immobilier du Comité Supr. des d. de p.

En vertu des accords de 1927, le mobilier du Comité Supr. des d. de p. appartient au P.L.M. et figure à l'inventaire de l'Ad<sup>m</sup> Centrale de la Cie.

Le P.L.M. prend à sa charge l'entretien et la dépréciation du dit mobilier. Il reçoit un loyer fixe à 10% des sommes payées à l'inventaire.

Comme il s'agit d'impôts dans nos comptes :

1°) Le loyer versé au Comité Supérieur

2°) les dépenses d'entretien et les dépréciations en cas de <sup>événement</sup>

A mon avis, les loyers devraient être portés aux Revenus de II<sup>e</sup> (par analogie, avec les igls onéreux, dans le domaine immobilier, pour le loyer versé des tiers)

Quant aux dépenses d'entretien et les dépréciations, ils doivent être imputés aux Dép. de I<sup>re</sup> - Art 4, ainsi que ~~les dépenses~~ q'il en fait pour les dépréciations du mobilier concernant les services d'Adm<sup>e</sup> Centrale.

(Jusqu'à présent, toutes les dépenses étaient imputées au Chap<sup>e</sup> à appliquer, ce qui ne paraît guère justifié)

Copie adressée au  
3<sup>e</sup> Bureau le 11 Janvier 1930.

10/1/30

h3

12 Décembre 1929

Monsieur l'Econome,

Vous avez bien voulu me faire parvenir la facture ci-jointe, datée du 30 Novembre 1929, sous le n° 53, qui s'élève à 2.419<sup>f</sup>89 pour remplacement et réparations partiels du tapis du Conseil Supérieur des Chemins de fer, 70 bis rue d'Amsterdam.

J'ai l'honneur de vous signaler que dans l'accord qui a été conclu par nos échanges de lettres du 16 Juillet au 4 Novembre 1927 il a été prévu:

1°) que le loyer très élevé de 10% supporté par le Conseil Supérieur comporte les frais d'amortissement du mobilier qui est totalement pris en compte par la Compagnie P.L.M.

2°) La Compagnie P.L.M. remplace à ses frais les objets mis hors<sup>de</sup> service

Dans ces conditions, la remise en état du tapis du Conseil Supérieur des chemins de fer ne saurait lui incomber et la valeur des dépenses effectuées ne saurait être imputée aux dépenses de 1er établissement. (s)

Je vous retourne donc l'ensemble de vos factures non acceptées.

Veillez agréer, Monsieur l'Econome, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef des Services Administratifs  
Signature

à Monsieur l'Econome de la Compagnie P.L.M.

Service  
de la Comptabilité Générale  
et des Finances.

1<sup>re</sup> Division  
2<sup>e</sup> Bureau

Nota - Le destinataire doit dater, signer, détacher et retourner  
de suite ce récépissé au Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances P. L. M.

Cette facture doit, dans tous les cas être acceptée telle quelle.  
En cas de contestation, on établit le mois suivant, s'il y a lieu,  
une facture rectificative.

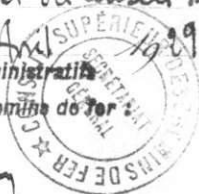
Conseil Supérieur des Chemins de fer

Je soussigné, déclare reconnaître exacte la Facture  
de Débit N<sup>o</sup> 9 s'élevant à la somme de sept mille  
cent onze francs 08  
pour loyer forfaitaire pour l'année 1928 du mobilier du Conseil Supérieur  
à Paris le 24 Avril 1929.

24 AVR 1929

Le Chef des Services Administratifs  
du Conseil Supérieur des Chemins de fer :

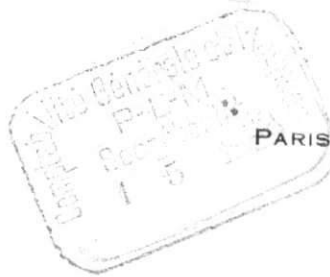
C. Bonetta



CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



PARIS LE 24 Avril 1929

2  
✓  
Monsieur le Directeur,

En réponse à votre lettre n° 222 E.E. du 8 Avril 1929, j'ai l'honneur de vous retourner ci-joint l'acceptation de la facture de 7.111 frs 08 du 8 Mars 1929 pour le loyer du mobilier du Conseil Supérieur en 1928. Le décompte en est exact. Je vous signale cependant que l'expérience semble montrer que les accords dont nous sommes convenus en 1927 aboutissent à des charges de loyer très élevées pour le Conseil Supérieur, et je serais peut être amené par la suite à vous demander d'envisager, soit un amortissement plus rapide si les disponibilités le permettent en fin d'exercice, soit une réduction du taux forfaitaire du loyer.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS,

C. Bonétton

Monsieur BARRIOL.



COPIE

Dans le cas contraire, nous serions amenés à reprendre la méthode normale des Réseaux consistant à vous faire supporter la charge d'amortissement des emprunts et l'amortissement industriel par remplacement, ce qui nous paraît en définitive probablement plus onéreux pour le Conseil.

Monsieur le Secrétaire Général,

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma haute considération.

222 E.B.

En réponse à votre lettre du 20 Mars dernier, ne retournant, non acceptée, la facture de débit n° 9 O.C. de frs ... 7.III,08 représentant le loyer forfaitaire, pour l'année 1928, du mobilier mis à la disposition du Conseil Supérieur des Chemins de fer, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la somme facturée résulte des accords qui ont été passés en 1927 ; par votre lettre du 5 Septembre 1927 qui terminait la correspondance engagée au sujet de l'amortissement du matériel, vous avez en effet accepté le décompte relatif au loyer dû par le Conseil Supérieur pour le matériel à fin 1926.

La facture correspondant aux dépenses à fin 1928 a été établie exactement dans les mêmes conditions en ajoutant au principal les frais généraux et les charges de 1<sup>re</sup> année que nous supportons nous-mêmes ; je ne crois pas que nous puissions revenir sur une question qui a été déjà longuement étudiée et discutée et je pense qu'après nouvel examen, vous voudrez bien me renvoyer la facture ci-jointe avec votre acceptation.

Dans le cas contraire .....

Monsieur le Secrétaire Général du CONSEIL SUPERIEUR des CHEMINS de FER  
70 bis, rue d'Amsterdam à PARIS.

COPIE

Dans le cas contraire, nous serions amenés à reprendre la méthode normale des Réseaux consistant à vous faire supporter la charge financière des emprunts et l'amortissement industriel par remplacement, ce qui je crois, serait en définitive probablement plus onéreux pour le Conseil Supérieur.

Monsieur le Secrétaire Général

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de

nos sentiments distingués

non acceptée, la facture de débit n° 20.0.0. de frs ... 7.111,08

DE LA COMPTABILITE GÉNÉRALE & DES FINANCES

Barriot

I'annonce de votre facture constatant que la somme facturée relative aux  
accords qui ont été passés en 1927 ; par votre lettre du 5 septembre  
1927 qui terminait la correspondance engagée au sujet de l'amortisse-  
ment du matériel, vous avez en effet accepté le décompte relatif  
au foyer de par le Conseil Supérieur pour le matériel à fin 1926.  
La facture correspondant aux dépenses à fin 1926 a été établie  
exactement dans les mêmes conditions en ajoutant au principal les  
intérêts généraux et les charges de l'année que nous supportons  
nous-mêmes ; je ne crois pas que nous puissions revenir sur une  
question qui a été déjà longuement étudiée et discutée et je  
pense qu'après nouvel examen, vous voudrez bien ne renvoyer la  
facture ci-jointe avec votre acceptation.

Dans le cas contraire

Monsieur le Secrétaire Général du COMITÉ SUPÉRIEUR des CHS INS de l'EN  
70 bis, rue d'Amsterdam à PARIS.



DE

## Paris à Lyon et à la Méditerranée

Registre du Commerce de la Seine - N° 79.649

*SERVICE*  
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE  
ET DES FINANCES

Téléphone { CENTRAL 48-85  
                  } LOUVRE 06-54

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : BARVAL-PARIS

88, Rue Saint-Lazare, 88  
(PARIS. 9<sup>E</sup>)

Nº                      **E.B.**

*à rappeler en cas de réponse*

PARIS, le 6 Avril 1929.

Monsieur le Secrétaire Général,

En réponse à votre lettre du 20 Mars dernier, me retournant, non acceptée, la facture de débit n° 9 O.C. de frs ... 7.III,08 représentant le loyer forfaitaire, pour l'année 1928, du mobilier mis à la disposition du Conseil Supérieur des Chemins de fer, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la somme facturée résulte d'un décompte absolument conforme à celui que je vous ai adressé le 23 Juillet 1927 et sur lequel vous m'avez donné accord par lettre du 5 Septembre suivant.

Je ne vois, en conséquence, aucune possibilité de modifier  
le montant de la facture précitée et ne puis que vous la retour-  
ner, en vous priant de me faire parvenir votre acceptation.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression  
des sentiments distingués.

LE CHIEF DU SERVICE  
DE LA COMPTABILITE GÉNÉRALE & DES FINANCES

Monsieur le Secrétaire Général du CONSEIL SUPERIEUR des CHEMINS de FER  
70 bis, rue d'Amsterdam à PARIS.

En réponse à votre lettre du 20 Mars dernier, me retournant, non  
accepté, le factum de débit n° 9 o.c. de francs 7111.08 représentant  
le legs légué, pour l'année 1928, de mobiliers mis à la disposition  
de l'ami défunt des chemins de fer, j'ai l'honneur de vous faire  
connaître que le dit factum résulte d'un décompte absolument  
conforme à celui que je vous ai adressé le 23 Juillet 1927 et qui ~~est~~ <sup>est</sup>  
lequel vous m'avez donné accord par lettre du 5 Septembre dernier.

J'en vois, en conséquence, aucune possibilité de modifier le montant  
de la part que j'ai pu vous le retourner, ce me paraissant  
de ne pas pouvoir votre acceptation.

Veuillez agréer.

Monsieur le Sec. <sup>re</sup> Gén.

Veuillez agréer, M<sup>r</sup> le Sec. Gén., l'expression de mes  
sentiments distingués -



CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 20 Mars 1929

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la facture de débit n° 9 OC (1<sup>e</sup> Division - 2<sup>e</sup> Bureau) s'élevant à 7.111<sup>f</sup>,08, que vous avez bien voulu me faire parvenir au titre de loyer forfaitaire pour l'année 1928 du mobilier que votre Compagnie met à la disposition du Conseil Supérieur des chemins de fer.

Par échange de lettres du 5 Septembre 1927, nous étions convenus qu'il serait versé, chaque année, à votre Compagnie, 10 % de la valeur au 31 Décembre du mobilier mis à la disposition du Conseil Supérieur.

A la date du 31 Décembre 1928, cette valeur, compte tenu des achats et reversements intervenus au cours de l'exercice, était de..... 68.203 frs 52

La somme que le Conseil Supérieur doit

verser est de..... 6.820 frs 35

La différence avec la facture que vous avez bien voulu m'expédier s'explique, si je suis bien informé, parce qu'on a fait

Monsieur BARRIOL, Directeur de la Comptabilité Générale et des Finances  
de la Compagnie P.L.M.

rentrer dans la valeur du mobilier :

Frais généraux d'A.C.....	250 <sup>f</sup> ,99
Chargés de 1 <sup>ère</sup> année.....	<u>2.656,29</u>

2.907,28

soit, en plus, à payer par le Conseil Supérieur : 290<sup>f</sup>,72

Ces majorations qui sont sans doute d'usage à l'intérieur de votre Compagnie ne correspondent pas à l'accord de Septembre 1927, qui prévoit que le versement de 10 % représente la redevance forfaitaire globale du Conseil Supérieur. Je vous rappelle que cet accord a déjà abouti pratiquement à faire passer le loyer en question de 7,5 % environ à 10 %, ce qui vous explique qu'il n'est pas possible d'étendre encore les charges que supporte le Conseil Supérieur de ce chef.

Je vous retourne ci-joint, votre facture du 8 Mars 1929, en vous priant de bien vouloir la rectifier dans ce sens.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

**Le Chef des Services Administratifs**  
**du Conseil Supérieur des Chemins de fer :**

*C. Bonétte*

Vu M. Bonet Maury.

le 24/4/29

M B.M. craignait que les trois gr.  
(Economat) ne fassent double  
emploi avec les trois gr d'A.C. --  
Je lui ai dit que non --



PARIS, LE 5 SEP 1927

Monsieur le Directeur,

En réponse à votre lettre n° 289 E.B du 23 Juillet 1927, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis d'accord pour le paiement annuel par le Conseil Supérieur des Chemins de fer, d'un loyer forfaitaire fixé à 10 % des valeurs d'inventaire de son mobilier.

Ce mobilier sera pris en inventaire par la Cie P.L.M. qui remplacera les objets mis hors de service et procédera aux augmentations de mobilier éventuellement nécessaires.

Dans l'état actuel du mobilier, le loyer annuel est fixé à 6.786 Fr 25.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée.

LE SECRETAIRE GENERAL,



à Monsieur BARRIOL, Directeur de la Comptabilité Générale et des Finances  
de la Cie P.L.M.



# situation du mobilier du Conseil supérieur des chemins de fer à fin 1928.

Detail des opérations	Année dans laquelle a eu lieu la dépense					Totaux
	1922	1923	1924	1926	1928	
Valeur du mobilier à fin 1927	4 903,50	49.459,49	10 422,15	315, "	"	65 100,14
Reversement au le Conseil supérieur en 1928 :						
1 machine type Glover n° 57.277...	1 200, "					1 200, "
1 machine à agrafes pour relier les brochures	262,50					262,50
10 chargeurs p <sup>r</sup> machine à agrafes	57,75					57,75
1 table sapin 350 x 100 démontable, pieds tournants		420,50				420,50
1 tapis de table drap vert et franges..		281,61				281,61
Mobilier livré au Conseil sup <sup>r</sup> en 1928 :						
1 Tapis moquette unic bois en 70 <sup>cm</sup> 65/102 couture pose et triboude...					2 985,99	2 985,99
1 Bateau Wellasley chêne ciré maroquin chavane					1 233,75	1 233,75
1 Classeur chêne à volets à 3 rangées de 11 cases - h <sup>r</sup> 1 <sup>m</sup> 50					882, "	882, "
1 porte copie n° 1 Rolitho					294, "	294, "
situation à fin 1928...	3 323,25	48 747,38	10 422,15	315, "	5 395,74	68 203,52

Décompte du loyer du mobilier ci-dessus :

Dépenses en principal à fin 1928..	68 203,52
Frais généraux d' G. C. ....	250,99
Charges de 1 <sup>re</sup> année .....	2 656,29
	<u>71 110,80</u>

Loyer forfaitaire annuel: 71.110,80 x 10 % = ..... 7.111,08

# Montant du loyer à la charge du Conseil Supérieur des Chemins de fer.

Année dans laquelle a eu lieu la Dépense 1	Dépense en principal 2	Frais généraux d'Adm <sup>on</sup> Centrale 3	Charges de l'année 4	Ensemble (col 2 + 3 + 4). 5
1922	3 323,25	11,95	129,72	3.464,92
1923	48.747,38	182,65	1.860,79	50.790,82
1924	10.422,15	33,21	426,59	10.881,95
1926	315, -	1,29	18,76	335,05
1928	5.395,74	21,89	220,43	5.638,06
				71.110,80
Loyer annuel forfaitaire : $71.110,80 \times 10\% =$				7.111,08

COPIE

289 EB

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme suite à votre lettre du 7 Juillet courant, j'ai l'honneur de vous informer que le montant exact de la location du mobilier du Conseil Supérieur des Chemins de fer est de Frs. 6.786,23 étant entendu que cette somme serait majorée dans le cas d'augmentation du mobilier actuellement en service.

Je vous confirme que la Compagnie P.L.M. assurera à ses frais le remplacement des objets d'inventaires mis hors de service.

Le montant actuel de la location a été déterminé comme suit

Année dans laquelle a eu lieu la dépense d'acquisition.	Dépense en principal	Frais généraux d'Administration Centrale	Charges de lère année	Ensemble (col. 2 + 3 + 4)
1	2	3	4	5
1922	4.903,50	17,64	191,40	5.112,54
1923	49.459,49	185,31	1.887,98	51.532,78
1924	10.422,15	33,21	426,59	10.881,95
1926	315,--	1,29	18,76	335,05
	65 100 14	232 45	2 524 73	67.862,32

Loyer annuel forfaitaire :  $67.862,32 \times 10 \% = 6.786,23$

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments distingués.

ad  
LE CHEF DU SERVICE  
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE DES CHEMINS DE FER

Brochu

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil Supérieur  
des Chemins de fer, 70 bis, rue d'Amsterdam, à PARIS.

# Service de la Comptabilité Générale et des Finances.

1<sup>ère</sup> Division -- 2<sup>ème</sup> Bureau

## Motif de l'écriture :

Charges de 1<sup>re</sup> année et frais généraux d'Administration Centrale incombant au mobilier du Conseil Supérieur des chemins de fer pris en charge par notre Compagnie.

2.762.<sup>fr</sup> 18

## Application

Débit	Crédit
Frais généraux d'A.C. et charges de 1 <sup>re</sup> année du matériel - - - - - 2.762. <sup>fr</sup> 18	Charges à appliquer - - - - - 2.524. <sup>fr</sup> 73
	Services Généraux n° - - - - - 237. <sup>fr</sup> 15

Règlé par virement n° 870.  
du mois d. 1. Aout. . . 1927.

verifié  
B

LE CHÉF DU SERVICE  
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE & DES FINANCES

*Camus*

Paris, le 30 Septembre. 1927

*Morin*



COPIE

Monsieur le Secrétaire Général,

289 EB

Comme suite à votre lettre du 7 Juillet courant, j'ai l'honneur de vous informer que le montant exact de la location du mobilier du Conseil Supérieur des Chemins de fer est de Frs. 6.786,23 étant entendu que cette somme serait majorée dans le cas d'augmentation du mobilier actuellement en service.

Je vous confirme que la Compagnie P.L.M. assurera à ses frais le remplacement des objets d'inventaires mis hors de service.

Le montant actuel de la location a été déterminé comme suit :

Année dans laquelle a eu lieu la dépense d'acquisition.	Dépense en principal	Frais généraux d'Administration Centrale	Charges de 1ère année	Ensemble (col. 2 + 3 + 4)
1	2	3	4	5
1922	4.993,50	17,64	191,40	5.112,54
1923	49.459,49	185,31	1.887,98	51.532,78
1924	10.422,15	33,21	426,59	10.881,95
1926	315,--	1,29	18,76	335,05
				<u>67.862,32</u>

Loyer annuel forfaitaire :  $67.862,32 \times 10 \% = 6.786,23$

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments distingués.

*adj.*  
LE CHEF DU SERVICE  
DE LA COMPTABILITE GÉNÉRALE & DES FINANCES

*Brochu*

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil Supérieur  
des Chemins de fer, 70 bis, rue d'Amsterdam, à PARIS.

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER  
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

PARIS, LE 7 juillet 1927

70 BIS, RUE D'AMSTERDAM (9<sup>E</sup>)

TÉL. LOUVRE 61-09



M. Brandy  
nouveau en parlons  
11/7 cy

Monsieur le Directeur,

En réponse à votre lettre n° 217 E.B. du 14 juin 1927, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis disposé à accepter votre proposition, ~~de~~ payer, pour la location du mobilier du Conseil Supérieur des Chemins de fer, un loyer et un amortissement annuel forfaitaire de 10 % de sa valeur, bien que ce taux soit supérieur à celui des amortissements actuellement à la charge du Conseil Supérieur qui est de 8,5 % environ. Je vous serais obligé de m'indiquer, pour acceptation définitive, le montant exact de la dépense annuelle qui en résultera pour le Conseil Supérieur et de me confirmer que la Compagnie P.L.M. assurera à ses frais le remplacement des objets d'inventaires mis hors de service.

Le Comité  
d'acceptation  
et pour annuler  
les cent  
11/7 cy

J'ajoute que je suis également prêt à envisager le mode d'imputation en usage à la Compagnie P.L.M. et qui semble avoir votre préférence; pour me permettre d'en apprécier les conséquences financières, je vous demanderai de bien vouloir me faire connaître le montant des charges annuelles qui en résulterait pour le Conseil Supérieur.

non!  
il ne s'agit pas de  
qu'il n'est  
pas d'annuler  
mais d'indiquer et nous  
réviser la dépense

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

à Monsieur BARRIOL, Chef du Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances Cie P.L.M.

COPIE

Monsieur le Secrétaire Général,

218 E.B.

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre du 26 Avril 1927 relative aux charges afférentes aux objets mobiliers nécessaires au Conseil Supérieur des Chemins de fer.

Il est regrettable que vous ne puissiez pas accepter le mode d'imputation qui a été adopté par tous les autres organismes communs aux Grands Réseaux et qui implique l'amortissement immédiat de ces objets.

Il est vraisemblable que vous refuseriez également d'adopter le mode d'imputation en usage à la Compagnie P.L.M. et qui consiste à porter dans les charges financières l'intérêt et l'amortissement des emprunts de couverture et à liquider dans les dépenses d'exploitation la valeur des objets rayés de l'inventaire.

Je suis en conséquence amené à vous proposer un loyer comportant un amortissement annuel forfaitaire tel qu'il est pratiqué dans l'industrie : ce loyer forfaitaire serait annuellement de 10 % de la valeur du mobilier porté à l'inventaire du Réseau P.L.M.

Je vous serais obligé de me faire connaître si vous êtes d'accord sur cette manière d'opérer.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments distingués.

LE CHEF DU SERVICE  
DE LA COMPTABILITE GÉNÉRALE & DES FINANCES

Signé: BARRIOL



J.T.

CHEMINS DE FER

DE

Paris à Lyon et à la Méditerranée

Registre du Commerce de la Seine - N° 79.649

SERVICE  
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE  
ET DES FINANCES

Téléphone : CENTRAL 48-85  
LOUVRE 06-54

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : BARVAL-PARIS

88, Rue Saint-Lazare, 88

(PARIS, 9<sup>e</sup>)

N° ..... E.B. ....

à rappeler en cas de réponse.

PARIS, le

8 Juin

1927

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre du 26 Avril 1927 relative aux charges <sup>affiliés aux</sup> ~~des dépenses~~ des objets mobiliers nécessaires au Conseil Supérieur des Chemins de fer.

Il est regrettable que vous ne puissiez pas accepter le mode d'imputation qui a été adopté <sup>ar</sup> ~~pour~~ tous les <sup>autres</sup> ~~organismes~~ communs aux Grands Réseaux <sup>et qui implique l'amortissement</sup> ~~en ce qui concerne les dépenses qui sont assumées par ceux-ci, c'est-à-dire pour lesquelles l'établissement d'un budget est une opération de pure forme.~~

<sup>raisonnable</sup>  
Il est ~~probable~~ <sup>raisonnable</sup> que vous refuseriez également d'adopter ~~la mode d'imputation~~ la procédure en usage à la Compagnie P.L.M. lors du retrait <sup>et qui consiste</sup> à porter ~~les charges financières~~ <sup>l'intérêt et l'amortissement</sup> d'un objet de l'inventaire à la suite soit de vétusté, soit de ~~des dépenses de maintenance et à liquider~~ <sup>fin d'utilisation, c'est-à-dire l'amortissement porté en une</sup> ~~fin d'utilisation, c'est-à-dire l'amortissement porté en une~~ seule fois en dépenses de l'exercice pendant lequel a eu lieu <sup>ce retrait.</sup>

<sup>Je suis en conséquence amené</sup>  
Dans ces conditions, je suis amené à vous proposer un loyer comportant un amortissement annuel forfaitaire tel qu'il est pratiqué dans l'industrie; ~~étant donné que le taux moyen d'intérêt des emprunts de la Compagnie au moment où vous avez acquis les objets actuellement à l'inventaire était de 7,50% environ,~~ je vous propose <sup>le paiement d'</sup> un loyer de 10% ~~moyennant lequel aucune charge~~ ...

Monsieur le Secrétaire Général du CONSEIL SUPÉRIEUR DES CHEMINS DE FER.



nouvelle ne serait imputée au Conseil Supérieur des Chemins de fer lors de la mise hors service d'un objet et son remplacement par un objet neuf de même valeur initiale.

*Je me suis obligé de me faire connaître par cette*  
Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes

*meilleures dispositions.*  
sentiments distingués.

LE CHEF DU SERVICE  
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE & DES FINANCES

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre du 20 Avril 1927

relative aux charges des dépenses des objets mobiliers nécessaires

aux Chemins de fer.

Il est regrettable que vous ne puissiez pas adopter le mode

d'imputation qui a été adopté pour tous les organismes communs

aux Grands Réseaux en ce qui concerne les dépenses qui sont

assurées par eux-mêmes, c'est-à-dire pour lesquelles l'établissement

d'un budget est une opération de pure forme.

Il est probable que vous renoncerez également à adopter

la procédure en usage à la Compagnie P.L.M. lors de retrait

d'un objet de l'inventaire à la suite soit de vétusté, soit de

fin d'utilité, c'est-à-dire l'amortissement porté en une

seule fois en dépenses de l'exercice pendant lequel il est

retrait.

Dans ces conditions, je suis amené à vous proposer un moyen

comportant un amortissement annuel forfaitaire tel qu'il est

pratiqué dans l'industrie; étant donné que le taux moyen d'intérêt

est des emprunts de la Compagnie au moment où vous avez acquis

les objets actuellement à l'inventaire était de 7,50% environ,

le paiement d'

je vous propose un moyen de 10% moyennant lequel aucune charge

Monsieur le Secrétaire Général du CONSEIL SUPÉRIEUR DES CHEMINS DE FER.

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 26 avril 1927

Monsieur le Directeur,

En réponse à votre lettre 99 E.B. du 25 mars 1927, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le relevé des règlements effectués pendant l'année 1926 pour le compte du Conseil Supérieur des Chemins de fer, s'élevant à 210.036 Fr 79 et 315 Fr pour dépenses d'installation, que vous avez bien voulu me communiquer, concorde avec les écritures du Conseil Supérieur et ne soulève, en conséquence, aucune observation de ma part.

En ce qui concerne le mode d'acquisition des objets mobiliers du Conseil Supérieur des Chemins de fer, il ne me semble pas possible de procéder à un amortissement immédiat comme vous me le proposez. Par contre, afin de pouvoir envisager en connaissance de cause la seconde méthode dont vous me faites part, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer le montant du loyer annuel que la Cie P.L.M. demanderait pour l'usage du mobilier qui rentrerait dans son inventaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,



à Monsieur BARRIOL, Directeur de la Comptabilité Générale  
et des Finances de la Cie P.L.M.

COPIE

Monsieur le Secrétaire Général,

99 E.B.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, le relevé des règlements effectués pendant l'année 1926 pour le compte du Conseil Supérieur des Chemins de fer.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire connaître si vous êtes d'accord sur le montant de ces règlements qui s'élève à ..... 210.036<sup>f</sup>,79 pour les dépenses de personnel et diverses, portées au débit de votre compte, et à ..... 315<sup>f</sup>, - pour les dépenses d'installation donnant lieu à des charges annuelles en intérêts, amortissement et frais accessoires.

J'appelle votre attention sur la manière d'opérer toute particulière à l'organisme "Conseil Supérieur des Chemins de fer" : pour les objets mobiliers, à l'inventaire dans vos Bureaux, la Compagnie P.L.M. a avancé les sommes suivantes :

En 1922 .....	4.903 <sup>f</sup> ,50
En 1923 .....	49.459,49
En 1924 .....	10.422,15
En 1925 .....	"
En 1926 .....	315, -

alors que pour les autres organismes communs aux Grands Réseaux, les dépenses de même nature ont été complètement amorties dès la 1<sup>ère</sup> année.

Or, les dépenses .....

Monsieur le Secrétaire Général du CONSEIL SUPERIEUR DES CHEMINS DE FER

Or, les dépenses des organismes communs, y compris celles relatives au "Conseil Supérieur", sont à la charge des Réseaux participants ; sur la demande de vos Bureaux, ce n'est que l'intérêt et l'amortissement des dépenses d'inventaire qui figurent annuellement dans les comptes (en 1926 pour 399<sup>f</sup>,08 - 3.643<sup>f</sup>,49 - 806<sup>f</sup>,17).

Il est utile de remarquer qu'étant donné les taux actuels pratiqués sur nos obligations, l'amortissement ne figure que pour une somme infime dans celle que je viens d'indiquer et ne couvre même pas la dépréciation des objets dès qu'ils sont mis en usage.

Cette méthode est bien compliquée ; d'autre part, l'amortissement immédiat n'aurait présenté il me semble aucun inconvénient attendu qu'à la fin de chaque année il nous reste des disponibilités importantes sur les provisions versées par les Réseaux (91.000 frs à fin 1926).

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous proposer de procéder à l'amortissement en une fois ainsi qu'il a été opéré pour les autres organismes.

Dans le cas où vous n'accepteriez pas cette solution, j'envisagerais celle consistant à faire entrer le mobilier de vos Bureaux dans l'inventaire de celui de la Compagnie P.L.M. et à vous demander un loyer pour l'usage de ce mobilier.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments distingués.

LE CHEF DU SERVICE  
DE LA COMPTABILITE GÉNÉRALE & DES FINANCES

**BARRIOL**



Conseil Supérieur des Chemins de fer  
amortissement des dépenses d'Établissement & d'Installation  
Écritures de 1922.

Les dépenses d'Établissement se sont élevées à 1.905<sup>fr</sup>, 50  
(sans effectif)  
les charges de 1<sup>re</sup> année ont été appliquées au débit du  
Conseil en amortissement des dépenses par le crédit  
d'un compte d'attente - Opérations à regar, soit: 208<sup>fr</sup>, 40

Écritures de 1923.  
Les dépenses d'Établissement se sont élevées à 19.459<sup>fr</sup>, 19  
les charges de 1<sup>re</sup> année sur cette somme (1894<sup>fr</sup>, 30) ainsi que  
l'amortissement annuel des dépenses de 1922 (299, 08) ont été  
appliqués au débit du Conseil - et les 2 sommes amortissant  
les dépenses de 1922 et de 1923 imputées au crédit d'opérations

# Tableau A

Dépenses faites par la Compagnie P.L.M. pour acquisition de matériel et de mobilier destinés à l'installation du Conseil Supérieur des Chemins de fer (Exercices 1922-1923 et 1924).

Bien compliqué  
Il est impossible  
de réunir un  
tableau satisfaisant  
à ces conditions

Le tableau ci-dessus présente l'ensemble des dépenses faites par la Compagnie P.L.M. pour l'acquisition de matériel et de mobilier destinés à l'installation du Conseil Supérieur des Chemins de fer. Les dépenses sont classées par exercice et par nature. Les chiffres sont en francs.

# Tableau B

Redressements à effectuer en 1927 au compte du Conseil Supérieur des Chemins de fer.

Loyer afférent aux dépenses d'acquisition de matériel, égal aux charges annuelles (intérêt, amortissement et frais accessoires) des dites dépenses.			Ecritures passées jusqu'à fin 1926		Redressements à passer en 1927	
Année dans laquelle a eu lieu la dépense	Loyer sur les dépenses de l'année		Loyer annuel dû par le Conseil Supérieur	Sommes imputées au débit du Conseil Supérieur, à titre d'amortissement des dépenses d'acquisition de matériel.	Différences à imputer au compte du Conseil Supérieur des chemins de fer	
	Taux % d'annuité à terme échu (Obligations)	Montant			au débit	au crédit
1922	8, 503, 423. 90	434, 74		à fin 1922 208, 40		208, 40
1923	7, 662, 069. 84	3, 948, 48	à fin 1923 434, 74	- 1923 2, 293, 38		1, 858, 64
1924	8, 255, 617. 06	898, 37	- 1924 4, 383, 22	- 1924 4, 462, 58		79, 36
			- 1925 5, 281, 59	- 1925 4, 848, 74	432, 85	
			- 1926 5, 281, 59	- 1926 4, 848, 74	432, 85	
			15, 381, 14	16, 661, 84	865, 70	2, 146, 40
						1, 280, 70

Il serait beaucoup plus simple  
que les dépenses d'habitation soient imputées  
dans le compte P & M qui en rémunère  
les charges aux autres Recettes  
Ces charges étant considérées comme une  
location le matériel pouvant  
être considéré comme la propriété  
du P & M.

Ce serait une juste rémunération  
des travaux de comptabilité qu'on  
lui fait faire gratuitement.

"Mobilier de l'adm (de)"

Ex

Les charges seront déterminées  
en attribuant aux dépenses de  
chaque exercice le tiers effectif  
des négociations des exercices  
correspondant et seront  
imputées au crédit de "Charges à  
appliquer".

Avis de M. Brochu.  
du 25/12/1912

Grandjean

On a fait fourniture de

2 Roues

2 olivier

1 machine à vapeur }

c' Comte de Don pour

quint censité pour 1922

pas nécessaire ?

 sam

M. Kakosky





2/  
Demander des instructions à  
M<sup>r</sup> Feignart pour l'amortissement  
des dépenses d'installation du Conseil  
Supérieur

---

M<sup>r</sup> Branden - me donner les  
écritures passées en 1922 et 1923 - sur  
un bout de papier -

Amortissement  
des  
Dépenses d'Établissement et d'Installation  
du  
Conseil Supérieur  
des  
Chemins de fer

---

# Tableau

## de charges. d'amortissement

Années de dépenses	1922	1923	1924	1925		1926	1927	1928	1929	Dépenses totales à amortir	Amortissements cumulés
Taux d' <sup>annuité</sup> amortissement	8,50 %	7,66 %	8,06 %	"		12,91					
Dépenses d'établissement à amortir	4 903,50	49 159,49	10 422,15	"		315, "					
Charges de 1 <sup>re</sup> année (2/3 taux effectifs des négociations)	208,10	1 891,30	420,01	"							
Reste à amortir . . . .	4 695,40	47 565,19	10 002,14	"							
Amortissements successifs :											
4 = 0,56 { 0,11 1923	399,08	"	"	"		"				52 260,29	399,08
I. E. A. = 7,94 { 2,55	4 296,02									51 861,21	
1924	399,08 3 896,94	3 643,49 43 921,70	"	"		"				57 820,78	4 441,65
1925	399,08 3 497,86	3 643,49 40 278,21	806,17 9 195,97	"		"				52 972,04	9 290,39
1926	399,08 3 098,78	3 643,49 36 634,72	806,17 8 389,80	"		"				48 123,30	14 139,13
1927											
1928											
1929											
1930											
1931											
1932											
1933											
1934											
1935											
1936											
1937											

Conseil supérieur : 0 à 12 = 2822,71 Charge de 1<sup>re</sup> année  
 Conseil supérieur : 0 à 12 = 14139,13 Amortissement de 1<sup>re</sup> année

# TABLEAU JOINT A L'ETAT D'EXECUTION N°

## VALSIN DE L'ETAT DE COMPTABILITE GENERALE DES CHARGES DE FIN

Virements de la Comptabilité Générale	Factures de l'Exercice de 1922	Moins des dépenses principales	Dépenses principales	Moins des dépenses principales	Ensemble
EXERCICE 1922					
1.170	1.700	20/12	Factures diverses de l'exercice 1922		
1.270	1.701	18/12	.....	1.725,00	1.812,25
1.270	1.702	31/12	.....	2.240,00	2.772,00
			.....	505,00	505,00
EXERCICE 1923					
270	1.700	28/2	.....	9.270,00	12.472,48
470	1.701	20/4	.....	225,00	201,95
570	1.702	31/5	.....	2.580,00	2.799,00
570	1.703	31/5	.....	7.972,00	2.973,75
570	1.704	31/5	.....	4.222,00	5.111,40
570	1.705	31/5	.....	6.022,00	6.340,95
570	1.706	31/5	.....	2.342,00	2.463,50
570	1.707	31/5	.....	1.570,00	1.488,50
570	1.708	31/5	.....	220,00	986,00
570	1.709	31/5	.....	4.240,00	5.187,12
EXERCICE 1924					
470	1.700	20/4	.....	1.820,00	1.974,90
570	1.701	31/5	.....	5.050,00	5.247,00
570	1.702	31/5	.....	2.022,00	2.199,75
EXERCICE 1925					
570	1.700	31/5	.....	500,00	316,00
TOTAL				22.000,00	25.100,00
					65.100,14



# Conseil Supérieur des Chemins de fer

## Dépenses d'Etablissement et d'Installation

Virement de la Compte G <sup>de</sup>	Factures de l'Economet de l'A.C.		Motifs des Dépenses	Dépenses en principal 1	Frais Généraux et d'Admin <sup>on</sup> C <sup>te</sup> 2	Ensemble (col. 1+2) 3	Charges de 1 <sup>re</sup> année 4	Total (col. 1+2+4) 5
	N <sup>o</sup>	Dates						
<i>Exercice 1922</i>								
1.170	1.700	30/11	Fournitures diverses détaillées sur la facture	1.811,25	6,52	1.817,77	70,70	1.888,47
1.270	1.701	15/12	— d° —	2.772, "	9,97	2.781,97	108,20	2.890,17
1.270	1.702	31/12	— d° —	320,25	1,15	321,40	12,50	333,90
<i>Exercice 1923</i>								
270	1.700	28/2	— d° —	10.477,45	39,26	10.516,71	399,95	10.916,69
470	1.701	30/4	— d° —	301,93	1,13	303,06	11,53	314,59
570	1.702	31/5	— d° —	8.799, "	32,97	8.831,97	335,88	9.167,85
570	1.703	"	— d° —	8.373,75	31,37	8.405,12	319,65	8.724,77
570	1.704	"	— d° —	5.111,40	19,15	5.130,55	195,11	5.325,66
570	1.705	"	— d° —	6.340,95	23,76	6.364,71	242,05	6.606,76
570	1.706	"	— d° —	2.463,30	9,23	2.472,53	94,03	2.566,56
670	1.707	juin	— d° —	1.438,50	5,39	1.443,89	54,91	1.498,80
670	1.708	"	— d° —	966, "	3,62	969,62	36,87	1.006,49
870	1.709	31/8	— d° —	5.187,18	19,43	5.206,61	198, "	5.404,61
<i>Exercice 1924</i>								
470	1.700	30/4	— d° —	1.974,90	6,29	1.981,19	80,83	2.062,02
870	1.701	31/8	— d° —	6.247,50	19,91	6.267,41	255,72	6.523,13
870	1.702	"	— d° —	2.199,75	7,01	2.206,76	90,04	2.296,80
<i>Exercice 1926</i>								
870	1.700	31/8	— d° —	315, "	1,29	316,29	18,76	335,05
<i>Totaux -</i>				65.100,14	237,45	65.337,59	2.524,73	67.862,32
				X	X		X	

Amortissement des dépenses  
d'installation

1922	208, 40.	
1923	1.894, 30. } 399, 08. }	2.293, 38
1924	4.042, 57. } 420, 01. }	4.462, 58
1925	4.848, 74.	
1926	4.848, 74.	

E. de l'É. C.							
Finco N°	Dates	Motifs des Dépenses	Dépense en p. d'	Frais Généraux et d'A. C.	Ensemble <del>Charge de l'année</del>	Charges de <del>Total</del> l'année.	Total
			Finco 1922				
1700	30-11	Fournitures diverses détaillées sur la facture.	1.811,25	6,52	1.817,77	70,70	
1701	15-12	- d° -	2.772, "	9,97	2.781,97	108,20	
1702	31-12	- d° -	320,25	1,15	321,40	12,50	
Finco 1923							
1700	28-2	- d° -	10.477,48	39,26	10.516,74	399,95	
1701	30-4	- d° -	301,93	1,13	303,06	11,53	
1702	31-5	- d° -	8.799, "	32,97	8.831,97	335,88	
1703	"	- d° -	8.373,75	31,37	8.405,12	319,65	
1704	"	- d° -	5.111,40	19,15	5.130,55	195,11	
1705	"	- d° -	6.340,95	23,76	6.364,71	242,05	
1706	"	- d° -	2.463,30	7,23	2.472,53	94,03	
1707	-6	- d° -	1.438,50	5,39	1.443,89	54,91	
1708	"	- d° -	966, "	3,62	969,62	36,87	
1709	31-8	- d° -	5.187,18	19,43	5.206,61	198,00	
Finco 1924							
1700	30-4	- d° -	1.974,90	6,29	1.981,19	80,83	
1701	31-8	- d° -	6.247,50	19,91	6.267,41	255,72	
1702	"	- d° -	2.199,75	7,01	2.206,76	90,04	
Finco 1925							
1700	31-8	- d° -	315, "	1,29	316,29	18,76	
			65.100,14				

# Service de la Comptabilité Générale et des Finances.

1<sup>re</sup> Division - 2<sup>ème</sup> Bureau.

## Motif de l'écriture :

Amortissement (au taux effectif des négociations) des dépenses d'Établissement et d'installation effectuées en 1922, 1923 et 1924 pour le Conseil Supérieur des Chemins de fer, savoir :

Dépenses de 1922  $\frac{4695,10 \times 8,50}{100} = \dots 399,08$

Dépenses de 1923 :  $\frac{47565,10 \times 7,66}{100} = \dots 3643,19$

Dépenses de 1924 :  $\frac{10.002,14 \times 8,06}{100} = \dots 806,17$

4.848,74

## Application

Débit

Credit

Conseil Supérieur des Chemins de fer

Opérations à régler - Cte G<sup>le</sup> & 1<sup>re</sup> Division  
SS Conseil Supérieur des Chemins de fer

Règle par virement N<sup>o</sup> \_\_\_\_\_  
du mois de Décembre 1926

Paris, le 17 Février 1927.

Le Chef de Bureau

59  
u :

Le Chef de Division



# Conseil Supérieur des Chemins de fer.

## Dépenses d'Établissement et d'Installation de l'Exercice 1922.

Mois comptable	Achat de mobilier, matériel, etc. donnant lieu à des charges annuelles	Prix	Charges de 1 <sup>re</sup> année - (1/2 taux effectif des négociations) (1)	Solde à reporter au tableau d'amortissement
Novembre	Appareil Rouéo livré par l'Économat de l'Adm <sup>on</sup> Centrale . . . . .	1.811,25		
Décembre	Fourniture de 2 machines à écrire par l'Économat de l'Administration Centrale . . . . .	2.772, " "		
"	Machine à agrafes et chargeurs livrés par l'Économat de l'Administration Centrale . . . . .	320,25		
		4.903,50		
	Charges de 1 <sup>re</sup> année correspondantes :			
	$\frac{4.903,50 \times 4,25^{(1)}}{100} =$		208,40	4.695,10
	(1) Taux effectif (Intérêt, amortissement et frais accessoires) 8,50 %			
	Credit - Décembre 1922 - Caisse 1320. Débit - " 1325 1297,50			

# Conseil Supérieur des Chemins de fer.

## Dépenses d'Établissement et d'Installation de l'Exercice 1923

Mois comptable	Achat de mobilier, matériel, etc., donnant lieu à des charges annuelles.	Prix	Charges de 1 <sup>re</sup> année (1/2 taux effectif des négociations) (1)	Solde à reporter au tableau d'amortissement
Février 1 <sup>er</sup> 270	Fournitures diverses faites par l'Econamat de l'Administration Centrale : tapis, canotables, coupes, lampes électriques etc	10.477,48		
Avril 1 <sup>er</sup> 170	Fourniture par l'Econamat de l'Administration Centrale de tapis brasse, arête de porte, linges pour rideaux et réparations diverses . . . . .	301,93		
Mai 1 <sup>er</sup> 570	Fournitures faites par l'Econamat d'A.C. : Bureaux, fauteuils, canapés, tables, bibliothèques, chaises, cartonniers, armoires, cratère, porte-manteaux, etc . . . . .	31.088,40		
Juin 1 <sup>er</sup> 670	Fourniture de pendules par l'Econamat d'Admin <sup>str</sup> Centrale . . .	2.404,50		
Sept 1 <sup>er</sup> 870	Fournitures faites par l'Econamat d'A.C. (Cartonniers, Cartons de bureau etc.)	5.187,18		
		119.159,19		
	Charges de 1 <sup>re</sup> année correspondantes :			
	$\frac{119.159,19 \times 3,83}{100} = \dots\dots\dots$		1.894,20	117.565,19
	(1) Taux effectif (Intérêt, amortissement et frais accessoires)			
	7,66%			
	<p> <i>6P 705 fin 1923 = 6310,50</i>  <i>Cours Octob 1920 2377 15</i>  <i>1<sup>er</sup> 1070 Oct 1916 1417 25</i> </p>			

# Conseil Supérieur des Chemins de fer

## Dépenses d'Établissement et d'Installation de l'exercice 1924.

Mois Comptable	Achat de mobilier, matériel, etc... donnant lieu à des charges annuelles	Prix	Charges de 1 <sup>re</sup> année (1/2 taux effectif des négociations)	Solde à reporter au tableau d'amortissem.
Avril 18 <sup>te</sup> 470	Fournitures diverses faites par l'Econamat de l'Administration Centrale (fourniture et pose de rideaux) . . . . .	1 974, 90		
Août 18 <sup>te</sup> 870	Fournitures diverses faites par l'Econamat de l'Administration Centrale (fournitures d'ameublements) . . . . .	8 447, 25		
		10 422, 15		
	Charges de 1 <sup>re</sup> année correspondantes  $\frac{10.422,15 \times 4.03}{100} = . . . . .$		420, 01 +	10 002, 14

# Conseil Supérieur des Chemins de fer

## Dépenses d'Etablissement et d'Installation de l'exercice 1926.

Mois comptable	Achat de mobilier, matériel, etc... donnant lieu à des charges annuelles	Prix	Charges de 1 <sup>re</sup> année (% taux effectif des négociations)	Solde à reporter au tableau d'amortissement
Oct 870	Fournitures faites par l'Econome de l'Adm <sup>on</sup> Centrale.	315, 4		
	Charges de l'année correspondante:			
	315, 4 x 15 = 47, 31		20, 31	
	100			



CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 2 Septembre 1924.

70<sup>bis</sup>, RUE D'AMSTERDAM  
TEL.: LOUVRE 61-09

Cher Monsieur,

Je viens de recevoir de l'Economet de votre Administration deux relevés de dépenses faites pour l'installation supplémentaire des bureaux de M. MAHIEU.

Comme l'année dernière, je tiens à vous en informer et vous autoriser à en effectuer le règlement en vous rappelant que cette dépense doit être imputée sur l'exercice 1924 comme frais d'établissement d'installation du Conseil Supérieur et peut donc s'ajouter à l'inventaire et donner lieu comme convenu à descharges annuelles en intérêts, amortissement et frais accessoires.

Le relevé portant le N° 1.701 s'élève à la somme de 6.247<sup>f</sup>,50 et le relevé portant le numéro 1702 s'élève à la somme de 2.199<sup>f</sup>,75 ; ils comprennent des fournitures d'ameu-  
-blements.

Veuillez agréer, Cher Monsieur, l'assurance de mes  
sentiments les meilleurs.

Le Chef des Services Administratifs



M. TRIGNARD, Chef Adjoint de la 1ère division du Service de la  
Comptabilité Générale et des Finances de la Cie P.L.M.

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 1 MAI 1924

CONSEIL SUPÉRIEUR DES CHEMINS DE FER

N° 58

Prière de rappeler ce Numéro  
à la réponse.

Cher Monsieur,

Je viens de recevoir de l'Econamat de votre Administration, un relevé de dépenses faites pour l'installation supplémentaire des bureaux de M. MAHIEU.

Comme l'année dernière, je tiens à vous en informer et vous autoriser à en effectuer le règlement en vous rappelant que cette dépense doit être imputée sur l'exercice 1924 comme frais d'établissement d'installation du Conseil Supérieur et peut donc s'ajouter à l'inventaire et donner lieu comme convenu à des charges annuelles en intérêts, amortissement et frais accessoires.

Ce relevé s'élève à la somme de Frs 1974,90 et comprend la fourniture et la pose d'un grand rideau et d'une porte capitonnée.

Veuillez agréer, Cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Chef des Services Administratifs



M. TRIGNARD, Chef adjoint de la 1ère division du Service de  
la Comptabilité Générale et des Finances de la Cie P.L.M.

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 12 OCT. 1923

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous informer que je suis d'accord avec votre Administration pour le relevé des dépenses faites pour l'Installation du Conseil Supérieur (achat des cartonniers) et qui m'a été adressé par l'Economat, sous le numéro 1709.

Ce relevé s'élève à la somme de Frs 5.187,18 et comprend l'achat de cartonniers pour les bureaux du Conseil Supérieur 70 Bis, rue d'Amsterdam.

Par cette lettre, je vous autorise à en effectuer le règlement et vous informe que cette dépense doit être imputée sur l'exercice 1923, comme frais d'établissement et d'installation du Conseil Supérieur et peut donc dès maintenant figurer à l'inventaire et donner lieu comme convenu, à des charges annuelles en intérêts amortissement et frais accessoires.

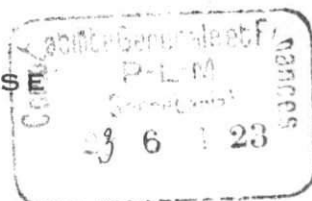
Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef des Services Administratifs

M. BARRIOL, Directeur de la Comptabilité Générale et des Finances  
de la Cie du P.L.M.

2  
CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

PARIS, LE 22 JUIN 1923

70 bis, RUE D'AMSTERDAM

TEL } CENTRAL 29-57  
LOUVRE 31-04

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous informer que je suis d'accord avec votre Administration pour les 5 relevés des dépenses faites pour l'Installation du Conseil Supérieur (achat de mobilier) et qui m'ont été adressés par l'Economat, sous les n° 1702 - 1703 - 1704 - 1705 et 1706.

Ces relevés se décomposent comme suit :

1702 - Mobilier	8.799,--
1703 - "	8.373,75
1704 - "	5.111,40
1705 - "	6.340,95
1706 - "	2.463,30
	-----
	31.088,40

Ces relevés s'élèvent à la somme globale de 31.088fr,40 et comprennent l'achat du mobilier pour les bureaux du Conseil Supérieur, 70 bis, rue d'Amsterdam.

Par cette lettre, je vous autorise à en effectuer les réglemens et vous informe que ces dépenses doivent être imputées sur l'exercice 1923, comme frais d'établissement et d'installation du Conseil Supérieur et peuvent donc

.....

M. BARRIOL, Directeur de la Comptabilité

Général et des Finances de la Cie du P.L.M.



CONSEIL SUPERIEUR  
CHÉMIN DE FER  
dès maintenant figurer à l'inventaire et donner lieu comme  
convenu, à des charges annuelles en intérêts amortissement et  
frais accessoires.

Veillez agréer, Monsieur, le Directeur, l'assurance  
de ma considération distinguée.

Le Chef des Services Administratifs

8 .  


2  
CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

22 JUIN 1923

PARIS, LE

2836 UNN 19237

70 bis, RUE D'AMSTERDAM

TEL { CENTRAL 29-57  
LOUVRE 31-94

Monsieur le Directeur,

25 6 1923

J'ai l'honneur de vous informer que je suis d'accord avec votre Administration pour les 2 relevés des dépenses faites pour l'Installation du Conseil Supérieur (achat de pendules) et qui m'ont été adressés par l'Economat, sous les n° 1707 et 1708 .

Ces relevés se décomposent comme suit :

1707 - Pendules .....	1.438,50
1708 - " .....	966,--
	<u>2.404,50</u>

Ces relevés s'élèvent à la somme globale de Fs 2.404,50 et comprennent l'achat des pendules pour les bureaux du Conseil Supérieur, 70 bis, rue d'Amsterdam.

Par cette lettre, je vous autorise à en effectuer les règlements et vous informe que ces dépenses doivent être imputées sur l'exercice 1923, comme frais d'établissement et d'installation du Conseil Supérieur et peuvent donc dès maintenant figurer à l'inventaire et donner lieu comme

.....

M. BARRIOL, Directeur de la Comptabilité

Générale et des Finances de la Cie du P.L.M.

convenu, à des charges annuelles en intérêts amortissement  
et frais accessoires,

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance  
de ma considération distinguée.

Le Chef des Services Administratifs

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. Han' or similar, written in a cursive style.

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

PARIS, LE

6 JUIN 1923

70 bis, RUE D'AMSTERDAM

TEL { CENTRAL 29-57  
LOUVRE 31-04

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je suis d'accord avec vous pour le relevé des dépenses faites pour l'Installation du Conseil Supérieur, et qui m'a été adressé par l'Economat de votre Administration sous le n° de facture 1701.

Ce relevé s'élève à la somme de Frs 301,93 et comprend des travaux divers dans l'appartement par le tapissier (rideaux etc ..) ainsi que la fourniture d'un tapis brosse.

Par cette lettre, je vous autorise à en effectuer le règlement et vous informe que cette dépense doit être imputée sur l'exercice 1923, comme frais d'établissement et d'installation du Conseil Supérieur et peut donc dès maintenant figurer à l'inventaire et donner lieu comme convenu, à des charges annuelles en intérêts amortissement et frais accessoires.

Veuillez agréer, Cher Monsieur, l'assurance de mes meilleurs sentiments .

Le Chef des Services Administratifs

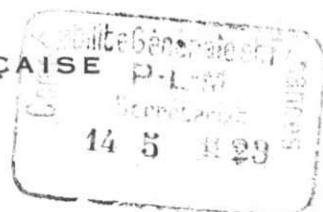


M. TRIGNART, Chef Adjoint de la 1<sup>e</sup> Division du Service de la Comptabilité Générale et des Finances de la Cie du P.L.M.



CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER  
—  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

2  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



PARIS, LE 12 MAI 1923

70 bis, RUE D'AMSTERDAM

TEL } CENTRAL 29-57  
LOUVRE 31-04

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je suis d'accord avec vous pour le premier relevé des dépenses faites pour l'installation du Conseil Supérieur, et qui m'a été adressé par L'Econamat de votre Administration.

Ce premier relevé s'élève à la somme de Frs 10.477,48 et comprend la fourniture et la pose des tapis ainsi que les lampes électriques de bureaux et divers accessoires.

Par cette lettre, je vous autorise à en effectuer le règlement, et vous informe que cette dépense doit être imputée sur l'exercice 1923, comme frais d'établissement et d'installation du Conseil Supérieur et peut donc dès maintenant figurer à l'inventaire et donner lieu comme convenu, à des charges annuelles en intérêts amortissement et frais accessoires.

Veillez agréer, Cher Monsieur, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Le Chef des Services Administratifs

Monsieur TRIGNARD, Chef Adjoint de la 1<sup>re</sup> Division du Service de la Comptabilité Générale et des Finances de la Cie P.L.M.

N° 10

Monsieur le Secrétaire Général,

Par votre lettre du 7 courant, vous avez bien voulu me signaler les divergences qui existaient entre vos chiffres et les nôtres au sujet des dépenses engagées en 1922 pour le Conseil Supérieur des Chemins de fer.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après examen, les différences peuvent être réglées comme suit :

A - 1er Mars 1922 : Fourniture d'enveloppes.....47 Fr 25

Cette somme doit être maintenue à votre débit d'après les renseignements qui ont été portés sur la commande faite à notre Economat par le Comité de Direction et dont ci-joint copie.

B - Novembre 1922 - Livraison d'un appareil Ronéo...1.811,25

Décembre 1922 - Fournitures de 2 machines  
Oliver.....2.772, -

- - Fourniture d'une machine à  
agrafer.....320,25

D'après ma lettre n° 126 MB, du 12 Juin 1922, ces dépenses auraient pu n'être comprises que pour leurs charges annuelles, mais il convient de remarquer que, lors de la détermination du budget du Conseil Supérieur, il n'a pas été fait de discrimination entre les dépenses d'établissement et d'installation et les dépenses d'exploitation.

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil Supérieur des Chemins de fer.

Il s'ensuit que notre Compagnie, lors des appels de fonds, a demandé aux autres Réseaux leur quote-part dans la totalité des dépenses prévues. Les réseaux ayant satisfait à notre demande, nous ne pouvions plus envisager une couverture en obligations, donnant lieu à charges, et qui aurait fait double emploi avec les fonds reçus. C'est pour cette raison que nous avons porté la dépense totale.

Mais, pour répondre au désir que vous m'exprimiez et en raison du caractère provisoire de votre installation rue d'Amsterdam, je fais créditer votre compte de la valeur de ces objets, et je le fais débiter des charges correspondantes à la dite valeur.

Enfin, nous sommes d'accord sur le solde de 10.105 Fr restant disponible sur la provision de 18.200 Fr que vous avez fait verser le 29 Décembre 1922 à notre Caisse Principale; je fais le nécessaire pour vous créditer de la somme de 8.095 Fr réglée à l'O.C.E.M. et vous adresse ci-joint le compte ainsi rectifié

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments distingués.

*Signé: Barriol*

~~M. Thijssen~~

pour A. l'imputation  
a été faite conformément  
aux indications portées sur  
le Comité de direction

~~D'après~~

~~M. Brocher~~

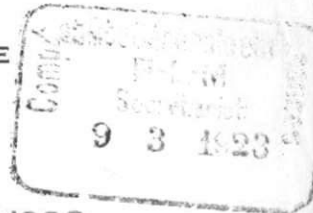
pour B c'est le même  
cas que pour le Comité  
de direction. Il y avait  
un endettement global de rôle.  
Par l'appel aux verseurs  
nous avons couvert les  
dépenses d'établissement  
et de matériel. Il n'y  
a donc pas lieu à  
conversion en obligation  
ce qui ne s'explique pas.

~~Comité supérieur~~

pour C. Faire venir  
M. Mandhuy et lui  
donner des explications  
verbales.

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

PARIS, LE

7 MARS 1923

70 bis, RUE D'AMSTERDAM

Monsieur,

En réponse à votre lettre 79 E.B. du 24 Février 1923, me transmettant le relevé des règlements effectués en 1922 pour le compte du Conseil Supérieur des Chemins de fer, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il renferme quelques ~~erreurs~~ *éléments de détail*.

Voici les points sur lesquels je ne suis pas d'accord avec vous sur le montant de ces règlements :

- A. *V<sup>r</sup> 393*
- 1°- Mars 1922 - Fourniture d'enveloppes..... 47Fr,25  
(Je n'ai aucune trace de cette dépense au Conseil Supérieur)
- V<sup>r</sup> 1170*
- 2°- Novembre - Livraison d'un appareil Ronéo. 1811Fr,25
- V<sup>r</sup> 1270*
- 3°- Décembre - Fourniture de deux machines Oliver..... 2772Fr,--
- V<sup>r</sup> 1270*
- 4°- Fourniture d'une machine à agraffer..... 320Fr,25

Pour ces trois derniers règlements, en exécution de votre lettre 126 E.B. du 12 Juin 1922, ces dépenses devant être considérées comme frais d'installation, doivent figurer à l'inventaire et donner lieu à des

.....

M. BARRIOL, Directeur du Service de la

comptabilité Générale et des finances de la Cie P.L.M.



charges annuelles en intérêt amortissement et frais accessoires, de ce fait elles doivent être assimilées aux frais d'installation du Conseil Supérieur, 70 bis, rue d'Amsterdam et non à des paiements directs.

D'autre part, le 29 Décembre 1922, par mandat de paiement n° 23, je vous ai fait verser à la caisse du P.L.M. la somme de 18200 frs à titre de provision pour le rachat du matériel et des installations laissés par l'O.C.E.M. et des frais de travaux entrepris pour la remise en état des locaux du 70 bis, rue d'Amsterdam. Dans votre relevé il est porté au débit une première fois la somme de 8.200 frs et une autre fois la somme de 8.095 frs (ce dernier règlement étant le seul fait à l'O.C.E.M.).

Il vous reste donc la somme de frs 10.105 de disponible pour payer les frais de remise en état, lorsque le Comité de Direction vous réclamera notre part dans les frais des travaux.

A part cela, je suis d'accord avec vous sur toutes les autres dépenses; du reste si vous avez besoin de renseignements complémentaires, M. MAUDUY est tout prêt à venir s'entendre avec vos services, pour remettre au point ce relevé des règlements effectués en 1922 pour le Conseil Supérieur des Chemins de fer.

..... Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression des mes sentiments dévoués.

LE SECRETAIRE GENERAL,

*M. B...*

18200  
8095  
10105

CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

2<sup>e</sup> Bureau  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 7 décembre 1922

Monsieur,

En exécution des accords passés entre le P.L.M. et le Conseil Supérieur des Chemins de fer, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir mettre à la disposition du Secrétariat Général:

1°) deux machines à écrire "Oliver" dont une à grand chariot.

Nous demandons spécialement cette marque de machine, car à la suite d'essais faits au Ministère des Travaux Publics, les machines "Oliver" ont été les seules à nous donner entière satisfaction pour le genre de travail que nous avons à faire.

2°) une machine à agraffer pour relier les brochures tirées au Rhône.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Service Administratif



N.B. Je vous serais reconnaissant s'il vous était possible de nous livrer assez rapidement une des machines à écrire.

à Monsieur BROCHU, Sous-Chef du Service de la Comptabilité et des Finances à la Cie P.L.M.

Commandeur Lecomte  
le 9 DEC. 1922

Commandeur Lecomte  
le 12 DEC. 1922

PARIS, LE 16 Décembre 1922

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Conseil Supérieur des Chemins de Fer, a reçu les deux machines " Oliver " et la machine à agraffer, qui ont fait l'objet de ma lettre du 7 Décembre.

Ces appareils peuvent donc, dès maintenant figurer dans l'inventaire du matériel fourni par la Compagnie du P.L.M. au Conseil Supérieur.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DES SERVICES administratifs

Monsieur BROCHU

Sous Chef de Service de la Comptabilité  
et des Finances de la Cie P.L.M.



CONSEIL SUPÉRIEUR  
DES  
CHEMINS DE FER

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 12 Juillet 1922

*M. Trignaut*

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Conseil Supérieur a reçu l'appareil Ronéo qui a fait l'objet de ma lettre du 29 Juin.

Cet appareil peut donc, dès maintenant, figurer dans l'inventaire du matériel fourni par la Compagnie P.L.M.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Le Chef des Services Administratifs



à Monsieur BROCHET, Chef adjoint de la Comptabilité Générale et des Finances  
de la Cie P.L.M.

Paris, le

19 Juin

1922

Commissariat du Gouver-  
nement

près le Conseil Supérieur  
des Chemins de fer et le  
Comité de Direction

LE CONSEILLER D'ETAT, DIRECTEUR GENERAL  
DES CHEMINS DE FER,  
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT,

à Monsieur le Chef du Service de la Comptabilité  
Général et des finances de la Cie P.L.M.

Vous m'avez adressé, par lettre du 12 Juin cou-  
rant, des propositions concernant les modalités d'exécu-  
tion des opérations de Trésorerie et de comptabilité du  
Commissariat du Gouvernement qui ont été confiées à la  
Cie du P.L.M., par M.M. les Directeurs des Grands Réseaux,  
dans leur séance du 1<sup>er</sup> Juin.

D'après ces propositions, il serait ouvert  
dans les écritures de votre Compagnie un compte-courant,  
sans intérêt, qui recevrait:

au crédit - les provisions trimestrielles à demander aux  
Grands Réseaux;

au débit - les dépenses qui seraient de deux natures:

1<sup>re</sup> - les frais généraux (personnel, frais de bureau  
loyer, etc..) qui doivent être liquidés annuellement;

2<sup>re</sup> - les frais d'installation (mobiliier, outillage  
etc...) qui doivent figurer à l'inventaire et donnent lieu  
à des charges annuelles en intérêt, amortissement et frais  
accessoires.

Ces dépenses feraient l'objet de mandats de paie-



paiement sur lesquels moi-même ou les Délégués désignés par moi, apposerait la mention " Bon à payer au débit du Compte Commissariat du Gouvernement" et votre service me transmettrait à la fin de chaque semestre, un relevé des dépenses engagées et, en liquidation, un relevé définitif des opérations de l'Exercice.

J'ai l'honneur de vous informer que ces propositions ne soulèvent aucune objection de ma part et que je désigne M. OLLIER, Régisseur Comptable, pour recevoir le paiement desdits mandats qui seront signés soit par moi-même, soit par un des trois Commissaires suppléants: M.M. COTTIN, BRIDE ou BENOIST.

*Ch. Ollier*

N° 126 EB

Monsieur le Secrétaire Général,

M. M. les Directeurs des Grands Réseaux ayant décidé, dans leur Conférence du 1er courant, de confier à la Compagnie P.L.M. les opérations de Trésorerie et de Comptabilité du Conseil Supérieur des Chemins de fer, j'ai l'honneur de vous soumettre, ci-après, des propositions relatives aux modalités d'exécution.

Il serait ouvert dans les écritures de notre Compagnie un compte-courant qui s'intéresserait qui recevrait :

au crédit - les provisions trimestrielles à demander aux grands Réseaux;

au débit - les dépenses qui seraient de deux natures :

1° - les frais généraux (personnel, frais de bureau, loyer, etc...) qui doivent être liquidés annuellement;

2° - les frais d'installation (mobilier, outillage, etc...) qui doivent figurer à l'inventaire et donnent lieu à des charges annuelles en intérêt, amortissement et frais accessoires.

Ces dépenses feraient l'objet de mandats de paiement sur lesquels vous ou les délégués dont vous me feriez connaître les noms, apposeriez la mention: "Bon à payer au débit du Compte Conseil Supérieur des Chemins de fer"

Mon Service vous transmettrait, à la fin de chaque semestre, un relevé des dépenses engagées et, en liquidation, un relevé définitif des opérations de l'exercice.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître si vous donnez

votre agrément

Monsieur BENOIST, Secrétaire Général du Conseil Supérieur des Chemins de fer.

aux propositions qui précèdent.

Pour activer la mise en vigueur du régime envisagé, j'invite dès maintenant les participants à me verser leur quote-part dans la somme de 148.500 Fr représentant la première semestrialité de la dépense prévue.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments dévoués.

*Signé: Barriol.*

Projet remanié 9/5/36

7/5/36

M. Griaud, Président de la Conférence des Services Financiers

Mon cher Président

Ainsi que vous le savez, les frais de mobilier des organismes communs  
aux grands réseaux <sup>se trouvent</sup> dans les deux budgets ~~des réseaux~~ <sup>ouverts dans</sup>  
~~le budget de PLM au nom de chacun de ces organismes~~ <sup>Donc il résulte que</sup>  
~~ont~~ <sup>ont</sup> normalement augmenté dans l'année même de leur engagement -

[Toutefois, le Conseil supérieur des chemins de fer de l'Etat dans une  
situation particulière. Le mobilier de cet organisme appartient à la  
Compagnie PLM et celle-ci en retire un loyer fixe à 10% de la valeur  
à l'inventaire <sup>du dit mobilier</sup>, en contrepartie de quoi elle assure à ses frais le remplacement  
des objets mis hors de service. Depuis 1933, le Conseil Supérieur  
a entrepris de racheter à notre compagnie le mobilier en cause en  
utilisant ~~les disponibilités~~ <sup>disponibles</sup> qu'il peut avoir en fin d'exercice - ~~Par cette~~  
du 12 mars 1936, <sup>ce</sup> ~~le dit~~ <sup>à, en outre,</sup> organisme nous demande d'affecter ~~au dit~~  
~~le~~ <sup>même</sup> rachat ~~l'ensemble~~ le produit des prélèvements de 10% effectués, pendant  
l'exercice 1935, sur les dépenses, en application du décret loi du 16 juillet  
1935, produit qui s'élève à 13.000 fr. environ -

Dans le même temps, ~~le 11 mars 1936~~ le président du Comité de  
Direction, par lettre n° 1701/1<sup>a</sup> du 11 mars 1936, fait connaître au  
ministre des Travaux Publics que les Réseaux avaient pris comme note  
que les crédits destinés à couvrir les dépenses du Conseil supérieur des chemins de fer



Si le Conseil  
Supérieur des chemins  
de fer était un  
organisme commun  
à son titre que ceux  
qui imitent d'ailleurs  
des lois, tels que le  
Conseil d'Administration,  
l'OCF, etc... la  
réponse à la question  
posée ne sera pas  
difficile; elle sera  
évidemment, le  
produit de plusieurs  
~~des différents~~  
champs bénéficiant à  
chaque niveau à  
proportion de la fatigue  
des organismes.

~~distinction de l'homme~~ (en a sens qu'il n'est pas seulement le corps).  
~~distinction de l'homme~~ En se fait pas, comme pour les autres animaux.

opérés sur des ~~opérations de personnel~~ <sup>des opérations</sup>, on ne peut pas tout le savoir

~~de s'en tenir strictement au principe~~, de référer au principe que

Supérieur ~~a~~ ~~travaux~~ ~~déterminés~~ ~~la~~ ~~l'inspiration~~ ~~au~~ ~~Budget~~ ~~de~~ ~~l'Etat~~, ~~le~~ ~~changement~~ ~~ralph~~ ~~thermo~~, ~~a~~ ~~fait~~

ont ~~à ce point~~ soutenu que le produit ~~est~~ <sup>est</sup> ~~précisément~~ <sup>est</sup> ~~sur~~ <sup>est</sup> les dépenses

~~la charge de ce système~~ - C'est dans ce sens qu'il a été répondu par le

Des Travaux Publics - M. C. Lemer n'a pas encore fait connaître  
s'il doit y avoir ou non.

peux en question ne nous est encore parvenue. Et ~~ce~~ <sup>ce</sup> ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à~~ <sup>à</sup> cette ~~partir~~ <sup>partir</sup>  
~~En l'état de la question~~ <sup>En l'état de la question</sup> ~~aussi~~ <sup>aussi</sup> [Etant donné les conditions ainsi liées par le Pénal

de répondre à la demande. ~~Le~~ Conseil Supérieur des Chemins de fer  
qu'il repend la demi-doute à la demande, peut la raison.

que le produit des prélèvements de 1935 n'est pas disponible et qu'il

dit leue p'nt aan Reserve.



La question  
intéressant tous  
les fidèles

~~On avait dit que le Ministre n'a pas encore, à ce jour, reçu~~

~~de réponse, je pense que j'en ai si peu d'avis de la Commission~~

J'ai l'honneur

~~sur la question - Aussi ai-je l'honneur de vous prier de vouloir~~

bien ~~la~~ <sup>la</sup> mettre à l'ordre du jour de ~~notre~~ <sup>la</sup> prochaine réunion de  
notre Commission afin qu'elle puisse ~~se~~ <sup>cela-ci</sup> si elle a l'honneur de nous en faire part.

Je donne copie à nos collègues

Très cordialement

# CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANÉE

Téléphone :  
TRINITÉ : 04-80 A 85

## SERVICES FINANCIERS

88, RUE SAINT-LAZARE - PARIS-IX<sup>e</sup>

REGISTRE DU COMMERCE  
SEINE N° 79.649

**Copie conforme transmise**  
**à MM. GRELAT, GRUSON, BOUTELOUP, BREAUD,**  
**LEDOIGT, LASSERRE, THOMAS, PERNOT, METTAS,**  
**NAUDY, LAGNAGE, BARTH**  
**12 mai 1936**  
N°  
A RAPPELER EN CAS DE RÉPONSE  
Le Chef des Services Financiers  
signé : BROCHU

PARIS, LE 12 mai 1936

19

Mon Cher Président,

Ainsi que vous le savez, les frais de mobilier des organismes communs aux Grands Réseaux sont, en principe, imputés dans les dépenses budgétaires de chacun de ces organismes, d'où il résulte que ces frais sont normalement amortis dans l'année même de leur engagement.

Toutefois, le Conseil Supérieur des Chemins de fer se trouve dans une situation particulière. Le mobilier de cet organisme appartient à la Compagnie P.L.M. et celle-ci en retire un loyer fixé à 10 % de la valeur à l'inventaire du dit mobilier, en contre partie de quoi elle assure à ses frais le remplacement des objets mis hors de service. Depuis 1933, le Conseil Supérieur a entrepris de racheter à notre Compagnie le mobilier en cause en utilisant les excédents de crédit disponibles en fin d'exercice. Par lettre du 12 mars 1936, cet organisme nous a, en outre, demandé d'affecter au dit rachat le produit des prélèvements de 10 % effectués, pendant l'exercice

Monsieur GIRARD,  
Président de la Conférence des Services Financiers.

1935, sur ses dépenses, en application du décret-loi du 16 juillet 1935, produit qui s'élève à 13.000 frs environ.

Si le Conseil Supérieur des Chemins de fer était un Organisme Commun au même titre que ceux qui émanent directement des Réseaux, tels que le Comité de Direction, l'O.C.E.M., etc., la réponse à la demande faite ne serait pas douteuse; elle devrait être négative, le produit du prélèvement bénéficiant à chaque Réseau à proportion de sa participation dans l'Organisme.

La situation particulière du Conseil Supérieur à cet égard apparaît bien dans le fait qu'à partir de l'exercice 1936, les dépenses de personnel de cet Organisme, de même que celles de la Commission des marchés, ont été incorporées, pour ordre, dans le budget de l'Etat. Les Réseaux ont toutefois soutenu que ce processus comptable ne devait pas les priver de l'économie résultant du prélèvement opéré sur des dépenses dont ils ont, en définitive, la charge. C'est dans ce sens qu'il a été répondu par le Comité de Direction à la dépêche du 25 janvier 1936 de M. le Ministre des Travaux Publics. Ce dernier n'a pas encore fait connaître s'il était d'accord sur cette manière de voir et nul ordre de versement afférent aux dépenses en question ne nous est encore parvenu.

Etant donné la position ainsi prise par les Réseaux, je serais d'avis de répondre au Secrétaire Général du Conseil Supérieur des Chemins de fer qu'il ne peut être

donné suite à sa demande, pour la raison que le produit des prélèvements de 1935 n'est pas disponible et qu'il doit bénéficier aux Réseaux.

La question intéressant tous les Réseaux, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien la mettre à l'ordre du jour de la prochaine réunion de notre Conférence.

Je donne copie à nos Collègues.

Votre tout dévoué,

Le Chef des Services Régionaux

Signé : BUCCHETTI